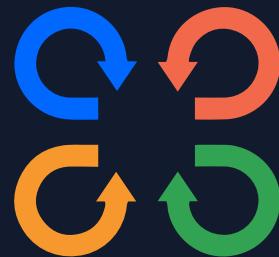




MADAGASCAR ÉVALUATION NATIONALE DE RÉFÉRÉNCE LA PRÉPARATION AUX CATASTROPHES (NDPBA)

UN OUTIL BASÉ SUR LES DONNÉES POUR
ÉVALUER LES RISQUES ET RENFORCER
LA RÉSILIENCE À LONG TERME



AUTEURS

AUTEURS PRINCIPAUX

Annie Collopy, MSc
Dan Morath, MS, GISP
Steve Recca
Hannah Stream, MPH

AUTEURS COLLABORATEURS

Sharon Mielbrecht
Ashley Palm

RESPONSABLE PAYS DE LA NDPBA POUR MADAGASCAR

Steve Recca

RESPONSABLE DE PROGRAMME NDPBA

Timothy R. K. Luft

DIRECTEUR DE PROGRAMME NDPBA

Erin Hughey, PhD

VISUALISATION & COMMUNICATION DU PROGRAMME NDPBA

Chani Goering

REMERCIEMENTS

Le Pacific Disaster Center (PDC) adresse ses sincères remerciements et sa gratitude à toutes les entités et organisations qui ont apporté leur contribution et leurs conseils avisés à la réalisation de ce rapport, y compris tous les représentants qui ont participé aux ateliers, aux entretiens, à la validation des données et aux analyses dans le cadre de l'évaluation nationale de référence sur la préparation aux catastrophes (NDPBA). Tout d'abord, nous tenons à remercier tout particulièrement et à exprimer notre sincère gratitude au Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC) de Madagascar pour sa collaboration étroite et productive et son leadership tout au long des différentes phases du projet. Tout comme le siège du PDC à Hawaï, Madagascar est confronté à divers risques et défis logistiques liés à l'éloignement des îles. En travaillant dans cet environnement complexe et multi-risques, le BNGRC fait preuve de capacités remarquables, d'une véritable passion pour la gestion des catastrophes et d'un engagement durable pour sauver des vies, réduire les pertes et construire un Madagascar plus sûr et plus résilient aux catastrophes.

Le PDC tient à remercier tout particulièrement le Directeur Général du BNGRC, le Général de Division Andriakaja Elack Olivier, pour son soutien et sa contribution essentiels, qui a accueilli le PDC à plusieurs reprises au siège du BNGRC ; la Directrice Générale Adjointe Mirana Miarimanana Razafimanantsoa pour son aimable soutien tout au long de l'évaluation NDPBA ; et le Colonel Aritiana Fabien Faly, Coordinateur Général des projets et interlocuteur principal du PDC, qui a guidé ce projet vers une conclusion réussie. Le PDC salue également les précieuses contributions des membres du staff du BNGRC, notamment le Général Gabriel Ramanantsoa, Directeur administratif et Financier ; John Heriniandry Razafimandimby, Directeur du Centre d'Etudes, de Réflexion, de Veille et de l'Orientation ; Verohanitra Tianamalalasoa Raharimanganindriana, Directeur des Opérations ; Bruno Emmanuel Randriaharihaja, Conseiller Technique ; et Paolo Emilio Solonavalona, Directeur des Etudes de Gestion des Risques. Le Centre PDC tient également à remercier le Gouvernement Américain, en particulier le Commandement des États-Unis pour l'Afrique, pour avoir reconnu la valeur d'un partenariat solide avec Madagascar et pour avoir financé ce projet, ainsi que l'ambassade des États-Unis à Antananarivo pour avoir facilité et soutenu les nombreuses interactions avec les parties prenantes au cours du projet.

Enfin, PDC tient à remercier les entités suivantes qui ont soutenu le travail de ce projet:

- Action Contre la Faim (ACF)
- Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA)
- Coordonnateur Résident des Nations Unies
- Croix-Rouge Malagasy (CRM)
- Direction Générale de la Météorologie (DGM)
- Direction Générale de la Surveillance du Territoire (DGST)
- Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)

REMERCIEMENTS

- Gendarmerie Nationale
- Institut National de la Statistique (INSTAT)
- Médecins Sans Frontières (MSF)
- Météo Madagascar
- Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MINAE)
- Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH)
- Ministère de l'Intérieur
- Ministère de la Planification, du Logement et des Travaux Publics
- Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme
- Ministère de la Santé Publique (MSANP)
- Ministère des Affaires Etrangères
- Ministère des Transports
- Observatoire Géophysique d'Antananarivo (IOGA)
- Office National de la Nutrition (ONN)
- Organisation Météorologique Mondiale (OMM)
- Plateforme Humanitaire du Secteur Privé de Madagascar (PHSP)
- Police Nationale
- Pompiers
- Programme Alimentaire Mondial (PAM)
- Réduction des Risques de Catastrophes des Nations Unies (UNDRR)
- Service Hydrologique National (SHN)
- Université d'Antananarivo

LISTE DES ABREVIATIONS

AGC: Analyse de la Gestion des Catastrophes (NDPBA)

APEAM: Association Professionnelle des Compagnies d'Assurances de Madagascar

BAD: Banque Africaine de Développement

BIANCO: Bureau Indépendant Anti-Corruption

BNGRC: Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes

CADRI: Initiative de Renforcement des Capacités pour la Réduction des Catastrophes

CASEF: Projet de Croissance Agricole et de Sécurité Foncière de Madagascar

CCGRC: Comité Communal de Gestion des Risques et des Catastrophes

CDGRC: Comité de District de Gestion des Risques et des Catastrophes

CDM: Gestion Complète des Catastrophes

CERF: Fonds Central d'Intervention d'Urgence des Nations Unies

CICR: Comité International de la Croix-Rouge

CNGRC: Comité National de Gestion des Risques et des Catastrophes

COG: Continuité du Gouvernement

COOP: Continuité des Opérations

COP: Image opérationnelle commune

COU: Centre des Opérations d'Urgence

CPGU: Cellule de Prévention et d'appui à la Gestion des Urgences

CRGRC: Comité Régional de Gestion des Risques et des Catastrophes

CSBF: Commission de Supervision Bancaire et Financière

CSO: Organisation de la Société Civile

DD: Développement Durable

DTP: Diphtérie-tétanos-coqueluche

EAH: Eau, assainissement et hygiène

EIR: Équipe d'intervention rapide

EMA: Exposition Multi-aléas

EMDAT: Base de Données Internationale sur les Catastrophes

ERV: Évaluation des risques et de la vulnérabilité (du programme NDPBA)

EW4ALL: Alertes Précoce pour Tous

EWS: Système d'Alerte Précoce

F&E: Formation et éducation

FAO: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FEWS NET: Réseau des Systèmes d'Alerte Précoce à la Famine

FICR: Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

FRC: Financement des Risques de Catastrophes

FTM: Foiben-Taosarintanin'i Madagasikara

GC: Gestion des catastrophes

GFDRR: Facilité Mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe (de la Banque Mondiale)

GIFMM: Groupe Inter-Agences sur les Flux Migratoires Mixtes

GNDR: Réseau Mondial des Organisations de la Société Civile pour la Réduction des Catastrophes

GP: Principe Directeur (du Cadre de Sendai)

GPSS: Programme Mondial pour des Écoles Plus Sûres

GRC: Gestion des Risques de Catastrophes

GSL: Groupe du Secteur Logistique

GSMA: Association Mondiale des Systèmes de Communication Mobile

HFA: Cadre d'Action de Hyogo

HiB: Haemophilus influenzae de type b

IADB: Banque Interaméricaine de Développement

IDB: Banque Interaméricaine de Développement

iGOPP: Indice de Gouvernance et de Politiques Publiques

IMF: Institution de Microfinance

INSTAT: Institut National de la Statistique

ITU: Union Internationale des Télécommunications

LEWS: Système d'Alerte Précoce aux Glissements de Terrain

M4H: Mobile pour l'Humanitaire

MAEP: Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche

LISTE DES ABREVIATIONS

MapAction: Action de Cartographie

MATSF: Ministère de l'Aménagement du Territoire et Services Fonciers

MEF: Ministère de l'Économie et des Finances

MHEWS: Systèmes d'alerte précoce multi-aléas

MSNA: Évaluation Multisectorielle des Besoins

NDPBA: Évaluation Nationale de Référence de la Préparation aux Catastrophes (PDC)

NDRMF: Fonds national de gestion des risques de catastrophe

NEOC: Centre national des opérations d'urgence

NU: Nations Unies

OCDE: Organisation de coopération et de développement économiques

ODD: Objectifs de développement durable

OEA: Organisation des États Américains

OIM: Organisation Internationale pour les Migrations

ONG: Organisation non gouvernementale

PAA: Programme d'action pour l'Afrique

PAA : Programme d'action pour l'Afrique

PAC: Patrouille aérienne civile colombienne

PAM: Programme alimentaire mondial

PDC: Pacific Disaster Center

PFA: Priorité d'action (du Cadre de Sendai)

PIB: Produit intérieur brut

PNGRC: Politique nationale de gestion des risques de catastrophe de Madagascar

PNLCC: Programme national de lutte contre le changement climatique

PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement

REACH: Centre de ressources pour l'analyse humanitaire et des conflits

RGRC: Réduction et gestion des risques de catastrophe

ROR: Rougeole, Oreillons et Rubéole

RRC: Réduction des risques de catastrophe

RSU: Registre social unifié

SCJ: Sécurité, Coexistence et Justice

SFDRR: Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe

SIG: Systèmes d'Information Géographique

SLC: Structure de consultation locale

SMS: Messagerie texte par service de messages courts

SOP: Procédure opérationnelle standard

SWM: Gestion des déchets solides

TIC: Technologies de l'Information et de la Communication

UN OCHA: Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires

UNDRR: Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe

UNESCO: Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNHCR: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

UNOSAT: Centre satellitaire des Nations Unies

USAID: Agence des États-Unis pour le Développement International

USD: Dollar américain

VAM: Analyse et cartographie de la vulnérabilité

VIAMO: Via Mobile

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ ANALYTIQUE	8
CONTEXTE APERÇU GÉNÉRAL DU PAYS	18
RESULTATS DE L'EVALUATION DES RISQUES ET DE LA VULNERABILITÉ	26
EXPOSITION À DE MULTIPLES RISQUES	29
VULNERABILITÉ	47
CAPACITÉ D'ADAPTATION	53
RÉSILIENCE	59
RISQUES MULTIPLES	65
ANALYSE DE LA GESTION DES CATASTROPHES	70
ENVIRONNEMENT FAVORABLE	77
DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES	89
MÉCANISMES DE GOUVERNANCE EN CAS DE CATASTROPHE	93
CAPACITÉS ET RESSOURCES	99
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	103
GESTION DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION	107
D'INSTINCTION DES MEILLEURES PRATIQUES	114
RECOMMANDATIONS NATIONALES	120
PLAN QUINQUENNIAL	142
PROFILS DES RISQUES RÉGIONAUX DE MADAGASCAR	144
RÉFÉRENCES	146



NDPBA

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Pacific Disaster Center (PDC) a réalisé l’Evaluation Nationale de Référence sur la Préparation aux Catastrophes (NDPBA) à Madagascar, en partenariat avec le Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC) et avec le soutien des parties prenantes nationales. La NDPBA examine le profil de risque unique du pays, ses caractéristiques culturelles, son contexte géographique et géopolitique, ses événements historiques et d’autres facteurs susceptibles d’avoir un impact, tant positif que négatif, sur sa capacité à gérer les catastrophes. Des recommandations, tant au niveau stratégique que tactique, sont formulées sur la base des conclusions de l’évaluation et sont alignées sur les objectifs de développement durable des Nations Unies et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030.

L’évaluation comprend deux volets : l’Evaluation des Risques et des Vulnérabilités (ERV) et l’Analyse de la Gestion des Catastrophes (AGC). L’ERV tient compte de l’exposition à multiples risques, des vulnérabilités socio-économiques et des capacités d’adaptation. L’AGC adopte une approche qualitative pour évaluer six domaines thématiques, notamment l’environnement favorable, les dispositions institutionnelles, les mécanismes de gouvernance des catastrophes, les capacités et les ressources, le renforcement des capacités, ainsi que la communication et la gestion de l’information. Les résultats de l’AGC sont utilisés pour contextualiser les conclusions de l’ERV, ce qui offre une compréhension globale du paysage actuel de la gestion des catastrophes. Le PDC a travaillé en partenariat avec le BNGRC pour intégrer les priorités nationales et les commentaires des parties prenantes à chaque étape du processus, en s’appuyant sur les conclusions de l’évaluation pour formuler des recommandations et élaborer un plan d’action quinquennal de réduction des risques de catastrophe qui permet une utilisation plus ciblée des ressources limitées et l’identification de possibilités de financement supplémentaires.

Pendant la réalisation de l’Evaluation Nationale de Référence sur la Préparation aux Catastrophes (NDPBA), l’impact de multiples cyclones tropicaux, inondations et feux de brousse, les conditions de sécheresse dans les régions les plus vulnérables de l’île, l’infestation de criquets pèlerins et une épidémie dangereuse de paludisme ont ajouté à la complexité de l’environnement de risque de catastrophe du pays. Ces événements ont présenté à la fois des défis et des occasions pour comprendre et observer activement les capacités de la structure malgache de gestion des catastrophes. Les observations, ainsi que les enseignements tirés de cet environnement complexe et multirisque, ont alimenté les parties du rapport consacrées à l’évaluation des risques de vulnérabilité (ERV) et à la gestion des catastrophes (AGC), qui sont résumées ci-dessous et dans les recommandations nationales et infranationales générales.

Les résultats de l’évaluation des risques de vulnérabilité soulignent l’exposition de Madagascar à de nombreux aléas, notamment les cyclones tropicaux, les inondations, les glissements de terrain,

les chaleurs extrêmes, le paludisme et la vulnérabilité aux criquets pèlerins, qui mettent en péril un nombre important de personnes, de bâtiments, de ressources naturelles et d'infrastructures essentielles. L'exposition à ces risques, ainsi qu'à d'autres inclus dans l'évaluation, souligne l'importance de mettre en œuvre des stratégies de préparation et des initiatives de réduction des risques. L'évaluation identifie également les vulnérabilités et les capacités d'adaptation liées aux conditions socio-économiques actuelles et aux ressources disponibles qui peuvent être mises à profit pour soutenir toutes les phases de la gestion des catastrophes. Les indicateurs d'ERV montrent que surmonter les défis liés à l'accès des ménages à l'eau potable et à l'assainissement, aux contraintes économiques et à l'accès à l'information offre des possibilités de réduire la vulnérabilité dans tout le pays. En outre, l'amélioration de l'accès aux services de santé, aux transports et à l'énergie peut renforcer la capacité d'adaptation et les capacités de réponse aux catastrophes de Madagascar. Les efforts visant à relever ces défis, associés à ceux visant à atténuer les vulnérabilités identifiées, renforceront la résilience globale du pays face aux catastrophes.

Les résultats de l'évaluation de gestion des catastrophes ont révélé que le système de gestion des risques de catastrophe de Madagascar reste gravement sous-financé. Le BNGRC et les autorités locales manquent souvent des fonds, du personnel et des capacités logistiques nécessaires pour maintenir leur état de préparation ou mettre en œuvre des mesures de préparation et de réduction des risques. Les systèmes de communication et de coordination nécessitent des investissements pour soutenir la collaboration entre les partenaires nationaux et internationaux et renforcer la résilience des communautés. Les systèmes de données sont fragmentés et, bien qu'il existe des outils de cartographie des risques et d'alerte précoce, ceux-ci ne sont pas entièrement intégrés ni régulièrement mis à jour, ce qui limite la prise de décisions efficaces et fondées sur des données probantes en cas d'urgence.

Une infrastructure défaillante constitue un obstacle majeur à l'efficacité des interventions en cas de catastrophe. Les déficits généralisés en matière d'électricité, d'approvisionnement en eau, de soins de santé, de télécommunications et de transports compromettent les opérations d'urgence et accroissent la vulnérabilité. Il est essentiel de combler ces lacunes infrastructurelles pour améliorer la préparation et renforcer la résilience à tous les niveaux.

La NDPBA fournit à Madagascar les preuves scientifiques et les données essentielles pour la surveillance des risques de catastrophe et la prise de décision. Pour accéder à toutes les conclusions, recommandations et données (sous forme de tableaux et spatiales) élaborées pour cette analyse, veuillez consulter la plateforme DisasterAWARE du PDC à l'adresse <https://disasteraware.pdc.org/>. Le rapport final est également accessible à l'adresse www.pdc.org.

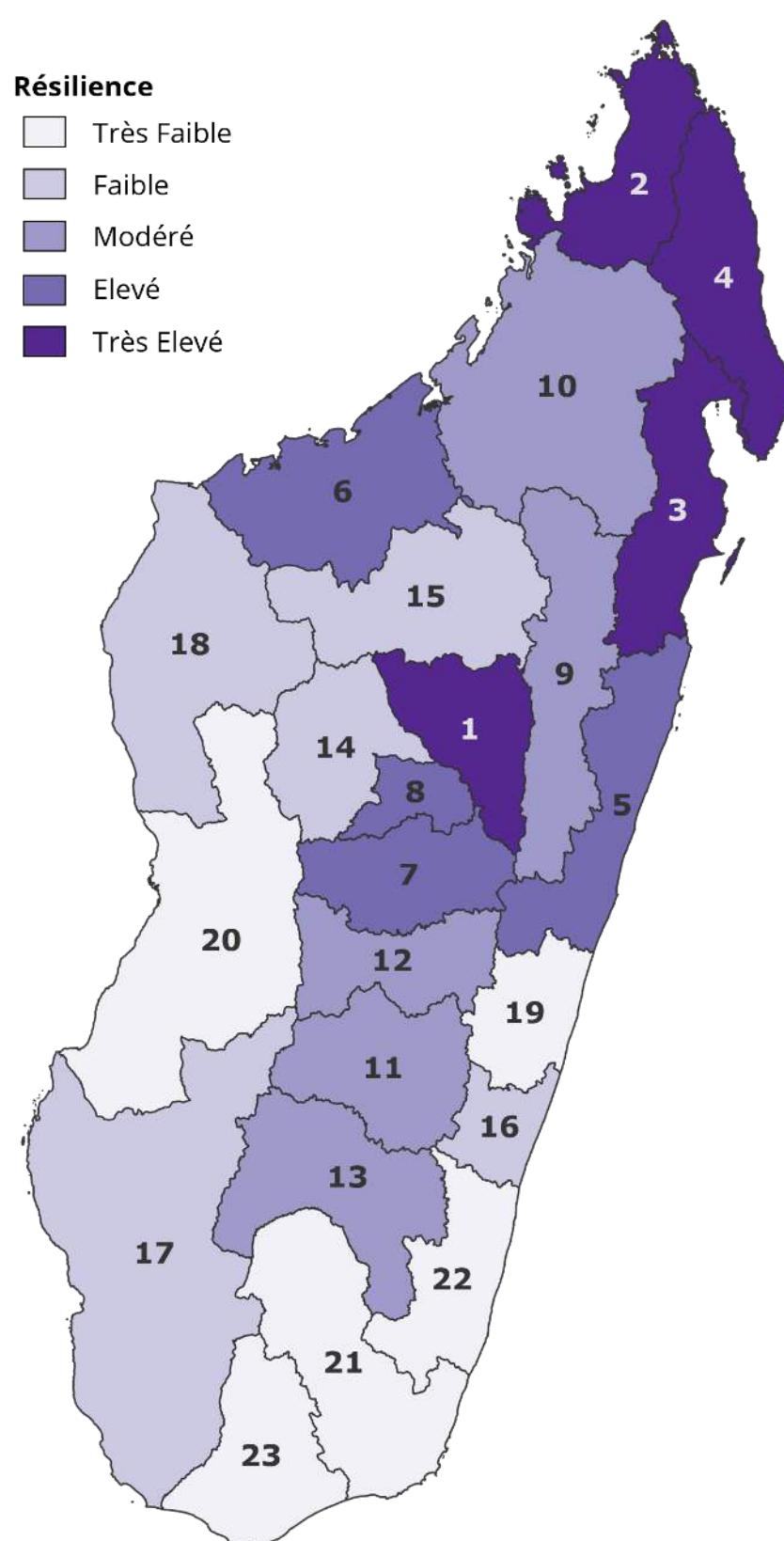


SYNTHESE DES RESULTATS

RÉSILIENCE PAR RÉGION

RANG	RÉGION	SCORE	RANG	RÉGION	SCORE
1	Analamanga	0.863	13	Ihorombe	0.433
2	Diana	0.686	14	Bongolava	0.409
3	Analanjirofo	0.555	15	Betsiboka	0.380
4	Sava	0.550	16	Fitovinany	0.343
5	Atsinanana	0.545	17	Atsimo Andrefana	0.340
6	Boeny	0.534	18	Melaky	0.326
7	Vakinankaratra	0.531	19	Vatovavy	0.322
8	Itasy	0.524	20	Menabe	0.313
9	Alaotra Mangoro	0.522	21	Anosy	0.304
10	Sofia	0.457	22	Atsimo Atsinanana	0.228
11	Haute Matsiatra	0.447	23	Androy	0.205
12	Amoron'i Mania	0.439			


 Très faible Faible Modéré Elevé Très élevé

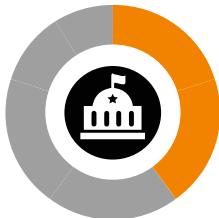


RESULTATS DE L'ANALYSE DE LA GESTION DES CATASTROPHES



THÈME ET SOUS-THÈMES DE L'ANALYSE DE LA GESTION DES CATASTROPHES

A. Environnement favorable



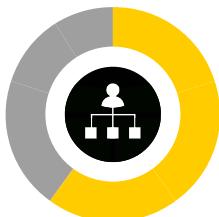
- Instruments juridiques
- Ressources Financières
- Stratégies
- Confiance du public et soutien politique
- Attitudes et expériences

D. Capacités et ressources



- Installations et équipements dédiés
- Ressources Humaines
- Inventaire des produits et fournitures
- Capacités fonctionnelles ciblées

B. Dispositions Institutionnelles



- Structures organisationnelles
- Dispositifs de direction
- Mécanisme d'engagement des parties prenantes

E. Renforcement des capacités



- Plans et stratégies de renforcement des capacités
- Programmes et installations de formation et d'éducation
- Suivi et Evaluation
- Processus et Systèmes

C. Mécanismes de gouvernance en cas de catastrophe



- Plans et Processus
- Système de Commandement, de Contrôle et de Coordination
- Centres d'opérations d'urgence

F. Gestion de la communication et de l'information



- Systèmes d'analyse des dangers et des risques
- Suivi et Notifications
- Évaluation des catastrophes
- Collecte et Gestion des informations
- Médias et affaires publiques

█ Capacité limitée ou inexistant

█ Développement précoce des capacités

█ Réalisation avec limite considérable

█ Progrès substantiels avec certaines limites

█ Capacité avancée

RECOMMANDATIONS



Ces recommandations sont présentées plus en détail dans le corps du rapport. Nous espérons que le gouvernement malgache et les principaux partenaires chargés du développement et de la gestion des catastrophes tireront parti des résultats de cette évaluation exhaustive afin de mettre en place une stratégie plus solide et plus durable de réduction des risques de catastrophe à Madagascar, qui contribuera à sauver des vies et à préserver les biens.

COMPTE TENU DE NOS RESULTATS, LE PDC FORMULE LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES:

1

Élargir la cartographie des aléas et des risques pour les zones au niveau régional et local, en particulier les logements informels, afin de faciliter les mesures de renforcement de la résilience et les efforts de planification.

2

Renforcer la surveillance de tous les aléas, les systèmes de communication et la conversion des données en systèmes d'alerte précoce multi-aléas (MHEWS) complets et en capacités.

3

Promouvoir des stratégies complètes pour surveiller, gérer et atténuer les impacts des cyclones tropicaux, des inondations, des chaleurs extrêmes, des glissements de terrain et des feux de forêt.

4

Développer une stratégie de planification urbaine axée sur les catastrophes pour se concentrer sur la réduction des risques de catastrophe (RRC) et les mesures de renforcement de la résilience pour les établissements informels dans les zones sujettes aux catastrophes.

5

Renforcer la préparation aux catastrophes pour les populations vulnérables.

6

Promouvoir la prise de décision fondée sur des preuves et le partage des connaissances en créant un référentiel national centralisé qui stocke tous les plans communaux de gestion des catastrophes, d'utilisation des terres et de gestion de l'eau.

7

Promouvoir des approches participatives au niveau communautaire pour la gestion des risques de catastrophe.

8

Mener un examen approfondi des codes du bâtiment, des réglementations de développement et des politiques d'utilisation des terres, et mettre en œuvre des mesures actualisées pour prévenir une nouvelle expansion dans les zones sujettes aux aléas, en particulier les établissements informels, afin d'améliorer les résultats en matière de catastrophes.

9

Évaluer et garantir que les communications d'urgence sont accessibles et exploitables dans les zones rurales.

10

Adopter une stratégie globale pour augmenter les capacités d'infrastructure dans les zones urbaines et rurales.

11

Maximiser l'impact à long terme du Projet National de l'Eau de la Banque Mondiale à Madagascar en renforçant la gouvernance locale et l'engagement communautaire pour assurer un accès durable à l'eau.

12

Évaluer toutes les infrastructures de transport terrestre pour leur résilience aux événements de chaleur extrême et de précipitations extrêmes, conformément à la Feuille de Route Nationale de Résilience des Infrastructures de Madagascar.

13

Adopter une stratégie globale pour augmenter les capacités d'infrastructure dans les communautés vulnérables et isolées.

15

Renforcer la capacité des services d'intervention d'urgence à répondre efficacement et efficacement aux besoins de la communauté et à fournir une assistance vitale en temps opportun.

17

Réévaluer les progrès réalisés vers les objectifs de RRC et de résilience.

14

Évaluer et moderniser les infrastructures énergétiques pour la sécurité et la durabilité.

16

Allouer et prioriser les fonds pour répondre aux besoins croissants du BNGRC.



NDPBA

CONTEXTE ET APERÇU GÉNÉRAL DU PAYS

La Grande Ile fait partie des 20 pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est, telle que définie par les Nations Unies.

GÉOGRAPHIE

587 401 km²

Superficie du territoire (226 797 mi²)

5 501 km²

Surface aquatique (2 123 mi²)

5 600 km

Littoral (3 480 mi)

21,3%

Couverture forestière (2022)

70,3%

Surface agricole (par rapport à la surface terrestre) (2022)

Pays voisins

- Mozambique
- Comores
- Maurice
- Seychelles
- Tanzanie

Structures administratives

- 6 Provinces
- 23 Régions
- 119 Districts
- 1500 Communes

DÉMOGRAPHIE

25 674 196

Population totale (Recensement de 2018)

43,4 per km²

Densité de population (112,4 per mi²)

4 942 902

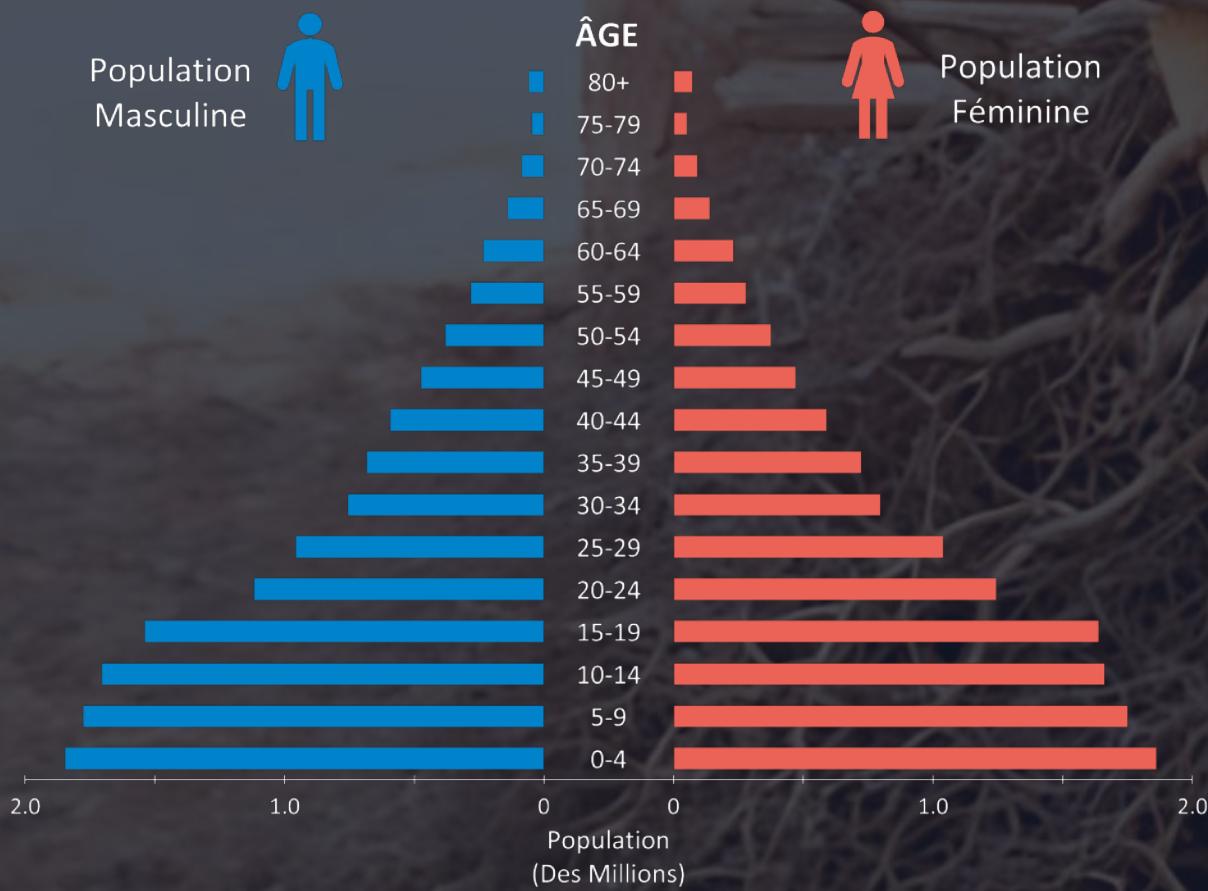
Population urbaine

20 731 294

Population rurale

3,01%

Croissance démographique annuelle en moyenne (1993-2018)



Healthcare Access



0,25

Nombre de professionnels de santé qualifiés (médecins, infirmiers et sages-femmes) pour 1 000 habitants



0,3

Lits d'hôpitaux (pour 1 000 personnes)



47

Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes) (2021)



408

Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) (2018)



48,5%

Couverture vaccinale de base (enfants de moins de 2 ans) (2021)



26,4%

Prévalence de la malnutrition (enfants de moins de 5 ans) (2018)



Accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (EAH)

45%

Accès des ménages à l'eau potable (2021)

13,1%

Accès des ménages à des latrines améliorées (2021)

81,3%

Contamination de l'eau des ménages (par E. coli) (2018)

31,8%

Temps de collecte d'eau des ménages (plus de 30 minutes) (2018)



Accès à l'information

76,7%

Taux d'alphabétisation des adultes (personnes âgées de 15 ans et plus)

70,6%

Taux net de scolarisation niveau primaire (2021)

44,2%

Taux de réussite scolaire niveau primaire (2021)

10,9%

Taux de scolarité au niveau d'enseignement secondaire (2021)

13,3%

Population utilisant internet (2018)

36,1%

Ménages utilisant un téléphone portable (2021)

45%

Ménages ayant accès à l'électricité (2021)

ECONOMIE

PIB et macroéconomie



49.453,22 Milliards d'Ariary

PIB actuel (prix à la consommation en 2020)



5,81%

Taux d'inflation (2021) (2021)



6,6%

Taux de chômage (2021)



77%

Taux de pauvreté (2021)



83,2%

Agriculteurs (2018)

- 7,1%

Croissance réelle du PIB (variation annuelle en pourcentage) (2020)

Exportations majeures (2021)

- Vanille
- Girofle
- Nickel brut
- Titane
- Cobalt
- Textiles

Importations majeures (2021)

- Pétrole raffiné
- Riz
- Huile de palme
- Sucre
- Tissu
- Soufre

Secteurs économiques (% du BIP)



47,08%

Services (2022)



21,89%

Agriculture (2022)



21,74%

Industrie (2022)

INFRASTRUCTURES MAJEURES

Logistiques et transports

**1**

Grand aéroport
Aéroport International
d'Ivato

**22**

Aéroports moyens

**69**

Aérodromes

**2**

Ports maritimes

**26**

Petits ports

**570 050 km**

Route cartographiée

**2 408**

Ponts

Services d'urgence

**141**

Hôpitaux

**513**

Cliniques

**220**

Commissariats de police

**12**

Casernes de pompiers

Autres infrastructures majeures

**2 134**

Écoles

**93**

**Établissements
d'enseignement
supérieur**

**26**

Barrages

**13**

Centrales électriques

GESTION DES CATASTROPHES

Améliorations/Étapes majeures des capacités (10 dernières années):

- Instruments juridiques pour la gestion/réduction des risques de catastrophe :
 - Loi n° 2015-031 du 4 décembre 2015, relative à la Politique Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes.
 - Décret n° 2019-1954 fixant les modalités d'application de la Loi n° 2015-031 du 12 février 2016, relative à la Politique Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes 2016-02-12.
 - Décret n° 2019-1957 d'octobre 2019, 16 réglementant la Loi n° 2015-031 du 12 février 2016, sur la Gestion Nationale des Risques de Catastrophe.
 - Décret n° 2019-1949 du 16 octobre 2019, portant sur l'organisation, le fonctionnement et les attributions du CPGU.
 - Décret n° 2019-1958 du 16 octobre 2019, portant sur l'organisation, le fonctionnement et les attributions du BNGRC.
 - Décret n° 2022-298 modifiant et complétant certaines dispositions du Décret n° 2019-1958 du 16 octobre 2019, portant sur l'organisation, le fonctionnement et les attributions du Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes
 - Loi sur l'Urbanisme et l'Habitat (LUH) – Loi n° 2015-052
 - Loi sur l'Orientation de l'Aménagement du Territoire (LOAT) – Loi n° 2015-051
- L'Université publique d'Antananarivo propose un master en Gestion des Risques de Catastrophe (GRC).
- Pioneering the Global Methodology for Infrastructure Resilience Review: Elaborée par le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe (UNDRR) et la Coalition pour des Infrastructures Résilientes aux Catastrophes (CDRI).
- Extension des Centres d'Opérations d'Urgence (COUs) (2018)
 - Mise en place de COUs au niveau régional et de district.
 - Formation sur le Système de Commandement des Incidents (SCI) introduite dans les régions pilotes.
- Atelier sur le Droit des Catastrophes et Accord Pré-Catastrophe de la FICR (2023)
 - Le BNGRC a co-organisé un atelier sur le droit des catastrophes avec la Croix-Rouge Malagasy et la FICR.
 - Signature d'un accord pré-catastrophe pour formaliser la coopération humanitaire.

Impacts des catastrophes majeures récentes (2015-2025) – EM-DAT CRED

Année	Type	Décès	Personnes affectées	Pertes en US\$ (Ajusté)
2015	Tempête tropicale 'Chedza'	89	174 007	\$46,3 millions
2015	Crue	26	24 000	
2015	Tempête tropicale 'Fundi'	6	8 430	\$12,9 millions
2016-2017	Sècheresse		1 140 000	
2017	Cyclone tropical 'Enawo'	81	434 253	\$24,9 millions
2017	Épidémie de peste	207	2 384	
2017-2018	Sècheresse		1 260 000	
2018	Cyclone tropical 'Ava'	73	161 318	
2018	Tempête tropicale 'Eliakim'	21	50 872	
2018	Épidémie de rougeole		98 415	
2019	Inondation	9		
2019	Cyclone tropical 'Idai'	3	1 100	
2019	Cyclone tropical 'Belna'	5	20 293	\$29,8 millions
2020	Inondation	40	106 846	
2020	Cyclone tropical 'Herold'	4	3 200	
2020-2024	Sècheresse		1 680 000	
2021	Cyclone tropical 'Eloise'	2	1 000	
2021	Inondation	1	1 400	
2022	Inondation	34	62 114	
2022	Tempête tropicale 'Ana'	55	131 555	
2022	Cyclone tropical 'Batsirai'	92	112 115	
2022	Tempête tropicale 'Dumako'	14	9 900	
2022	Cyclone tropical 'Emnati'	15	169 000	\$16,7 millions
2022	Cyclone tropical 'Gombe'	2	900	
2022	Tempête tropicale 'Jasmine'	12	4 800	
2023	Cyclone tropical 'Cheneso'	53	90 870	\$20 millions
2023	Cyclone tropical 'Freddy'	17	299 000	
2024	Cyclone tropical 'Alvaro'	10	25 837	
2024	Cyclone tropical 'Gamane'	22	89 469	
2025	Cyclone tropical 'Dikeledi'	3	7 028	
2025	Tempête tropicale 'Honde'	4	50 254	
2025	Cyclone tropical 'Jude'	1	15 000	
2025	Cyclone tropical 'Chido'		135 838	



ERV

RESULTATS DE L'EVALUATION DES RISQUES ET DE LA VULNERABILITÉ

RISQUE ET VULNERABILITÉ

RESULTATS DE L'EVALUATION

Cette section présente les résultats de l'évaluation des risques et des vulnérabilités (ERV) réalisée par le Pacific Disaster Center dans le cadre de l'évaluation nationale de référence sur la préparation aux catastrophes à Madagascar. Pour plus d'informations sur la méthodologie NDPBA du PDC, veuillez consulter le site: <https://www.pdc.org/wp-content/uploads/NDPBA-Data-Sharing-Guide-English-Screen.pdf>

MADAGASCAR



COMPOSANTS DES RISQUES



Exposition multi-aléas



Vulnérabilité



Capacité d'adaptation



ERV

EXPOSITION MULTI-ALÉAS

EXPOSITION MULTI-ALÉAS

Les aléas suivants ont été évalués par le PDC dans le cadre de l'évaluation nationale de référence à la préparation aux catastrophes :

Classement mondial de l'exposition multi-aléas (ERV PDC Global)

40^e SUR 216 PAYS/
TERRITOIRES ÉVALUÉS

Exposition multi-aléas en Afrique de l'Est

2^e SUR 20 PAYS/
TERRITOIRES ÉVALUÉS

ZONES À RISQUE DE MADAGASCAR

HAUSSE DE NIVEAU DE LA MER

 **<1%** Population exposée
18 286 Population brute exposée

<1% Environnement bâti exposé

3% Infrastructures critiques exposées

INONDATION FALUVIALE

 **7%** Population exposée
1 846 280 Population brute exposée
10% Environnement bâti exposé
17% Infrastructures critiques exposées

VENT DE CYCLONE TROPICAL

 **100%** Population exposée
27 647 000 Population brute exposée
100% Environnement bâti exposé
100% Infrastructures critiques exposées

GLISSEMENT DE TERRAIN

 **40%** Population exposée
10 911 272 Population brute exposée
36% Environnement bâti exposé
36% Infrastructures critiques exposées

INCENDIE DE FORêt

 **2%** Population exposée
606 240 Population brute exposée
3% Environnement bâti exposé
4% Infrastructures critiques exposées

CRIQUETS

 **47%** Terres agricoles exposée

INONDATION CÔTIÈRE

 **<1%** Population exposée
80 264 Population brute exposée
1% Environnement bâti exposé
6% Infrastructures critiques exposées

TSUNAMI

 **1%** Population exposée
208 477 Population brute exposée
1% Environnement bâti exposé
5% Infrastructures critiques exposées

TREMBLEMENT DE TERRE

 **6%** Population exposée
1 763 100 Population brute exposée
9% Environnement bâti exposé
12% Infrastructures critiques exposées

CHALEUR EXTREME

 **12%** Population exposée
3 389 080 Population brute exposée
31% Environnement bâti exposé
34% Infrastructures critiques exposées

PALUDISME

 **22%** Population exposée
5 954 634 Population brute exposée
39% Environnement bâti exposé
36% Infrastructures critiques exposées

Madagascar: Élévation du niveau de la mer (2050) Exposition aux risques



EXPOSITION POTENTIELLE DE LA POPULATION



18,286 (<1%)

Personnes exposées à l'élévation du niveau de la mer d'ici 2050

EXPOSITION POTENTIELLE DE L'ENVIRONNEMENT BATI



28,358 (<1%)

Bâtiments exposés à l'élévation du niveau de la mer d'ici 2050

INFRASTRUCTURES ET BIENS ESSENTIELS EXPOSÉS



0 (0%)

Aéroports



9 (32%)

Ports maritimes



0 (0%)

Centre national des opérations d'urgence (COU)



0 (0%)

Hôpitaux



0 (0%)

Centres de santé



2 (<1%)

Écoles



0 (0%)

Centrales électriques



0 (0%)

Barrages



140 (1%)

Ponts



461 km (<1%)

Routes

© 2015-2025 Pacific Disaster Center (PDC) - All rights reserved. Commercial use is permitted only with explicit approval of PDC | 3 JUN 2025 | <https://disasteraware.pdc.org> | Population exposure calculated using PDC's All Hazards Impact Model (AIM). Built Environment exposure calculated using OpenBuildings.. Data: PDC, Climate Central, OurAirports, Sky Vector, World Port Index, HDX, WHO, OpenStreetMap, Google Maps, Groupe Sectoriel Logistique.

Madagascar: Exposition aux risques d'inondations côtières (2050)



EXPOSITION POTENTIELLE DE LA POPULATION



80,264 (<1%)

Personnes exposées inondations côtières d'ici aux 2050

EXPOSITION POTENTIELLE DE L'ENVIRONNEMENT BATI



127,895 (1%)

Bâtiments exposés aux inondations côtières d'ici 2050

INFRASTRUCTURES ET BIENS ESSENTIELS EXPOSÉS



1 (1%)

Aéroports



16 (57%)

Ports maritimes



0 (0%)

Centre national des opérations d'urgence (COU)



2 (1%)

Hôpitaux



1 (<1%)

Centres de santé



19 (1%)

Écoles



0 (0%)

Centrales électriques



0 (0%)

Barrages



301 (3%)

Ponts



2,189 km (<1%)

Routes

© 2015-2025 Pacific Disaster Center (PDC) – All rights reserved. Commercial use is permitted only with explicit approval of PDC. | 3 JUN 2025 | <https://disasteraware.pdc.org> | Population exposure calculated using PDC's All Hazards Impact Model (AIM). Built Environment exposure calculated using OpenBuildings. Data: PDC, Climate Central, OurAirports, Sky Vector, World Port Index, HDX, WHO, OpenStreetMap, Google Maps, Groupe Sectoriel Logistique.

Madagascar: Exposition aux risques d'inondations fluviales



EXPOSITION POTENTIELLE DE LA POPULATION

 **1,846,280 (7%)**
Personnes exposées aux inondations fluviales

EXPOSITION POTENTIELLE DE L'ENVIRONNEMENT BATI

 **1,279,940 (10%)**
Bâtiments exposés aux inondations fluviales

INFRASTRUCTURES ET BIENS ESSENTIELS EXPOSÉS

					
18 (19%) Aéroports	4 (14%) Ports maritimes	0 (0%) Centre national des opérations d'urgence (COU)	22 (16%) Hôpitaux	83 (16%) Centres de santé	269 (13%) Écoles
					
4 (31%) Centrales électriques	9 (35%) Barrages	2,116 (22%) Ponts	39,311 km (7%) Routes	4,968 km² (15%) Terres cultivées	

© 2015-2025 Pacific Disaster Center (PDC) - All rights reserved. Commercial use is permitted only with explicit approval of PDC | 3 JUN 2025 | <https://disasteraware.pdc.org> | Population exposure calculated using PDC's All Hazards Impact Model (AIM). Built Environment exposure calculated using OpenBuildings. Data: PDC, European Commission, Joint Research Centre, OurAirports, Sky Vector, World Port Index, HDX, WHO, OpenStreetMap, Google Maps, Groupe Sectoriel Logistique, Sentinel-2.

Madagascar: Exposition aux risques de tsunami



EXPOSITION POTENTIELLE DE LA POPULATION

 **208,477 (1%)**
Personnes exposées aux tsunamis

EXPOSITION POTENTIELLE DE L'ENVIRONNEMENT BATI

 **109,576 (1%)**
Bâtiments exposés au tsunami

INFRASTRUCTURES ET BIENS ESSENTIELS EXPOSÉS



3 (3%)
Aéroports



11 (39%)
Ports maritimes



0 (0%)
Centre national des opérations d'urgence (COU)



2 (1%)
Hôpitaux



8 (2%)
Centres de santé



21 (1%)
Écoles



0 (0%)
Centrales électriques



0 (0%)
Barrages



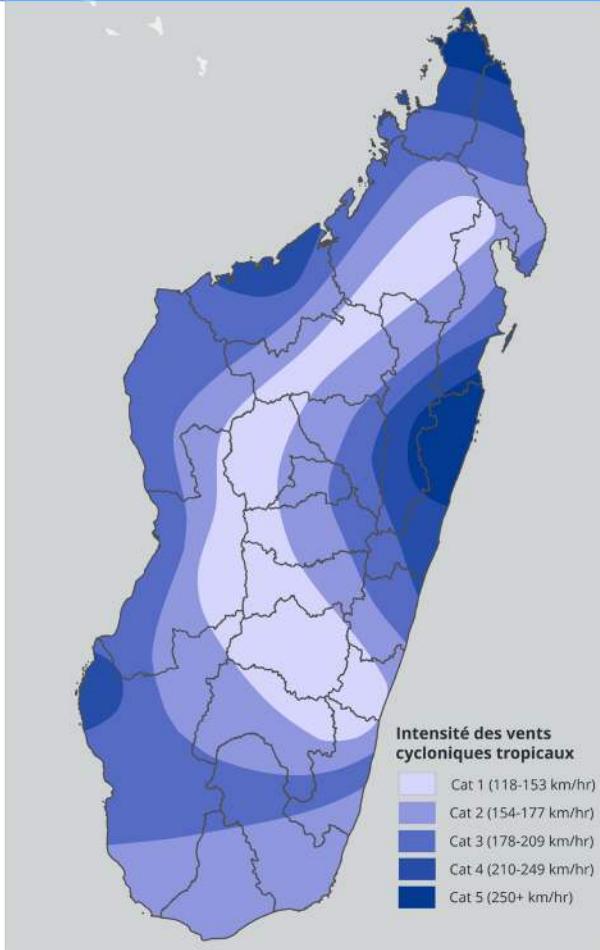
353 (4%)
Ponts



7,210 km (1%)
Routes

© 2015-2025 Pacific Disaster Center (PDC) – All rights reserved. Commercial use is permitted only with explicit approval of PDC | 3 JUN 2025 | <https://disasteraware.pdc.org> | Population exposure calculated using PDC's All Hazards Impact Model (AIM). Built Environment exposure calculated using OpenBuildings. Data: PDC, OurAirports, Sky Vector, World Port Index, HDX, WHO, OpenStreetMap, Google Maps, Groupe Sectoriel Logistique.

Madagascar: Exposition aux risques de vents cycloniques tropicaux



EXPOSITION POTENTIELLE DE LA POPULATION



27.65 million (100%)

Personnes exposées aux vents cycloniques tropicaux (toutes catégories)

EXPOSITION POTENTIELLE DE L'ENVIRONNEMENT BATI



12,378,862 (100%)

Bâtiments exposés aux vents cycloniques tropicaux (toutes catégories)

INFRASTRUCTURES ET BIENS ESSENTIELS EXPOSÉS



93 (100%)

Aéroports



28 (100%)

Ports maritimes



1 (100%)

Centre national des opérations d'urgence (COU)



141 (100%)

Hôpitaux



513 (100%)

Centres de santé



2,134 (100%)

Écoles



13 (100%)

Centrales électriques



26 (100%)

Barrages



9,793 (100%)

Ponts

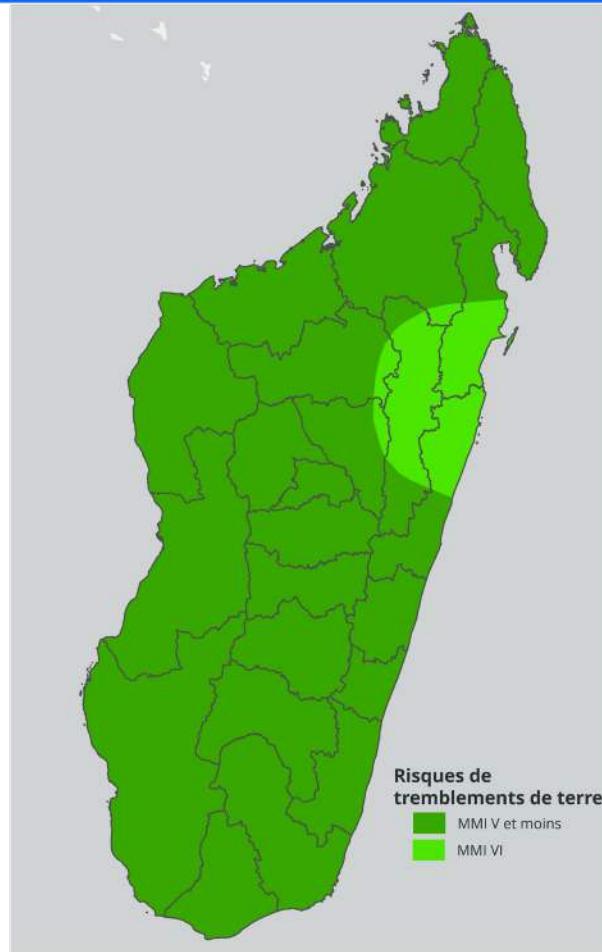


570,050 km (100%)

Routes

© 2015-2025 Pacific Disaster Center (PDC) - All rights reserved. Commercial use is permitted only with explicit approval of PDC | 3 JUN 2025 | <https://disasteraware.pdc.org> | Population exposure calculated using PDC's All Hazards Impact Model (AIM). Built Environment exposure calculated using OpenBuildings. Data: PDC, MunichRe, OurAirports, Sky Vector, World Port Index, HDX, WHO, OpenStreetMap, Google Maps, Groupe Sectoriel Logistique.

Madagascar: Exposition aux risques de tremblements de terres



EXPOSITION POTENTIELLE DE LA POPULATION



1,763,100 (6%)

Personnes exposées aux tremblements de terres (MMI VI)

EXPOSITION POTENTIELLE DE L'ENVIRONNEMENT BATI



1,108,401 (9%)

Bâtiments exposés aux tremblements de terres (MMI VI)

INFRASTRUCTURES ET BIENS ESSENTIELS EXPOSÉS



6 (6%)

Aéroports



4 (14%)

Ports maritimes



0 (0%)

Centre national des opérations d'urgence (COU)



17 (12%)

Hôpitaux



21 (4%)

Centres de santé



104 (5%)

Écoles



3 (23%)

Centrales électriques



10 (39%)

Barrages



924 (9%)

Ponts

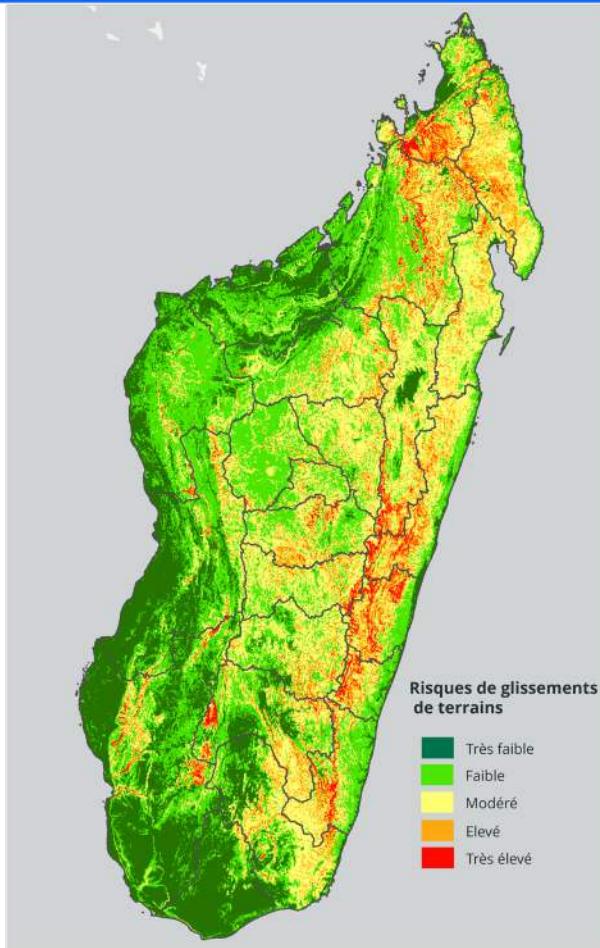


23,378 km (4%)

Routes

© 2015-2025 Pacific Disaster Center (PDC) – All rights reserved. Commercial use is permitted only with explicit approval of PDC | 3 JUN 2025 | <https://disasteraware.pdc.org> | Population exposure calculated using PDC's All Hazards Impact Model (AIM). Built Environment exposure calculated using OpenBuildings. Data: UNEP, PDC, OurAirports, Sky Vector, World Port Index, HDX, WHO, OpenStreetMap, Google Maps, Groupe Sectoriel Logistique.

Madagascar: Exposition aux risques de glissements de terrains



EXPOSITION POTENTIELLE DE LA POPULATION



10,911,272 (40%)

Personnes exposées aux glissements de terrains (modéré, élevé, très élevé)

EXPOSITION POTENTIELLE DE L'ENVIRONNEMENT BATI



4,392,651 (36%)

Bâtiments exposés aux glissements de terrains (modéré, élevé, très élevé)

INFRASTRUCTURES ET BIENS ESSENTIELS EXPOSÉS



4 (4%)

Aéroports



2 (7%)

Ports maritimes



1 (100%)

Centre national des opérations d'urgence (COU)



31 (22%)

Hôpitaux



166 (32%)

Centres de santé



670 (31%)

Écoles



7 (54%)

Centrales électriques



7 (27%)

Barrages



3,962 (41%)

Ponts



285,846 km (50%)

Routes

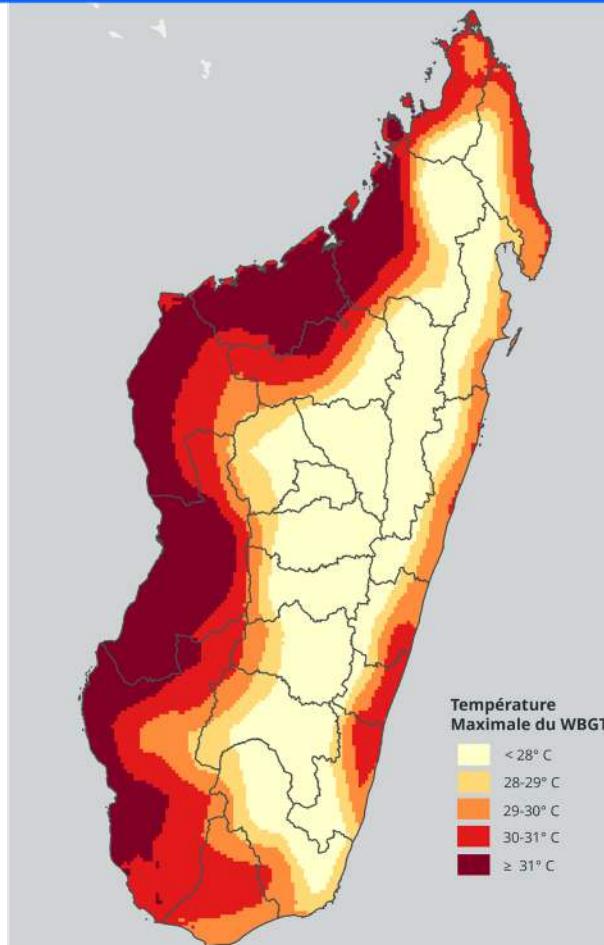


8,548 km² (25%)

Terres cultivées

© 2015-2025 Pacific Disaster Center (PDC) - All rights reserved. Commercial use is permitted only with explicit approval of PDC | 3 JUN 2025 | <https://disasteraware.pdc.org> | Population exposure calculated using PDC's All Hazards Impact Model (AIM). Built Environment exposure calculated using OpenBuildings. Data: NASA LHSA, PDC, OurAirports, Sky Vector, World Port Index, HDX, WHO, OpenStreetMap, Google Maps, Groupe Sectoriel Logistique, Sentinel-2.

Madagascar: Exposition aux risques de chaleur extrême



EXPOSITION POTENTIELLE DE LA POPULATION



3,389,080 (12%)

Personnes exposées à la chaleur extrême (température au thermomètre-globe mouillé de 30° C et plus)

EXPOSITION POTENTIELLE DE L'ENVIRONNEMENT BATI



3,783,686 (31%)

Bâtiments exposés à la chaleur extrême (température au thermomètre-globe mouillé de 30° C et plus)

INFRASTRUCTURES ET BIENS ESSENTIELS EXPOSÉS



56 (60%)

Aéroports



20 (71%)

Ports maritimes



0 (0%)

Centre national des opérations d'urgence (COU)



47 (33%)

Hôpitaux



170 (33%)

Centres de santé



703 (33%)

Écoles



3 (23%)

Centrales électriques



8 (31%)

Barrages



2,009 (21%)

Ponts



154,620 km (27%)

Routes



53,060 km² (33%)

Forêts

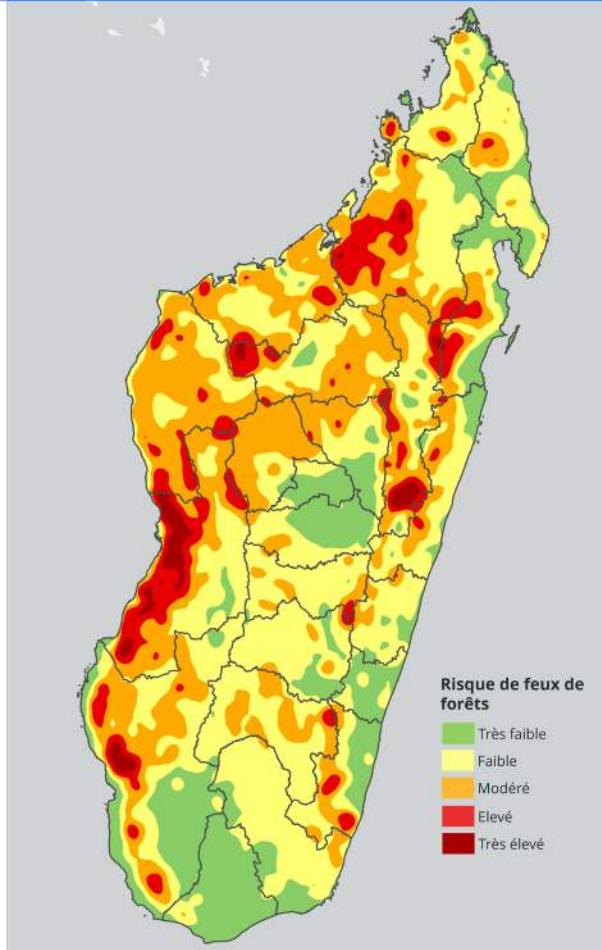


12,849 km² (38%)

Terres cultivées

© 2015-2025 Pacific Disaster Center (PDC) – All rights reserved. Commercial use is permitted only with explicit approval of PDC | 3 JUN 2025 | <https://disasteraware.pdc.org> | Population exposure calculated using PDC's All Hazards Impact Model (AIM). Built Environment exposure calculated using OpenBuildings Data: Climate Hazards Center, UC Santa Barbara, PDC, OurAirports, Sky Vector, World Port Index, HDX, WHO, OpenStreetMap, Google Maps, Groupe Sectoriel Logistique, Sentinel-2.

Madagascar: Exposition aux feux de forêts



EXPOSITION POTENTIELLE DE LA POPULATION



606,240 (2%)

Personnes exposées aux feux de forêts
(élevé, très élevé)

EXPOSITION POTENTIELLE DE L'ENVIRONNEMENT BATI



421,644 (3%)

Bâtiments exposés aux feux de forêts
(high, very high)

INFRASTRUCTURES ET BIENS ESSENTIELS EXPOSÉS



5 (5%)

Aéroports



0 (0%)

Ports maritimes



0 (0%)

Centre national des opérations d'urgence (COU)



4 (3%)

Hôpitaux



6 (1%)

Centres de santé



43 (2%)

Écoles



0 (0%)

Centrales électriques



1 (4%)

Barrages



405 (4%)

Ponts



20,068 km (4%)

Routes



19,207 km² (12%)

Fôrets

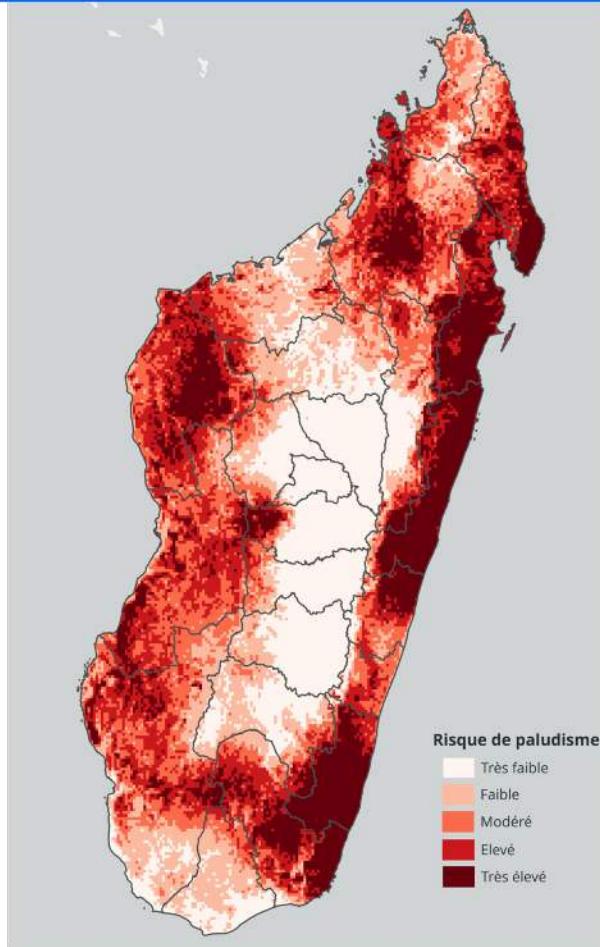


3,142 km² (9%)

Terres cultivées

© 2015-2025 Pacific Disaster Center (PDC) - All rights reserved. Commercial use is permitted only with explicit approval of PDC | 3 JUN 2025 | <https://disasteraware.pdc.org> | Population exposure calculated using PDC's All Hazards Impact Model (AIM). Built Environment exposure calculated using OpenBuildings Data; PDC, NASA FIRMS, OurAirports, Sky Vector, World Port Index, HDX, WHO, OpenStreetMap, Google Maps, Groupe Sectoriel Logistique, Sentinel-2.

Madagascar: Exposition aux risques de paludisme



EXPOSITION POTENTIELLE DE LA POPULATION



5,954,634 (22%)

Personnes exposées au paludisme
(élevé, très élevé)

EXPOSITION POTENTIELLE DE L'ENVIRONNEMENT BATI



4,837,394 (39%)

Bâtiments exposés au paludisme
(élevé, très élevé)

CAS DE PALUDISME ET INTERVENTION



200
(cas pour 1000)

Taux d'incidence
parmi la population
à risque, 2023.



72.6%

Augmentation des
cas de paludisme
depuis 2000.



26.3%

Proportion des
ressources de soins
sanitaires visant
spécialement la
gestion du
paludisme, 2021.



66.8
(pour 100 personnes)

Proportion de la
population ayant accès à
une moustiquaire
imprégnée d'insecticide
(MII), 2022.



36.9
(pour 100 cas)

Proportion des cas
de paludisme
recevant un
traitement
antipaludique
efficace, 2022.

INFRASTRUCTURES ET BIENS ESSENTIELS EXPOSÉS



30 (32%)

Aéroports



14 (50%)

Ports
maritimes



32 (23%)

Hôpitaux



201 (39%)

Centres de santé

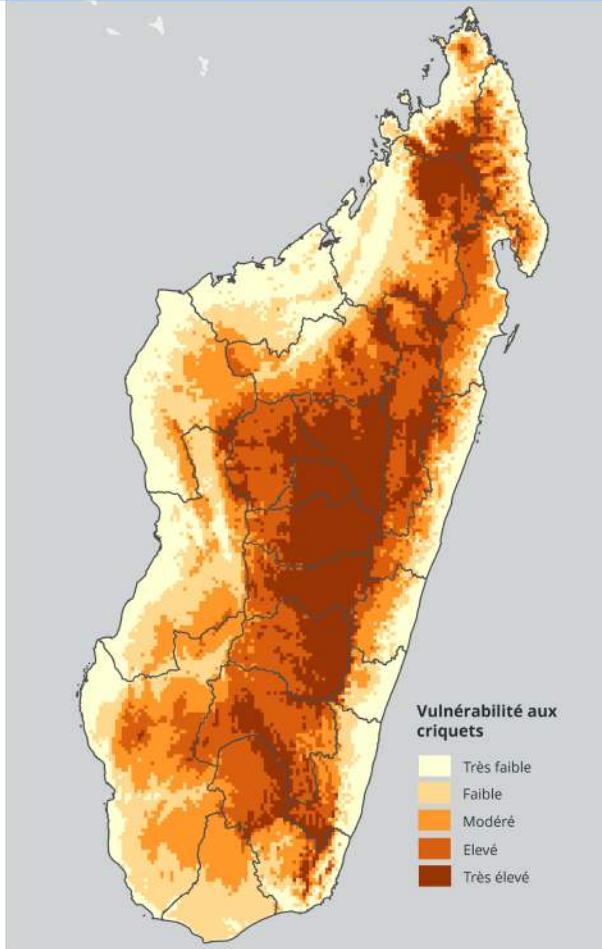


732 (34%)

Écoles

© 2015-2025 Pacific Disaster Center (PDC) – All rights reserved. Commercial use is permitted only with explicit approval of PDC | 3 JUN 2025 | <https://disasteraware.pdc.org> | Population exposure calculated using PDC's All Hazards Impact Model (AHIM). Built Environment exposure calculated using OpenBuildings. Data: PDC, Malaria Atlas Project, OurAirports, Sky Vector, World Port Index, HDX, WHO, OpenStreetMap, Google Maps, Groupe Sectoriel Logistique, Ministère de la Santé Publique de Madagascar.

Madagascar: Exposition à la vulnérabilité aux criquets



EXPOSITION POTENTIEL DES TERRES CULTIVEES



16,101 km² (47%)

Terres cultivées exposées à l'infestation de criquets (élevée, très élevée)

EPIZOOTIE DE CRIQUETS 2012 / 2013



- Catastrophe nationale déclarée le 27 nov. 2012.
- Moyens de subsistance menacés pour 13 millions de personnes, dont 9 millions vivent de l'agriculture.
- Près des deux tiers du pays infestés.
- Les pertes de récoltes de riz variaient de 10 % à 40 % dans 17 régions du pays.
- Exacerbé par les conditions optimales de reproduction des criquets laissées par le cyclone Haruna (fév. 2013).

SECTEUR AGRICOLE ET SECURITE ALIMENTAIRE A MADAGASCAR



83.2%

Ménages agricoles,
2018
11.7 % Urbain
88 % Rural



21.89%

Contribution de l'
agriculture au GDP,
2022



20.6%

Ménages vivant
une insécurité
alimentaire, 2021



26.4%

Prévalence de
malnutrition (enfants
moins de 5 ans), 2018

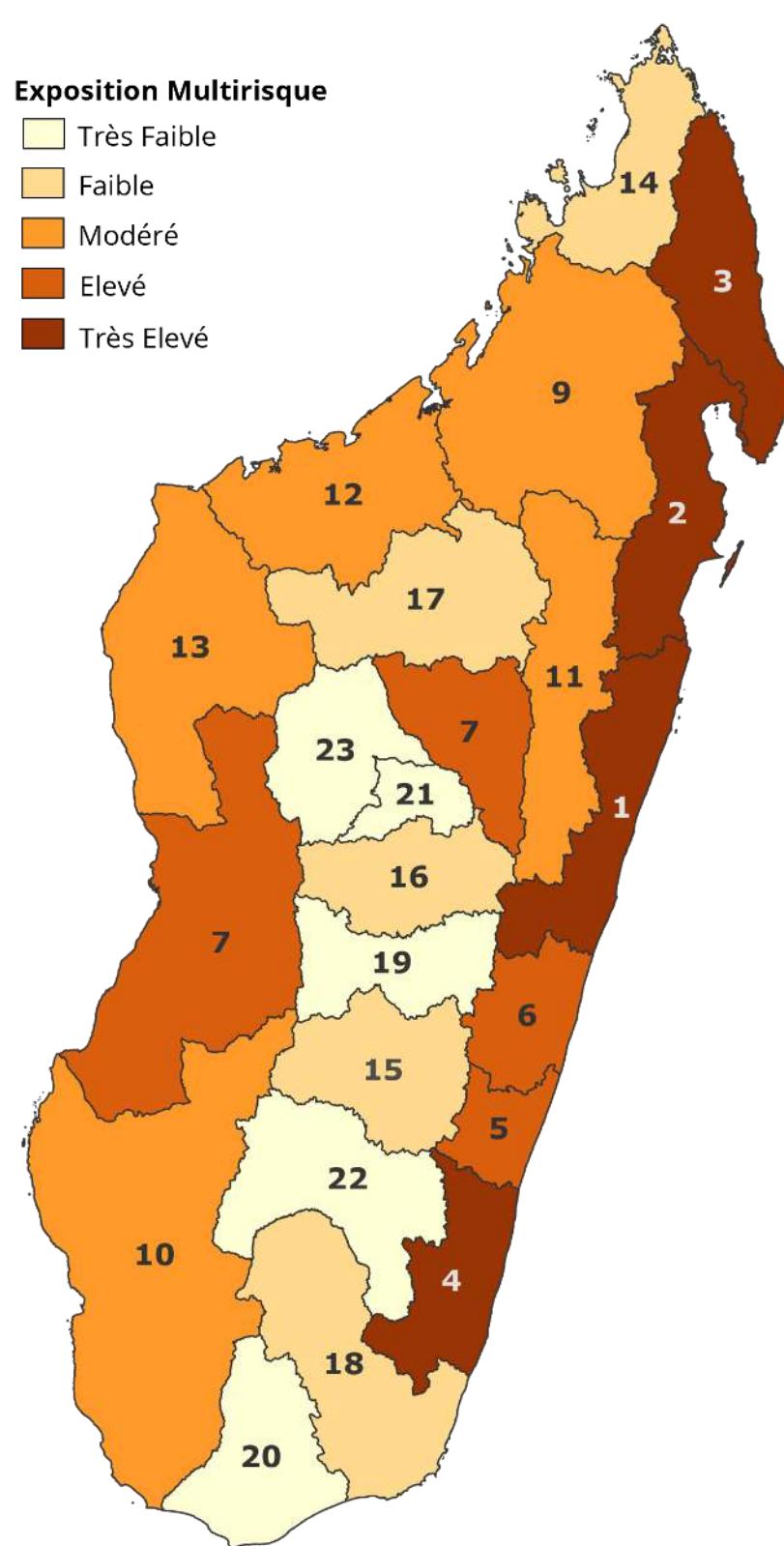
© 2015-2025 Pacific Disaster Center (PDC) - All rights reserved. Commercial use is permitted only with explicit approval of PDC | 3 JUN 2025 | <https://disasteraware.pdc.org> | Cropland exposure calculated using Sentinel-2 land cover.
Data: PDC, Institut National de la Statistique, Statistica, FAO, WFP.

[CETTE PAGE A ÉTÉ LAISSÉE INTENTIONNELLEMENT VIERGE.]

EXPOSITION MULTIRISQUE PAR RÉGION

RANG	RÉGION	SCORE	RANG	RÉGION	SCORE
1	Atsinanana	0.722	13	Melaky	0.397
2	Analanjirofo	0.687	14	Diana	0.391
3	Sava	0.618	15	Haute Matsiatra	0.240
4	Atsimo Atsinanana	0.541	16	Vakinankaratra	0.238
5	Fitovinany	0.507	17	Betsiboka	0.207
6	Vatovavy	0.503	18	Anosy	0.203
7	Analamanga	0.497	19	Amoron'i Mania	0.176
7	Menabe	0.497	20	Androy	0.154
9	Sofia	0.492	21	Itasy	0.117
10	Atsimo Andrefana	0.465	22	Ihorombe	0.039
11	Alaotra Mangoro	0.440	23	Bongolava	0.005
12	Boeny	0.406			


 Très faible Faible Modéré Elevé Très élevé





ERV

VULNERABILITÉ

VULNERABILITÉ

La vulnérabilité mesure les conditions et processus physiques, environnementaux, sociaux et économiques qui augmentent la susceptibilité des communautés et des systèmes aux effets dommageables des aléas. Les données de vulnérabilité sont conçues pour saisir la nature multidimensionnelle de la pauvreté, l'inégalité d'accès aux ressources et la capacité d'une zone donnée à soutenir adéquatement la population. En coordination avec les parties prenantes, les indicateurs suivants ont été sélectionnés pour mesurer les sous-composantes de la vulnérabilité dans le pays. La décomposition de chaque sous-composante de la vulnérabilité au niveau de l'indicateur permet aux utilisateurs d'identifier les principaux facteurs de vulnérabilité afin de soutenir les efforts de réduction des risques et les décisions politiques.

Classement mondial de la vulnérabilité Vulnérabilité en Afrique de l'Est (ERV PDC Global)

42^e SUR 204 PAYS /
TERRITOIRES ÉVALUÉS

16^e SUR 18 PAYS /
TERRITOIRES ÉVALUÉS

SOUS-COMPOSANTS ET INDICATEURS DE VULNERABILITÉ



Vulnérabilité en matière d'accès à l'information

- Taux net de scolarisation primaire
- Taux de scolarisation secondaire
- Taux d'alphabétisation
- Accès des ménages à internet
- Accès des ménages à la télévision
- Accès des ménages à la radio
- Accès des ménages à l'ordinateur



Disparité de genre

- Parité de genre en matière d'alphabétisation
- Parité de genre en matière de propriété immobilière
- Parité de genre en matière de propriété foncière



Vulnérabilité de l'accès à l'eau potable

- Accès des ménages à l'eau potable
- Accès des ménages à des latrines améliorées
- Contamination de l'eau des ménages (E. Coli) Temps nécessaire pour collecter l'eau par ménage



État de santé vulnérable

- Taux de mortalité infantile
- Taux de mortalité maternelle Prévalence de l'émaciation infantile
- Insécurité alimentaire



Contraintes économiques

- Taux de dépendance économique Taux de chômage
- Taux de chômage chez les jeunes Taux d'extrême pauvreté (basé sur le revenu)
- Indice de pauvreté multidimensionnelle
- Quintile de richesse le plus faible



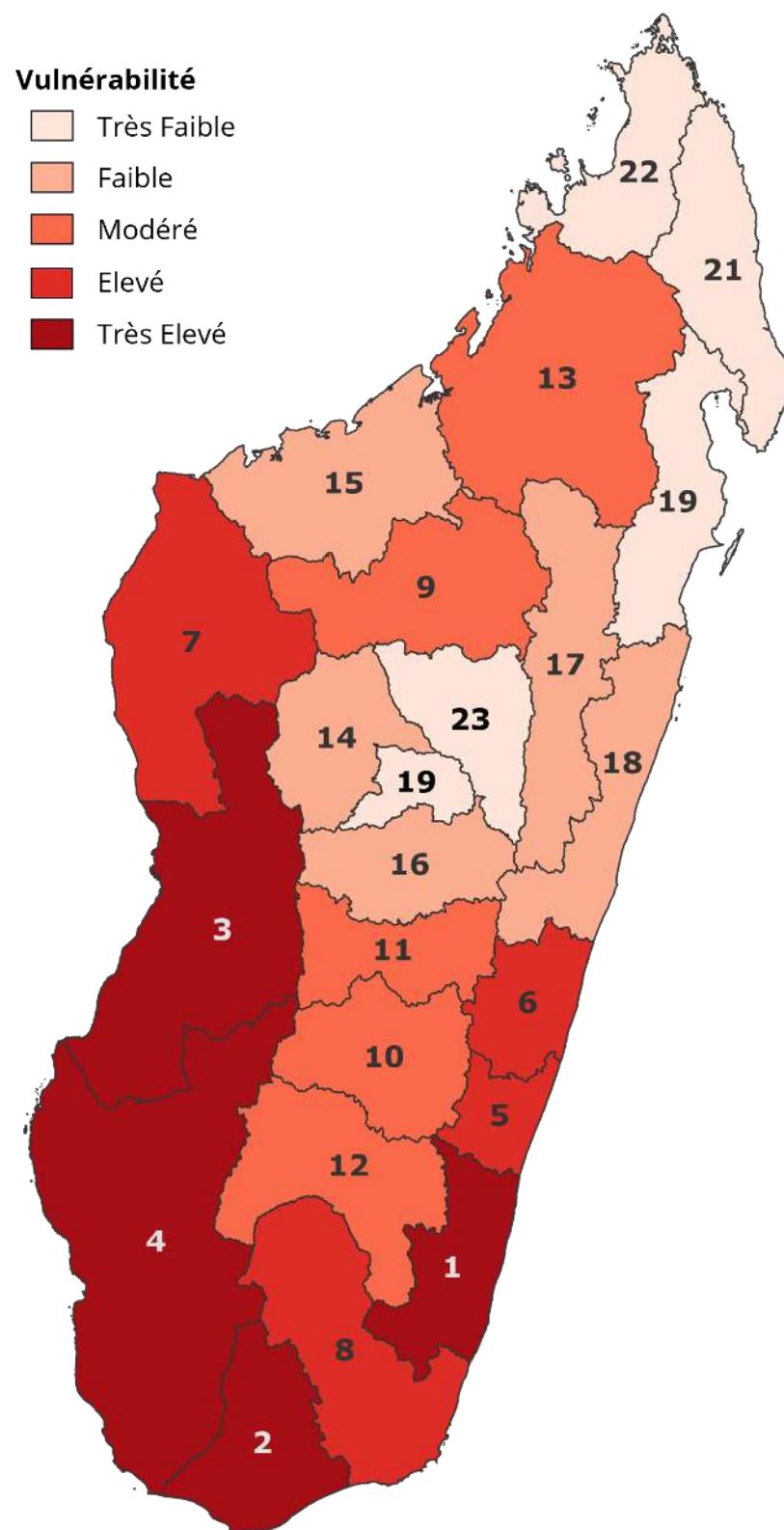
Vulnérabilité du logement

- Déficit de logements
- Ménages avec des sols en terre
- Entassement des ménages

VULNÉRABILITÉ PAR RÉGION

RANG	RÉGION	SCORE	RANG	RÉGION	SCORE
1	Atsimo Atsinanana	0.774	13	Sofia	0.463
2	Androy	0.760	14	Bongolava	0.456
3	Menabe	0.701	15	Boeny	0.409
4	Atsimo Andrefana	0.685	16	Vakinankaratra	0.390
5	Fitovinany	0.670	17	Alaotra Mangoro	0.377
6	Vatovavy	0.666	18	Atsinanana	0.352
7	Melaky	0.652	19	Analanjirofo	0.346
8	Anosy	0.636	19	Itasy	0.346
9	Betsiboka	0.519	21	Sava	0.327
10	Haute Matsiatra	0.491	22	Diana	0.213
11	Amoron'i Mania	0.488	23	Analamanga	0.111
12	Ihorombe	0.478			

 Très faible
  Faible
  Modéré
  Elevé
  Très élevé





ERV

CAPACITÉ D'ADAPTATION

CAPACITÉ D'ADAPTATION

La capacité d'adaptation mesure les systèmes, les moyens et les capacités des personnes et des sociétés à absorber et à réagir face aux perturbations dans le fonctionnement normal.

Classement mondial en capacité d'adaptation (ERV PDC Global)

182^e SUR 198 PAYS / TERRITOIRES ÉVALUÉS

Capacité d'adaptation en Afrique de l'Est

14^e SUR 18 PAYS / TERRITOIRES ÉVALUÉS

SOUS COMPOSANTS ET INDICATEURS DE CAPACITÉ D'ADAPTATION



Capacité économique

- Quintile de richesse le plus élevé
- Salaire mensuel moyen
- Épargne moyenne des ménages



Capacité de transport

- Densité routière
- Distance moyenne jusqu'à l'aéroport
- Distance moyenne jusqu'au port maritime



Capacité énergétique et de communication

- Accès des ménages à l'électricité
- Population disposant de téléphones mobiles



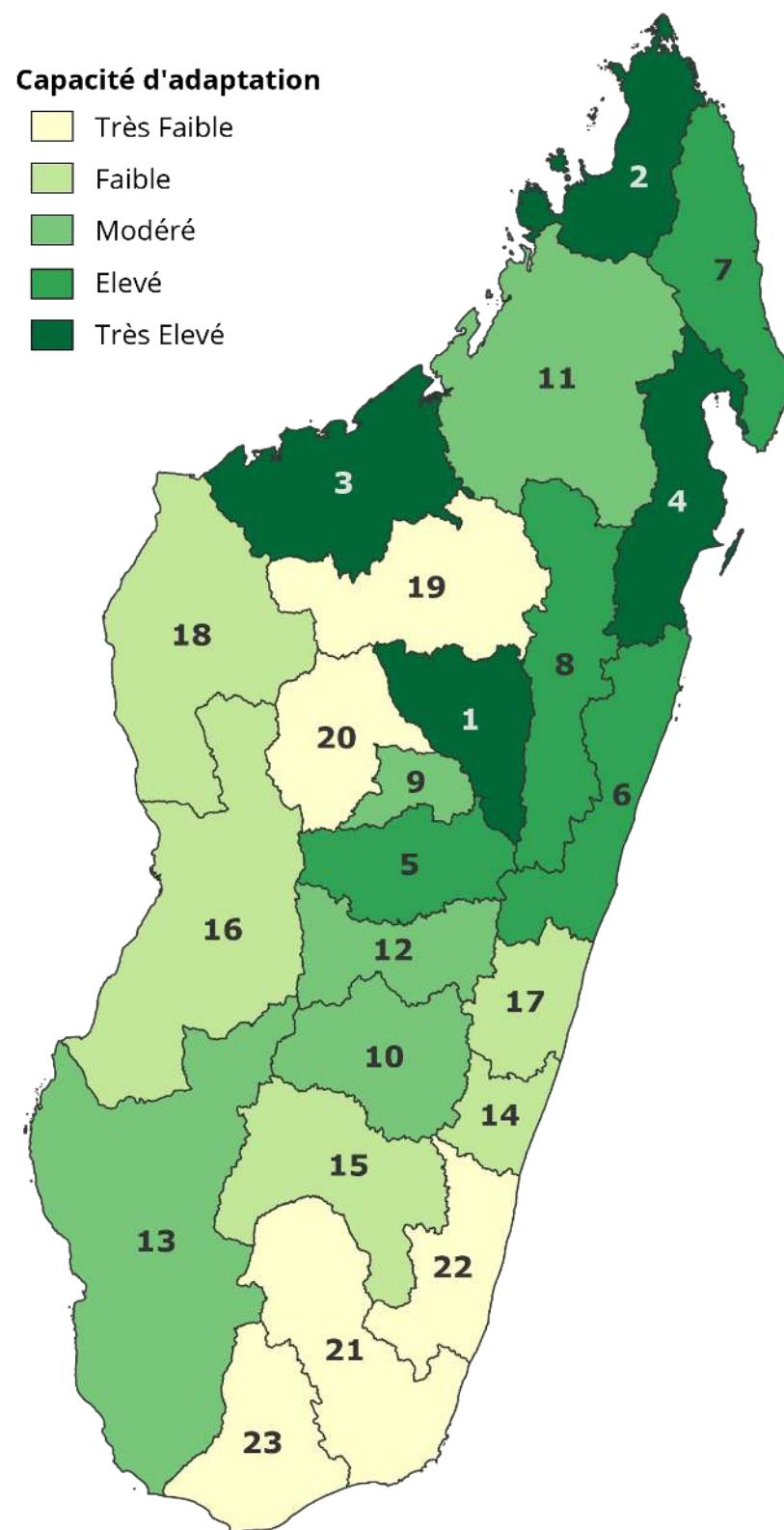
Capacité des services de santé et d'urgence

- Distance moyenne jusqu'à l'hôpital
- Couverture d'assurance maladie
- Taux de vaccination
- Personnel de santé pour 10 000 personnes
- Investissement moyen par habitant dans la santé

CAPACITE D'ADAPTATION PAR RÉGION

RANK	REGION	SCORE	RANK	REGION	SCORE
1	Analamanga	0.838	13	Atsimo Andrefana	0.365
	Diana	0.584		Fitovinany	0.356
	Boeny	0.477		Ihorombe	0.344
	Analanjirofo	0.455		Menabe	0.326
	Vakinankaratra	0.452		Vatovavy	0.310
	Atsinanana	0.441		Melaky	0.304
	Sava	0.427		Betsiboka	0.278
	Alaotra Mangoro	0.421		Bongolava	0.274
	Itasy	0.393		Anosy	0.244
	Haute Matsiatra	0.385		Atsimo Atsinanana	0.231
	Sofia	0.378		Androy	0.171
	Amoron'i Mania	0.366			

 Très faible
  Faible
  Modéré
  Elevé
  Très élevé





ERV

RÉSILIENCE

RÉSILIENCE

La résilience à Madagascar a été calculée en faisant la moyenne entre la vulnérabilité et la capacité d'adaptation. Les résultats sont présentés dans les pages suivantes, tandis que les principaux facteurs de résilience sont indiqués dans les profils détaillés au niveau infranational.

**Classement mondial en résilience
(ERV PDC Global)**

187^e SUR 194 PAYS /
TERRITOIRES ÉVALUÉS

Résilience en Afrique de l'Est

11^e SUR 18 PAYS /
TERRITOIRES ÉVALUÉS

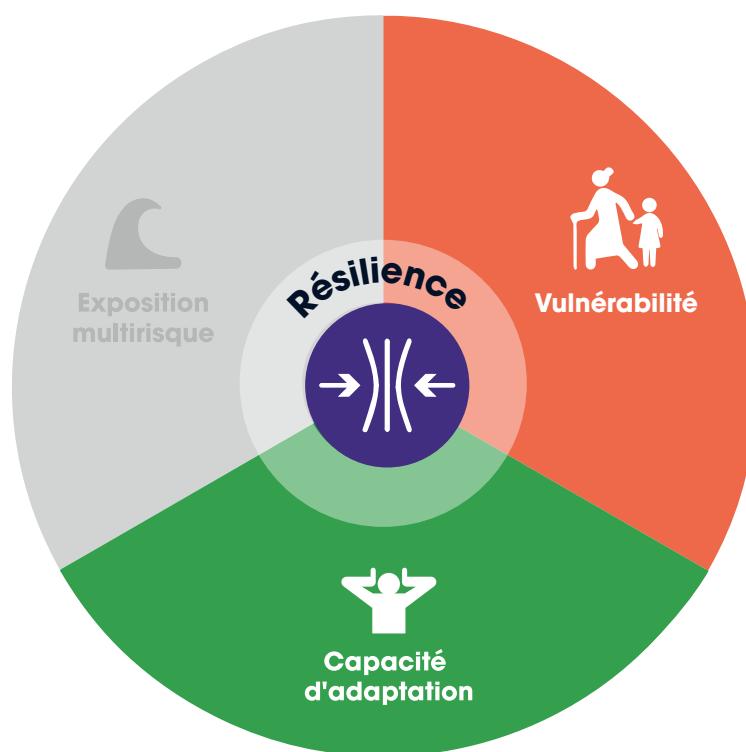
COMPOSANTS DE LA RÉSILIENCE



Vulnérabilité



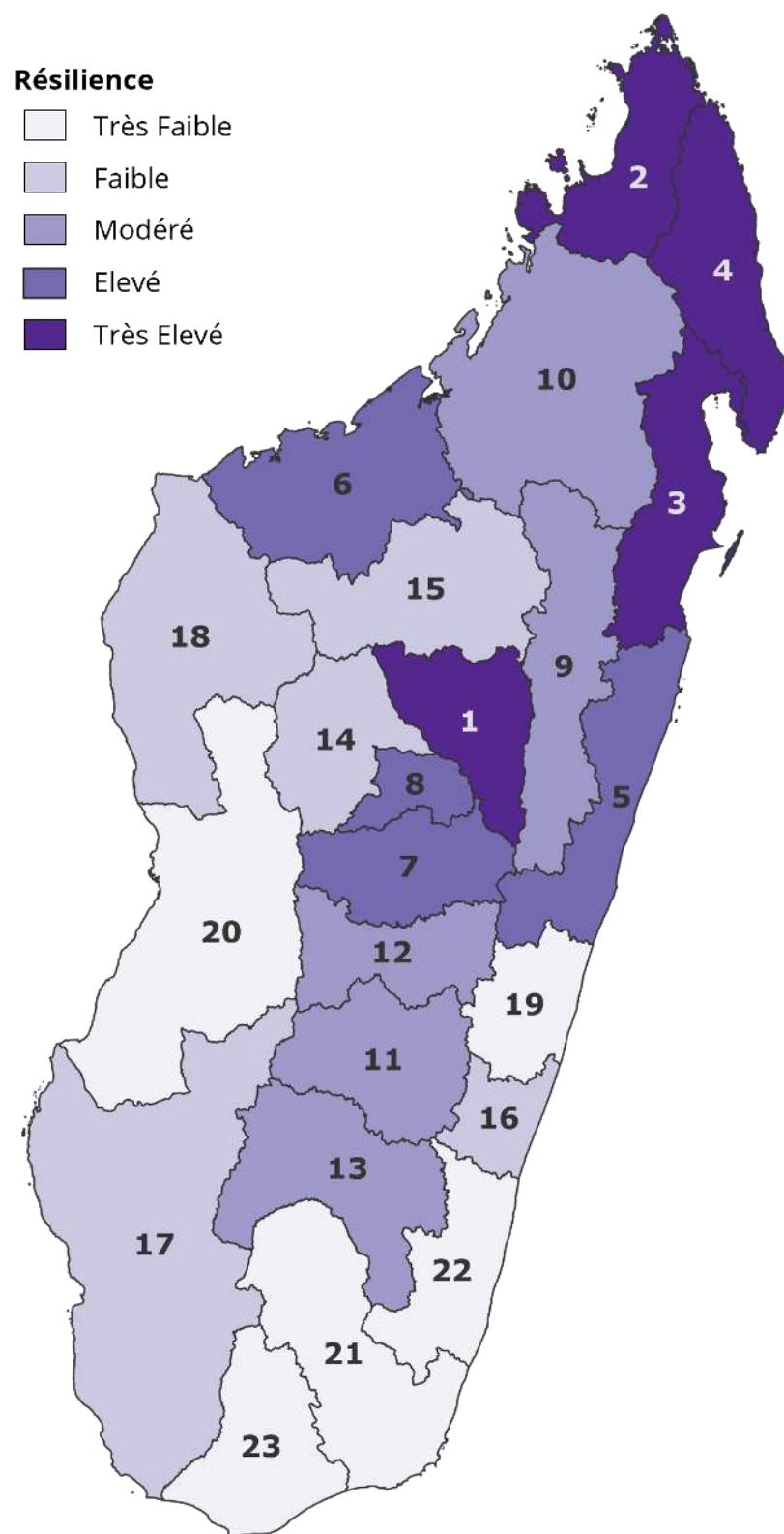
Capacité d'adaptation



RÉSILIENCE PAR RÉGION

RANG	RÉGION	SCORE	RANG	RÉGION	SCORE
1	Analamanga	0.863	13	Ihorombe	0.433
2	Diana	0.686	14	Bongolava	0.409
3	Analajirofo	0.555	15	Betsiboka	0.380
4	Sava	0.550	16	Fitovinany	0.343
5	Atsinanana	0.545	17	Atsimo Andrefana	0.340
6	Boeny	0.534	18	Melaky	0.326
7	Vakinankaratra	0.531	19	Vatovavy	0.322
8	Itasy	0.524	20	Menabe	0.313
9	Alaotra Mangoro	0.522	21	Anosy	0.304
10	Sofia	0.457	22	Atsimo Atsinanana	0.228
11	Haute Matsiatra	0.447	23	Androy	0.205
12	Amoron'i Mania	0.439			


 Très faible Faible Modéré Elevé Très élevé





ERV

RISQUES MULTI-ALÉAS

RISQUES MULTI-ALÉAS

Le risque multi-aléas combine l'exposition aux aléas, la susceptibilité à l'impact et la capacité relative à absorber les impacts négatifs des catastrophes pour fournir une mesure collective de la manière dont chaque région peut être affectée par les aléas et les catastrophes dans leur ensemble au fil du temps. L'analyse des informations sur les risques à toutes les phases de la gestion des catastrophes – atténuation, préparation, intervention, rétablissement – améliore les opérations et favorise une allocation efficace des ressources.

Le risque multi-aléas a été calculé en faisant la moyenne de l'exposition multi-aléas, de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation. Les résultats sont affichés ci-dessous, tandis qu'une analyse détaillée supplémentaire des risques est fournie dans le rapport sur les profils infranationaux.

Classement mondial en matière de risques multi-aléas (ERV PDC Global)

7^e SUR 193 PAYS / TERRITOIRES ÉVALUÉS

Classement en matière de risques multi-aléas en Afrique de l'Est

2^e SUR 18 PAYS / TERRITOIRES ÉVALUÉS

COMPOSANTES DU RISQUE MULTI-ALÉAS



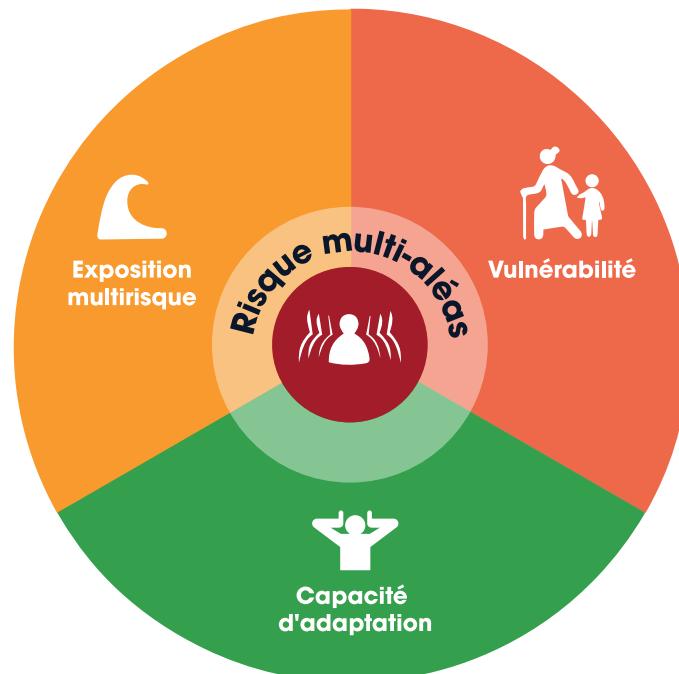
Exposition multi-aléas



Vulnérabilité



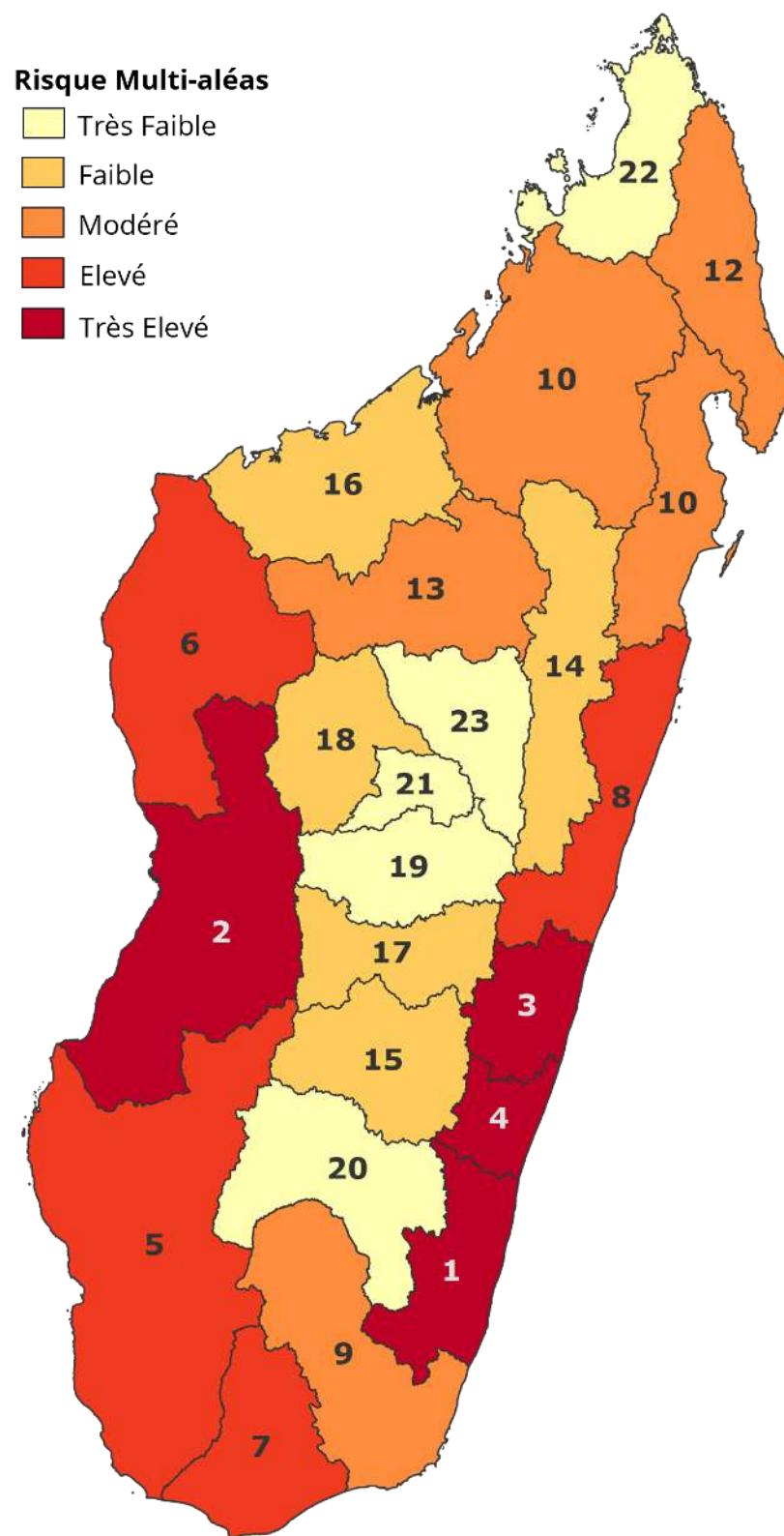
Capacité d'adaptation



RISQUE MULTI-ALÉAS PAR RÉGION

RANG	RÉGION	SCORE	RANG	RÉGION	SCORE
1	Atsimo Atsinanana	0.695	13	Betsiboka	0.483
2	Menabe	0.624	14	Alaotra Mangoro	0.465
3	Vatovavy	0.620	15	Haute Matsiatra	0.449
4	Fitovinany	0.607	16	Boeny	0.446
5	Atsimo Andrefana	0.595	17	Amoron`i Mania	0.433
6	Melaky	0.582	18	Bongolava	0.396
7	Androy	0.581	19	Vakinankaratra	0.392
8	Atsinanana	0.544	20	Ihorombe	0.391
9	Anosy	0.532	21	Itasy	0.357
10	Analanjirifo	0.526	22	Diana	0.340
10	Sofia	0.526	23	Analamanga	0.257
12	Sava	0.506			

 Très faible
  Faible
  Modéré
  Elevé
  Très élevé





AGC

ANALYSE DE LA GESTION DES CATASTROPHES

SYNTHESE DES RESULTATS

ANALYSE DE LA GESTION DES CATASTROPHES

Cette section présente les résultats de l'Analyse de la Gestion des Catastrophes (AGC) menée dans le cadre de l'Évaluation Nationale de Référence de la Préparation aux Catastrophes de Madagascar. Les recommandations présentées dans cette analyse soutiennent les occasions afin de permettre une priorisation plus efficace des initiatives et des investissements de réduction des risques et de renforcement de la résilience.

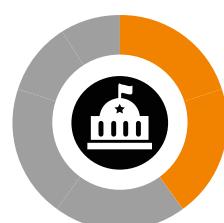
En tenant compte d'un éventail de réalisations et de défis opérationnels, l'AGC a examiné six thèmes centraux de la gestion des catastrophes : Environnement favorable; Dispositions Institutionnelles; Mécanismes de Gouvernance des Catastrophes; Capacités et Ressources; Développement des Capacités; et Communication et Gestion de l'Information.



RESULTATS DE L'ANALYSE DE LA GESTION DES CATASTROPHES

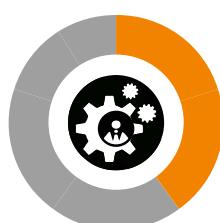


THÈME ET SOUS-THÈMES DE L'ANALYSE DE LA GESTION DES CATASTROPHES



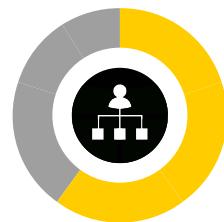
A. Environnement

- Instruments juridiques
- Stratégies de Ressources financières
- Confiance publique and Soutien politique
- Attitudes and Expériences



D. Capacités et ressources

- Installations et équipements dédiés
- Ressources Humaines
- Inventaire des produits et fournitures
- Capacités fonctionnelles ciblées



B. Arrangements institutionnels

- Structures organisationnelles
- Dispositifs de direction
- Mécanismes d'engagement des parties prenantes



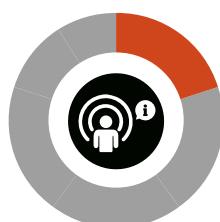
E. Renforcement des capacités

- Plans et stratégies de renforcement des capacités
- Programmes et installations de formation et d'éducation
- Suivi et Evaluation
- Processus et Systèmes



C. Mécanismes de gouvernance en cas de catastrophe

- Plans et Processus
- Système de Commandement, de Contrôle et de Coordination
- Centres d'opérations d'urgence



F. Gestion de la communication et de l'information

- Systèmes d'analyse des dangers et des risques
- Suivi et Notifications
- Évaluation des catastrophes
- Collecte et Gestion des informations
- Médias et affaires publiques

█ Capacité limitée ou inexistante

█ Développement précoce des capacités

█ Réalisation avec limite considérable

█ Progrès substantiels avec certaines limites

█ Capacité avancée

RESULTATS DE L'ANALYSE DE LA GESTION DES CATASTROPHES



Le système de gestion des catastrophes de Madagascar repose sur le Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC), l'autorité centrale de coordination responsable de la gestion des risques de catastrophe (GRC) dans le pays. Le Système National de Gestion des Risques et des Catastrophes (SNGRC) fonctionne dans un cadre légal et institutionnel guidé par la Politique Nationale de Gestion des Risques de Catastrophe de 2015 et la Stratégie Nationale de GRC de 2016, qui mettent l'accent sur la décentralisation, la prévention et l'intégration de la GRC dans la planification du développement. Cependant, malgré des progrès notables, Madagascar continue de faire face à des défis structurels et opérationnels critiques qui entravent sa capacité à répondre efficacement aux niveaux élevés de risque de catastrophe du pays.

Le BNGRC fonctionne bien en tant que point focal national pour la GRC, facilitant la coordination entre les ministères, les partenaires humanitaires et les autorités régionales. Il joue un rôle clé dans la préparation, la diffusion des alertes précoce et la coordination des réponses d'urgence. Madagascar entretient de solides relations de travail avec les partenaires de développement, y compris la Banque Mondiale, les agences des Nations Unies, le mouvement de la Croix-Rouge et diverses ONG. Ces collaborations ont soutenu des initiatives de renforcement des capacités, la cartographie des risques, la logistique d'urgence et les systèmes d'alerte précoce.

Le SNGRC, conformément à la stratégie de GRC, promeut une réponse décentralisée par le biais de plateformes régionales et locales de gestion des risques de catastrophe. Cependant, de nombreuses plateformes locales de gestion des catastrophes manquent de formation, de financement et d'outils pour opérationnaliser les plans de GRC. Les initiatives de réduction des risques basées sur la communauté sont sporadiques et souvent tributaires d'un soutien externe. Il est nécessaire de renforcer les mécanismes de partage d'informations entre le BNGRC, les Comités Régionaux de GRC (CRGRC), les Comités de District de GRC (CDGRC) et les Comités Communaux de GRC (CCGRC) afin de mener et d'intégrer les évaluations des risques dans les efforts de réduction des risques de catastrophe. Ces efforts rapprocheront la prise de décision des communautés, ce qui est crucial dans un pays aux risques locaux diversifiés et aux infrastructures limitées.

Malgré les engagements stratégiques, le système de gestion des risques de catastrophe (GRC) reste largement sous-financé. Le BNGRC et les autorités locales manquent souvent de fonds, de personnel et de soutien logistique pour maintenir leur état de préparation ou mettre en œuvre efficacement les mesures de préparation et de réduction des risques. Des investissements sont nécessaires pour un renforcement global des capacités afin d'assurer des mécanismes de communication et de coordination en temps opportun, d'améliorer la collaboration entre les partenaires nationaux et internationaux et de promouvoir les activités de renforcement de la résilience communautaire. De plus, la fragmentation des données et des systèmes d'information entrave les progrès. Bien que des systèmes de cartographie des risques et d'alerte précoce existent, ils ne sont pas entièrement intégrés entre les secteurs ni mis à jour régulièrement. Une gestion de l'information déficiente empêche une planification, un suivi et une coordination efficaces et fondés sur des preuves pendant les catastrophes.

Il y a une marge d'amélioration dans l'intégration de la réduction des risques de catastrophe (RRC) dans la planification du développement. La RRC n'est pas systématiquement intégrée dans des secteurs tels que l'agriculture, l'eau, la santé et le développement urbain. En conséquence, la vulnérabilité reste élevée, en particulier dans les établissements informels et les zones rurales. Un autre défi chronique demeure dans la faiblesse des infrastructures : le manque d'électricité fiable, d'eau, de soins de santé, d'infrastructures de télécommunications et de transport, et de vastes quartiers informels paralysent les efforts en cas d'urgence. Nous espérons que Madagascar pourra tirer parti des résultats de l'évaluation des risques et de la vulnérabilité de ce rapport, en concertation avec les recommandations pour la résilience des infrastructures de l'UNDRR et du CADRI, afin d'évaluer et d'améliorer les disparités dans les capacités d'infrastructure locales.

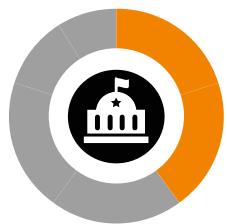
Madagascar a réalisé des progrès stratégiques dans la structuration de son système de gestion des catastrophes, mais est confronté à des obstacles opérationnels et financiers persistants. Le renforcement des capacités locales, l'obtention d'un financement durable et l'amélioration de la coordination restent essentiels pour atteindre les objectifs nationaux de résilience.

[CETTE PAGE A ÉTÉ LAISSÉE INTENTIONNELLEMENT VIERGE.]



AGC

ENVIRONNEMENT FAVORABLE



ENVIRONNEMENT FAVORABLE

Les résultats indiquent que l'environnement favorable à Madagascar montre un développement précoce des capacités.



Les instruments juridiques, institutionnels, financiers et sociaux d'un pays permettent la mise en place de structures, d'autorités, de processus et de capacités de gestion des catastrophes. Ces règles, lois, politiques et autres instruments permettent de développer les capacités et de réaliser une vision convaincante de la réduction des risques. La caractérisation d'un environnement favorable englobe toute une série de questions, allant de l'existence et de l'applicabilité de la législation aux attitudes et expériences des acteurs de la gestion des catastrophes. L'AGC a analysé les sous-thèmes suivants qui caractérisent l'environnement favorable de Madagascar : instruments juridiques, ressources financières, stratégies, confiance du public et soutien politique, attitudes et expériences.

ENVIRONNEMENT FAVORABLE



RESSOURCES FINANCIÈRES

RÉSULTATS

Madagascar a mis en place une stratégie de financement des risques de catastrophe en 2017, qui comprend des sources de financement pour les secours, telles que la macro-assurance et les crédits d'urgence. Cependant, le niveau d'aide disponible et les stratégies d'assurance sont actuellement insuffisants pour répondre aux besoins de secours des populations à faibles revenus et vulnérables de Madagascar.

Le Parlement malgache a adopté en 2020 une loi actualisée sur les assurances, transférant la supervision de l'assurance inclusive du ministère de l'Économie et des Finances (MEF) à la Commission de Supervision des Banques et des Finances (CSBF). Ce réaménagement permet une réglementation plus autonome de l'assurance inclusive, tout en élargissant les options et les programmes d'aide en cas de catastrophe et en simplifiant le processus de financement. Cependant, des difficultés persistent pour garantir des options d'assurance adéquates et un financement ultérieur.

■ Capacité limitée ou inexiste

■ Développement précoce des capacités

RECOMMANDATIONS

Accompagner Madagascar à répondre aux besoins de financement des secours en cas de catastrophe:

- ✓ Renforcer la capacité de la CSBF à mettre en œuvre les lignes directrices réglementaires et à développer des options d'assurance innovantes et inclusives.
- Mettre en place des programmes éducatifs pour élargir l'expertise en la matière des employés actuels.
- Observer des pays similaires qui ont adopté des régimes/options d'assurance innovants à mettre en œuvre à Madagascar.
- ✓ Élargir la loi n° 2020-005 pour garantir des dispositions spécifiques pour l'opérationnalisation de la micro-assurance.
- Décrire les lignes directrices réglementaires et les plans de mise en œuvre.
- Inclure des mesures incitatives pour le secteur des assurances qui mettent l'accent sur le développement et l'avancement des options d'assurance à l'échelle nationale.
- ✓ Identifier un poste de secrétariat à temps plein pour l'Association Professionnelle des Sociétés d'Assurance de Madagascar (APEAM) en se concentrant sur l'expansion des options d'assurance inclusive et de micro-assurance.
- ✓ Envisager des options financières auprès des mutuelles de santé et des institutions de microfinance (IMF) pour fournir une couverture santé et crédit-vie aux ménages à faibles revenus.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k)

ODD

11, 13

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (d), (e)

■ Réalisation avec limite considérable

■ Progrès substantiels avec certaines limites

■ Capacité avancée

ENVIRONNEMENT FAVORABLE



RESSOURCES FINANCIÈRES

RÉSULTATS

Madagascar a mis en place une Politique nationale de gestion des risques de catastrophes et un Fonds national d'urgence, mobilisé par le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC) pour les secours en cas de catastrophe. Ce fonds comprend une option de tirage différé en cas de catastrophe, un financement de crise de la Banque mondiale et le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF) afin d'optimiser les efforts de reconstruction et de relèvement. Lors de la mise en œuvre de ces options, il est essentiel de veiller à ce que l'Unité de prévention des catastrophes et de gestion des urgences (CPGU), le BNGRC, les CRGRC, les CDGRC et les CCGRC reçoivent les financements et les allocations nécessaires pour répondre aux besoins de Madagascar en matière de gestion des catastrophes (GC) et de réduction des risques de catastrophe (RRC).

RECOMMANDATIONS

Pour aider Madagascar à répondre aux besoins de financement de la DM et de la RRC :

- ✓ Augmenter les allocations de financement annuelles au Fonds national de prévoyance.
- Établir des dispositions budgétaires concrètes pour le financement annuel disponible et prédéterminé au niveau régional, du district et municipal pour les besoins de DM et de RRC.
- ✓ Renforcer le partage des connaissances, prioriser la mobilisation rapide des ressources financières et améliorer la coordination des activités de DM et de RRC jusqu'au niveau municipal.
- ✓ Optimiser le décaissement des financements grâce à une collaboration plus efficace avec les gouvernements locaux .
 - Tirer parti des partenariats existants avec le ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et les autorités locales pour établir des mécanismes et des outils de décaissement pré-identifiés aux niveaux régional, de district et municipal.
 - Établir et maintenir des stratégies de partage de données et d'informations accessibles et pertinentes pour garantir que les partenaires sont équipés pour soutenir une action coordonnée et opportune.
 - Explorer les programmes de microcrédits pour faciliter une reprise économique rapide au niveau local, en particulier pour les ménages vulnérables et les petites entreprises.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E

Principes directeurs

(a), (b), (c), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k), (m)

ODD

11, 13, 17

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (b), (c), (d), (e)

■ Capacité limitée ou inexiste

■ Développement précoce des capacités

■ Réalisation avec limite considérable

■ Progrès substantiels avec certaines limites

■ Capacité avancée

ENVIRONNEMENT FAVORABLE



RESSOURCES FINANCIÈRES

RÉSULTATS

La Politique nationale de gestion des risques de catastrophes de Madagascar (PNGRC) décrit le processus d'allocation des fonds par l'intermédiaire du Fonds national de prévoyance pour la gestion des risques de catastrophes (GRC) et du Fonds de financement des risques de catastrophes (FRC). Cette politique fournit une feuille de route pour les allocations budgétaires annuelles et les ressources financières des provinces, régions, districts et communes, sous l'égide du Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC). Cependant, le manque de capacités techniques et de ressources à tous les niveaux de l'État a empêché le FRC d'exploiter pleinement son potentiel.

Ce défi est aggravé par le rôle limité du BNGRC dans le programme local de gestion des risques de catastrophe et de réduction des risques de catastrophe, ainsi que par l'allocation des mécanismes de financement centraux disponibles pour la mise en œuvre des mesures. Un processus de partage des coûts établi à tous les niveaux de gouvernement permettrait au BNGRC de gérer les allocations budgétaires et de mieux soutenir le développement des capacités infranationales . Le Fonds national de prévoyance pour la gestion des risques de catastrophe et la réduction des risques de catastrophe devrait également être explicitement affecté aux initiatives de prévention des risques .

Capacité limitée ou inexiste

Développement précoce des capacités

RECOMMANDATIONS

Pour aider Madagascar à répondre aux besoins essentiels de financement du DM, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Augmenter la contribution sectorielle annuelle requise au Fonds national de prévoyance afin d'assurer une utilisation efficace et équitable à tous les niveaux de gouvernement.
- ✓ Créer une plateforme inter-agences pour mettre en œuvre une capacité DRF cohérente, fiable et durable et renforcer la collaboration entre les principales parties prenantes.
- Mettre en œuvre une stratégie unifiée impliquant le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), le CNGRC, le BNGRC, le CPGU, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAEP) et l'Institut National de la Statistique (INSTAT).
- ✓ Envisager de réaliser des évaluations qui alignent les risques identifiés sur les besoins de financement.
- Inclure la modélisation des risques avec les exigences financières pour améliorer la pertinence de la stratégie DRF et soutenir une allocation plus efficace des ressources rares.
- ✓ Renforcer la stratégie du DRF en traduisant les plans en actions de mise en œuvre avec des mécanismes clairs pour une coordination efficace à tous les niveaux de gouvernement.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E

Principes directeurs

(a), (b), (c), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k), (m)

ODD

11, 13, 17

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (b), (c), (e)

Réalisation avec limite considérable

Progrès substantiels avec certaines limites

Capacité avancée

ENVIRONNEMENT FAVORABLE



RESSOURCES FINANCIÈRES

RÉSULTATS

Un soutien financier plus important est essentiel pour que le BNGRC puisse diriger et maintenir des initiatives efficaces de préparation, de réponse et de résilience aux catastrophes.

En allouant un financement adéquat pour soutenir le BNGRC, le pays investit simultanément dans le renforcement global des capacités pour des mécanismes de communication et de coordination rapides, en améliorant la collaboration croisée entre les partenaires nationaux et internationaux et en promouvant les activités de renforcement de la résilience communautaire.

Les investissements et financements engagés permettront au pays de mieux anticiper les catastrophes, d'y répondre plus efficacement et de se rétablir plus rapidement. Cet engagement financier est essentiel pour protéger les vies et les biens vitaux à Madagascar. L'augmentation du financement du BNGRC soutiendra les Objectifs de développement durable (ODD) nationaux, favorisera la croissance économique et contribuera à réduire la pauvreté, améliorant ainsi le bien-être de la population malgache.

█ Capacité limitée ou inexiste

█ Développement précoce des capacités

Evaluation nationale de référence la préparation aux catastrophes (NDPBA): Madagascar

RECOMMANDATIONS

Pour aider le BNGRC à répondre efficacement aux exigences de sa mission, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Allouer et prioriser les fonds pour répondre aux besoins spécifiques du BNGRC.
- Inclure des pistes de financement pour l'équipement, l'infrastructure, la formation et le renforcement des capacités.
- Mettre l'accent sur le renforcement de la logistique et des redondances pour assurer un soutien ininterrompu aux activités humanitaires et fournir des fournitures de secours en cas de catastrophe lors d'une intervention d'urgence.
- ✓ Élaborer des propositions de projets claires démontrant l'alignement, le financement et la planification avec les objectifs de développement national et les agendas internationaux pour la RRC et les ODD
- Concentrez vos efforts sur la prévision des impacts futurs des dangers et sur le développement d'infrastructures résilientes.
- ✓ Renforcer les moyens de partage d'informations et les mécanismes de réalisation et d'intégration de la cartographie et des évaluations des risques dans les efforts nationaux de RRC et des ODD, en mettant l'accent aux niveaux du district et de la commune .

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k)

ODD

6, 7, 11, 13, 14, 15, 16

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (b), (c), (e)

█ Capacité avancée

█ Réalisation avec limite considérable

█ Progrès substantiels avec certaines limites

ENVIRONNEMENT FAVORABLE



CONFIANCE ET SOUTIEN

RÉSULTATS

À Madagascar, la confiance du public dans les institutions gouvernementales est extrêmement faible, ce qui reflète une défiance généralisée envers les structures étatiques. Ce manque de confiance s'inscrit dans un contexte plus large de fragilité institutionnelle, marqué par une autorité centralisée, une transparence limitée et un sentiment persistant de corruption.

Malgré les difficultés persistantes, le BNGRC reste activement engagé auprès des parties prenantes. Il a collaboré avec des partenaires internationaux pour renforcer les systèmes d'alerte précoce et faire progresser les efforts de réduction des risques de catastrophe. Le BNGRC a également participé à des programmes de renforcement des capacités et à des échanges de connaissances internationaux afin d'améliorer ses capacités opérationnelles.

Par ailleurs, le BNGRC a pris des mesures pour renforcer les cadres juridiques et la coordination des interventions en cas de catastrophe. En 2023, il a co-organisé un atelier sur le droit relatif aux catastrophes avec la Croix-Rouge malgache et la FICR, qui a abouti à un accord préalable visant à améliorer la préparation et la réponse aux catastrophes.

Capacité limitée ou inexiste

Développement précoce des capacités

RECOMMANDATIONS

Pour améliorer la perception du public en matière de DM, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Renforcer la coordination avec les institutions de lutte contre la corruption
- Formaliser la coopération avec le BIANCO (Bureau indépendant anti-corruption) pour signaler, enquêter et résoudre les irrégularités présumées dans les opérations liées aux catastrophes.
- Utiliser le soutien de BIANCO pour effectuer des évaluations périodiques des risques d'intégrité des processus du BNGRC.
- ✓ Promouvoir l'engagement et la rétroaction de la communauté
 - Impliquer les résidents locaux dans la planification des catastrophes par le biais d'ateliers et de sessions de formation.
 - Collaborer avec des ONG et des groupes communautaires de confiance pour renforcer les efforts de GC.
 - Mettre en évidence les succès passés du BNGRC et se concentrer sur les initiatives futures.
- ✓ Poursuivre les efforts visant à améliorer la transparence, à impliquer la communauté et à communiquer efficacement afin de renforcer la confiance du public dans les opérations du BNGRC.
- ✓ Aligner ces pratiques sur l'objectif 3 du PNLLCC , qui favorise la transparence dans l'administration publique.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, D, E

Principes directeurs

(a), (b), (d), (e), (f), (g), (h), (i),
(j), (k)

ODD

4, 9, 10, 11, 13, 16

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (b), (c), (d)

Réalisation avec limite considérable

Progrès substantiels avec certaines limites

Capacité avancée

[CETTE PAGE A ÉTÉ LAISSÉE INTENTIONNELLEMENT VIERGE.]



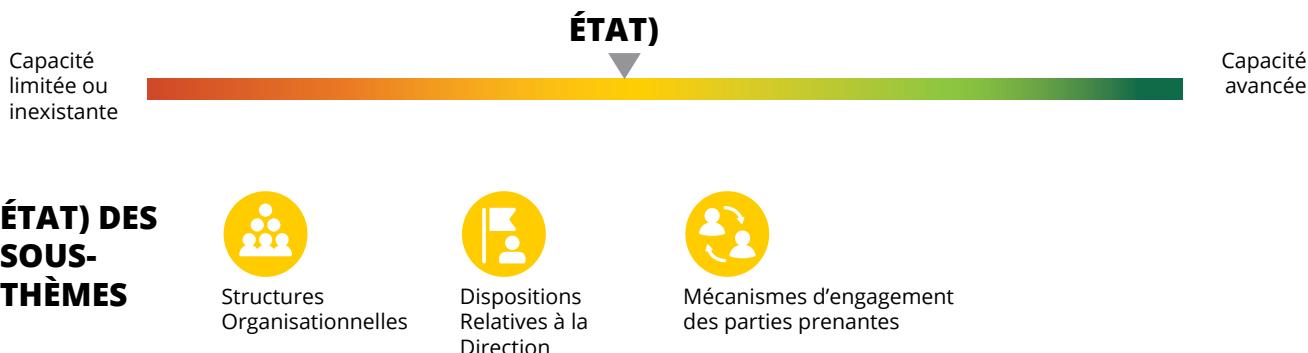
AGC

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES



DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

Les résultats indiquent que les dispositions institutionnelles de Madagascar affichent des résultats positifs, mais avec des limites importantes.



Les structures organisationnelles et institutionnelles à travers lesquelles se développe la capacité de gestion des catastrophes sont révélatrices des arrangements institutionnels de Madagascar. L'examen de l'organisation et de la composition des divers organismes et individus qui constituent la capacité de gestion des catastrophes d'un pays, en détaillant les relations et la collaboration entre eux, révèle des occasions concrètes d'amélioration de l'efficacité. L'AGC a examiné les structures organisationnelles, les arrangements en matière de leadership et les mécanismes d'engagement des parties prenantes existants dans le domaine de la gestion des catastrophes.

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES



STRUCTURES ORGANISATIONNELLES

RÉSULTATS

En raison de la grande taille de Madagascar, de l'isolement géographique de nombreuses communautés et des infrastructures de transport limitées, la réponse centralisée aux catastrophes basée à Antananarivo est souvent trop lente pour répondre aux besoins urgents.

Les récentes saisons cycloniques ont démontré que les retards dans la logistique, les évaluations et les premières actions de sauvetage aggravent souvent les impacts des catastrophes, en particulier dans les régions reculées et vulnérables telles que l'Atsimo-Andrefana , l'Anosy et le Vatovavy.

Le système de gestion des catastrophes (GC) de Madagascar est excessivement centralisé, l'autorité opérationnelle étant concentrée dans la capitale nationale. Des structures locales, notamment des comités régionaux (CRGRC), de district (CDGRC) et communaux (CCGRC), existent en théorie. Pourtant, elles manquent de ressources, d'autorité, de formation et d'autonomie suffisantes pour agir efficacement en cas de catastrophe.

La mise en place de structures locales de gestion des catastrophes robustes, autonomes et bien préparées permettra de sauver des vies, d'accélérer le rétablissement et d'alléger l'immense pression à laquelle sont confrontés le BNGRC et les autorités nationales.

Capacité limitée ou inexiste

Développement précoce des capacités

RECOMMANDATIONS

Pour décentraliser la DM à Madagascar, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Prépositionner les fournitures d'urgence essentielles au niveau régional
 - Stocker des articles de secours d'urgence dans des entrepôts régionaux sécurisés à proximité des zones à risque.
 - Attribuer la responsabilité de la gestion des stocks aux CRGRC et aux CDGRC sous la supervision du BNGRC.
- ✓ Mandater et soutenir la planification locale de la préparation aux catastrophes
 - Exiger des plans locaux de gestion des risques de catastrophe (GRC) avec des mises à jour régulières qui incluent la cartographie des dangers, les itinéraires d'évacuation et les inventaires des stocks.
 - Fournir une assistance technique aux CRGRC et aux CDGRC pour élaborer et mettre en œuvre ces plans.
- ✓ Promouvoir l'engagement et la préparation de la communauté
 - Développer des campagnes de sensibilisation communautaire adaptées aux contextes locaux.
 - Constituer et maintenir des équipes d'urgence bénévoles au niveau du fokontany avec une formation de base.
- ✓ Mettre en place et former des équipes d'intervention rapide (EIR) régionales et de district
 - Former et entraîner les EIR à la recherche et au sauvetage, aux premiers secours, aux évaluations d'urgence et à la logistique.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, E

Principes directeurs

(a), (b), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j)

ODD

8, 9, 10, 11, 13, 16

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(c), (d), (e)

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES



RÉSULTATS

Il est recommandé de renforcer la planification intersectorielle ministérielle entre le Comité national de gestion des risques de catastrophe (CNGRC) et le Bureau national de gestion des risques de catastrophe (BNGRC). Une meilleure harmonisation entre les objectifs nationaux de gestion des catastrophes (GC) et de réduction des risques de catastrophe (RRC) permettra une allocation plus ciblée des ressources limitées. L'harmonisation des initiatives de GC et de RRC permettrait également d'éviter les doublons et de favoriser une coordination et une collaboration ministérielles efficaces.

Des efforts ciblés visant à renforcer les capacités, à faire progresser l'élaboration des politiques, à promouvoir le plaidoyer et à lancer des activités de leadership, d'orientation et de direction amélioreront la préparation et la résilience de Madagascar. Cette approche intégrée favorisera une allocation judicieuse des ressources limitées et facilitera les stratégies de planification interministérielles, favorisant ainsi une approche plus unifiée et synergique de la gestion des risques de catastrophe et de la réduction des risques de catastrophe.

MÉCANISMES D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES

RECOMMANDATIONS

Pour soutenir Madagascar dans la réduction des risques de catastrophe, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Créer un groupe de travail, ancré au sein du BNGRC, qui implique les ministères clés:
 - Inclure le CNGRC, les ministères en charge de l'Economie et des Finances, de l'Environnement et le Développement Durable, de la Santé Publique, l'Agriculture et l'Elevage, des Travaux Publics, de l'Energie et les Hydrocarbures, de l'Intérieur et la Décentralisation, de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers (MATSF).
 - Harmoniser les initiatives de gestion des risques de catastrophe et de réduction des risques de catastrophe afin d'éviter la duplication des efforts.
 - Renforcer et promouvoir l'alignement des politiques pour défendre le programme de gestion des risques de catastrophe et de réduction des risques de catastrophe.
- ✓ Identifier les voies de partage d'informations et établir des normes de communication.
- ✓ Mettre en œuvre des programmes conjoints de formation et de renforcement des capacités pour une meilleure coordination et collaboration ministérielle.
 - Promouvoir la facilitation et l'échange de bonnes pratiques et de ressources.
 - Collaborer avec des universités (Université d'Antananarivo) et des établissements techniques (PNUD Madagascar) pour améliorer la collaboration et la coordination des partenaires.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 4

Objectifs mondiaux

A, B, E, F

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (h)

ODD

13, 16, 17

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (b), (c), (d), (e)

■ Capacité limitée ou inexiste

■ Développement précoce des capacités

■ Réalisation avec limite considérable

■ Progrès substantiels avec certaines limites

■ Capacité avancée

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES



RÉSULTATS

Madagascar associe le public à la gestion des catastrophes (GC) par le biais d'approches communautaires telles que l'initiative « Views from your Frontline » (GNDR)¹, qui intègre les perspectives locales dans la planification. Bien que des mécanismes de participation du public existent, le manque de ressources et l'inégalité des capacités locales créent des disparités dans la mise en œuvre selon les régions. Un processus de participation structuré, soutenu par des investissements ciblés et un renforcement des capacités, renforcerait la participation du public et favoriserait une plateforme participative plus cohérente à l'échelle nationale.

Une approche communautaire de planification de la gestion des catastrophes, incluant des formations de quartier et des actions éducatives axées sur la logistique des abris, les itinéraires d'évacuation et la préparation individuelle, permettra aux résidents de développer des mesures efficaces de prévention des risques. L'exploitation des connaissances et des ressources locales en matière de planification des catastrophes renforcera encore la résilience des quartiers.

En outre, le renforcement de la participation des OSC et des acteurs du secteur privé dans les structures locales de consultation (SLC) est important pour établir une large participation.

MÉCANISMES D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES

RECOMMANDATIONS

Pour soutenir la décentralisation de la GC à Madagascar, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Renforcer et étendre les SLC dans toutes les communautés afin de faciliter le dialogue sur les priorités de la gestion des catastrophes et en tant que mécanisme permettant au public de donner son avis sur la préparation et la planification de la gestion des catastrophes.
 - Fournir un soutien et des ressources cohérents pour établir des SLC fonctionnels dans toutes les communautés.
 - Utiliser des plateformes de communication communes pour le partage d'informations afin de mieux coordonner les stratégies et les efforts de réponse.
- ✓ Encourager les programmes de résilience axés sur la communauté qui prennent en compte les besoins et les vulnérabilités locales et autochtones.
- ✓ Fournir des incitations, des financements et des ressources pour soutenir les parties prenantes et aider à élargir les initiatives de renforcement des capacités.
 - Exploiter des instruments financiers nationaux pour investir dans des stratégies locales et renforcer la capacité de réponse et de rétablissement des communautés.
- ✓ Impliquer les communautés dans la formation et les exercices de GC qui incluent les protocoles d'évacuation, la logistique des abris et les mesures de préparation communautaire pour renforcer la résilience locale.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, E

Principes directeurs

(a), (b), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j)

ODD

8, 9, 10, 11, 13, 16

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(b), (c), (e)

■ Capacité limitée ou inexiste

■ Développement précoce des capacités

■ Réalisation avec limite considérable

■ Progrès substantiels avec certaines limites

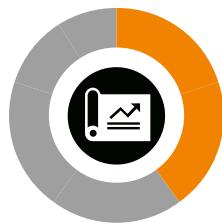
■ Capacité avancée

[CETTE PAGE A ÉTÉ LAISSÉE INTENTIONNELLEMENT VIERGE.]



AGC

MÉCANISMES DE GOUVERNANCE EN CAS DE CATASTROPHE



MÉCANISMES DE GOUVERNANCE EN CAS DE CATASTROPHE

Les mécanismes de gouvernance des catastrophes à Madagascar montrent un développement précoce des capacités.



L'efficacité de toutes les phases de la gestion des catastrophes, y compris la préparation aux catastrophes, l'atténuation des risques, l'intervention et le relèvement, dépend de la mise en place et de la documentation de tels mécanismes. Les efforts de gestion des catastrophes sont plus efficaces lorsqu'ils sont guidés par des systèmes et des procédures standardisés et formalisés qui dictent comment et par qui les activités sont menées. L'AGC a analysé les sous-thèmes suivants qui caractérisent les mécanismes de gouvernance des catastrophes à Madagascar : plans et processus ; systèmes de commandement, de contrôle et de coordination ; et centres d'opérations d'urgence.

MÉCANISMES DE GOUVERNANCE EN CAS DE CATASTROPHE



PLANS ET PROCESSUS

RÉSULTATS

Les quartiers informels sont particulièrement vulnérables aux dangers et aux difficultés causés par les catastrophes, en raison de leur accès limité aux ressources et aux équipements de base. Lorsqu'une catastrophe survient, ces conditions s'aggravent, entraînant des conséquences humanitaires dévastatrices.

L'expansion urbaine dans les quartiers rend de plus en plus coûteux pour les villes la fourniture de services de base, tels que l'extension des réseaux d'eau, d'assainissement et de drainage, l'augmentation de la collecte des déchets solides, etc.

Les programmes de modernisation des infrastructures dans les zones vulnérables et exposées aux risques offriront des avantages vitaux et des économies à long terme. Des pratiques durables d'aménagement du territoire, des systèmes de gestion de l'eau tels que les captages d'eau de pluie, ainsi que des programmes et services EAH rendraient également ces communautés moins vulnérables aux catastrophes.

Il est essentiel d'intégrer les améliorations en matière d'EAH et d'infrastructures dans les établissements informels et les zones vulnérables afin de réduire le fardeau auquel ces communautés sont confrontées, en particulier celles situées dans des régions à haut risque.

Capacité limitée ou inexiste

Développement précoce des capacités

RECOMMANDATIONS

Pour soutenir Madagascar dans ses efforts stratégiques de RRC, les activités suivantes sont recommandées :

- ✓ Élaborer une stratégie globale axée sur la réduction des risques de catastrophe (RRC) et les mesures de renforcement de la résilience pour les logements des établissements informels dans les zones exposées aux catastrophes.
- ✓ Promouvoir la collaboration entre l'Unité de prévention des catastrophes et de gestion des urgences (CPGU), le BNGRC, les CRGRC, les CDGRC et les CCGRC, le ministère de l'Aménagement du territoire et des Services fonciers (MATSF), le ministère de l'Habitat et des Travaux publics, le ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène et le ministère de l'Environnement et du Développement durable.
- ✓ Continuer à impliquer les principales parties prenantes internationales, nationales et locales dans la planification des populations vulnérables et déplacées.
- ✓ Faire du lobbying pour obtenir un soutien financier accru aux projets de l'Initiative de réduction des catastrophes (CADRI) afin de garantir une mise en œuvre réussie et durable.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k)

ODD

6, 7, 11, 13, 14, 15, 16

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (b), (c), (d), (e)

Réalisation avec limite considérable

Progrès substantiels avec certaines limites

Capacité avancée

MÉCANISMES DE GOUVERNANCE EN CAS DE CATASTROPHE



PLANS ET PROCESSUS

RÉSULTATS

Les codes de construction, les réglementations de développement et les politiques d'utilisation des terres obsolètes et non appliqués, en particulier dans les zones urbaines et informelles, compromettent les processus à chaque phase de la gestion des catastrophes à Madagascar.

La mise en œuvre et l'application de mesures politiques actualisées qui empêchent la construction et l'occupation dans les zones exposées aux catastrophes sont essentielles pour réduire la vulnérabilité des établissements informels et leur capacité à résister aux catastrophes.

En outre, l'accent mis sur les incitations et les subventions financières pour la modernisation des logements peut contribuer à atténuer les risques environnementaux et sécuritaires causés par l'étalement urbain non planifié et à améliorer la résilience des villes.

█ Capacité limitée ou inexiste

█ Développement précoce des capacités

Evaluation nationale de référence la préparation aux catastrophes (NDPBA): Madagascar

RECOMMANDATIONS

Pour soutenir Madagascar dans ses efforts de réduction des risques de catastrophe, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Mettre à jour, mettre en œuvre et appliquer des politiques visant à réglementer l'expansion urbaine et les établissements informels, notamment:
 - Codes du bâtiment
 - Règlements de développement
 - Contrôles de l'utilisation des terres
 - Mesures de préservation de l'environnement
- ✓ Développer des programmes de modernisation des infrastructures résidentielles existantes afin de promouvoir un développement urbain durable.
 - Réaliser des évaluations pour mieux comprendre les pénuries de logements existantes et les problèmes d'accessibilité financière afin de mettre en œuvre des stratégies de développement durable et à faible revenu.
- ✓ Solliciter les Ministères du Secteur Public, de la Santé Publique, des Travaux Publics, de l'Environnement et du Développement Durable, de l'Intérieur et de la Décentralisation, de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k)

ODD

9, 11, 13

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(b), (c), (d), (e)

█ Réalisation avec limite considérable

█ Progrès substantiels avec certaines limites

█ Capacité avancée

MÉCANISMES DE GOUVERNANCE EN CAS DE CATASTROPHE



PLANS ET PROCESSUS

RÉSULTATS

Les initiatives régionales de planification de la gestion des catastrophes (GDC) ont servi de base au renforcement des capacités de préparation de Madagascar. La région de la Sava, particulièrement exposée aux cyclones et aux inondations, a mis à jour ses plans de GDC dans quatre districts afin de mieux atténuer les impacts de ces aléas. Cependant, de nombreux autres plans régionaux n'ont pas été révisés depuis 2013 et pourraient ne plus refléter fidèlement le paysage actuel des risques ni intégrer les avancées réalisées en matière de GC au cours de la dernière décennie.

Afin de maintenir la dynamique d'amélioration de la planification nationale, tous les plans régionaux de gestion des catastrophes doivent être actualisés. L'intégration des avancées des systèmes d'alerte précoce, la mise en œuvre de mesures de préparation communautaires et l'harmonisation avec les lois et politiques existantes en matière de gestion des catastrophes permettront une approche méthodique et coordonnée de la planification de la gestion des catastrophes.

Une révision des plans régionaux, ainsi que l'identification des déficits de ressources, prépareront le renforcement à tous les niveaux de gouvernement et contribueront à un Madagascar plus résilient.

Capacité limitée ou inexiste

Développement précoce des capacités

RECOMMANDATIONS

Pour soutenir les mises à jour du plan régional de gestion des données, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Prioriser les révisions du plan en fonction de l'exposition des régions aux dangers à haut risque et de la vulnérabilité de la population.
- Former un groupe de travail, dirigé par le BNGRC, qui comprend les autorités du CRGRC et les ministères sectoriels concernés pour assurer l'alignement de la DM régionale avec les plans et politiques nationaux.
- S'inspirer des plans actualisés de la région de la Sava comme modèle pour éclairer le processus et tirer parti de la dynamique existante.
- ✓ Veiller à ce que les plans révisés intègrent des éléments de résilience climatique et d'alerte précoce.
- Intégrer des orientations régionales, telles que la ligne d'assistance téléphonique 9-3-0 pour les protocoles de systèmes d'alerte précoce, les investissements dans des infrastructures résilientes au climat et les programmes de préparation communautaire.
- ✓ Engager des partenaires internationaux (UNDRR, BAD, Banque mondiale) pour fournir des conseils techniques et un soutien financier pour les mises à jour des plans et les activités de renforcement des capacités.
- Mobiliser des fonds pour la formation et l'exercice des plans régionaux mis à jour.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E, F

Principes directeurs

(a), (b), (e), (f), (h), (i), (j), (k), (m)

ODD

7, 8, 9, 10, 11, 13, 15

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (b), (c), (d)

Réalisation avec limite considérable

Progrès substantiels avec certaines limites

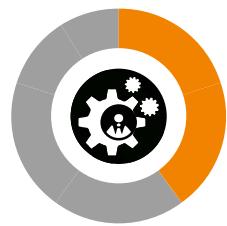
Capacité avancée

[CETTE PAGE A ÉTÉ LAISSÉE INTENTIONNELLEMENT VIERGE.]



AGC

CAPACITÉS ET RESSOURCES



CAPACITÉ ET RESSOURCES

Les capacités et ressources actuelles de Madagascar témoignent d'un renforcement précoce des capacités.



La nature et l'étendue des compétences, des connaissances, des fournitures, des ressources, des équipements, des installations et des autres éléments constitutifs des capacités consacrés à la gestion des catastrophes reflètent les capacités et les ressources globales de Madagascar. L'AGC a examiné la source et l'ampleur des capacités de pointe disponibles en cas de catastrophe, ainsi qu'un large éventail de capacités fonctionnelles axées sur les catastrophes, telles que la recherche et le sauvetage, l'assainissement et la sécurité. Pour cette analyse, les sous-thèmes suivants ont été examinés : installations et équipements dédiés ; ressources humaines ; inventaire des produits et fournitures ; et capacités fonctionnelles ciblées.

CAPACITÉ ET RESSOURCES



RESSOURCES HUMAINES

RÉSULTATS

Le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC) joue un rôle important dans la protection des personnes, des biens et des ressources naturelles face à des défis croissants. Pour remplir efficacement sa mission, le BNGRC a besoin de personnel supplémentaire, notamment technique.

Un BNGRC doté d'un personnel adéquat est nécessaire pour soutenir la prise de décision fondée sur des données probantes qui renforce l'analyse des risques et guide les stratégies efficaces de prévention et de réponse, tout en permettant une évaluation significative des analyses de données.

L'obtention de ressources supplémentaires pour soutenir le recrutement de personnel technique pour le BNGRC améliorera la préparation opérationnelle et permettra au BNGRC de continuer à tirer parti des investissements essentiels dans la sécurité et la résilience de la communauté.

Capacité limitée ou inexiste

Développement précoce des capacités

RECOMMANDATIONS

Pour aider Madagascar à réduire les risques et à accroître la résilience, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Acquérir du personnel technique supplémentaire au sein du BNGRC et des CRGRC pour augmenter la capacité existante et permettre l'exécution compétente des exigences obligatoires.
- ✓ Identifier et allouer le financement et les ressources dédiés à faciliter le recrutement et l'embauche de personnel de GC supplémentaire.
- ✓ Veiller à ce que les capacités de gestion des données comprennent une expertise spécialisée essentielle pour contribuer à la prise de décision fondée sur des données probantes.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, C, D, E, G

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k)

ODD

11, 13, 16

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(b), (d), (e)

Réalisation avec limite considérable

Progrès substantiels avec certaines limites

Capacité avancée

[CETTE PAGE A ÉTÉ LAISSÉE INTENTIONNELLEMENT VIERGE.]



AGC

REFORCEMENT DES CAPACITÉS



REFORCEMENT DES CAPACITÉS

Le renforcement des capacités (RC) de Madagascar montre des capacités limitées.



La capacité de Madagascar à mettre en œuvre des stratégies de gestion des catastrophes permettant d'atteindre les objectifs de réduction des risques et de résilience dépend vraiment de sa capacité à soutenir le renforcement des capacités. Du renforcement des connaissances et des compétences par la formation et l'éducation à l'institutionnalisation d'attitudes et de cultures appropriées, le développement des capacités nécessite l'amélioration continue des évaluations, des plans stratégiques, des programmes, des installations et de nombreux autres sous-thèmes. L'AGC examine les ressources et les occasions pour toutes les parties prenantes et tous les secteurs, des individus et des groupes ayant des besoins particuliers aux intervenants gouvernementaux. Les sous-thèmes examinés comprennent les plans et stratégies de renforcement des capacités, les programmes et établissements de formation et d'éducation, ainsi que le suivi et l'évaluation du renforcement des capacités.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



Plans et Stratégies

RÉSULTATS

Le renforcement des capacités de réponse aux situations d'urgence à Madagascar permettra de garantir une distribution plus rapide de l'aide et des ressources vitales pour mieux servir les communautés.

À Madagascar, l'une des principales lacunes des interventions d'urgence réside dans le manque de casernes de pompiers, pourtant essentielles à l'intervention et au rétablissement. Le manque d'installations, de ressources et d'équipements dans les zones à risques retarde les interventions et entrave la livraison des biens essentiels. Pour renforcer la coordination logistique lors des catastrophes, il est tout aussi important d'utiliser des outils de cartographie modernes permettant un suivi efficace des ressources et l'identification des lacunes, permettant ainsi un déploiement réactif de l'aide et des ressources.

Relever ces défis en continuant à développer et à améliorer les programmes logistiques actuels – soutenus par des casernes de pompiers supplémentaires positionnées pour servir de points de transfert stratégiques pour les fournitures de secours – peut améliorer les opérations de réponse globales et la résilience des communautés.

Capacité limitée ou inexiste

Développement précoce des capacités

RECOMMANDATIONS

Pour soutenir Madagascar dans sa capacité de réponse aux urgences:

- ✓ Plaider en faveur de la construction de casernes de pompiers pour mieux servir les communautés
 - Augmenter les allocations budgétaires du BNGRC pour améliorer les services communautaires essentiels.
 - Identifier les lacunes en matière d'approvisionnement en stocks et de logistique à cibler pour le financement.
 - Développer les possibilités de formation et les stratégies de recrutement du personnel de lutte contre les incendies afin de remédier aux pénuries de personnel.
- ✓ Continuer d'améliorer les capacités de cartographie et d'intégrer les casernes de pompiers au Groupe sectoriel logistique (GSL) pour renforcer la coordination des interventions.
- ✓ Développer et maintenir les stocks nationaux prépositionnés.
 - Élaborer un inventaire des fournitures et identifier les lacunes à cibler pour le financement afin d'acquérir des ressources supplémentaires.
- ✓ Inclure le secteur de la santé dans la planification pour anticiper les besoins de santé des populations exposées lors des catastrophes.
- ✓ Des cadres éprouvés, tels que le concept de patrouille aérienne civile colombienne (PAC), pour accéder à des ressources de santé spécialisées dans les régions éloignées et vulnérables.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, C, D, F

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (h), (j), (l), (m)

ODD

3, 11, 17

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(b), (c), (e)

REFORCEMENT DES CAPACITÉS



Plans et Stratégies

RÉSULTATS

Les quartiers informels urbains et ruraux se situent souvent dans des zones à risque élevé, avec un accès limité aux ressources et aux installations. En cas de catastrophe, ces conditions s'aggravent, entraînant des conséquences humanitaires dévastatrices.

Les programmes de modernisation des infrastructures dans les zones vulnérables et exposées aux risques offriraient des avantages vitaux et des économies à long terme. Des pratiques durables d'aménagement du territoire, des systèmes de gestion de l'eau tels que les captages d'eau de pluie, ainsi que des programmes et services EAH rendraient également ces communautés moins vulnérables aux catastrophes.

Il est essentiel d'intégrer les améliorations en matière d'EAH et d'infrastructures dans les établissements informels et les zones vulnérables afin de réduire le fardeau auquel sont confrontées ces communautés, en particulier celles situées dans des régions à haut risque.

RECOMMANDATIONS

Pour renforcer les capacités et les aptitudes des établissements informels, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Améliorer les infrastructures d'eau et d'assainissement, en mettant l'accent sur l'eau courante, les toilettes, et le confinement et le traitement des eaux usées afin de réduire la charge de la collecte de l'eau, de diminuer l'exposition aux maladies et d'accroître la résilience.
 - Renforcer la collaboration avec les agences humanitaires tout en favorisant le rétablissement et la résilience à long terme grâce à des services essentiels, des initiatives de renforcement des capacités et des stratégies fondées sur les données.
 - Envisager d'intégrer une approche « des toits aux récifs » pour assurer la sécurité de l'eau grâce à une gestion durable des bassins versants, des bassins versants des hautes terres aux zones côtières.
 - Assurer des ressources de financement adéquates pour soutenir les projets EAH en cours et les considérations relatives aux abris dans les communautés touchées par les catastrophes naturelles.
- ✓ Améliorer les conditions de logement en modernisant les infrastructures existantes.
- ✓ Renforcer la coopération avec les CRGRC, les CDGRC et les CCGRC.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E, F, G

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h),
(i), (j), (l), (m)

ODD

5, 6, 9, 10, 11, 13, 15, 16, 17

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (b), (c), (d), (e)

Capacité limitée ou inexiste

Développement précoce des capacités

Réalisation avec limite considérable

Progrès substantiels avec certaines limites

Capacité avancée

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



Plans et Stratégies

RÉSULTATS

Le secteur agricole malgache est très vulnérable aux aléas climatiques, notamment les cyclones, les sécheresses, les inondations et les infestations de ravageurs. Des stratégies nationales telles que le Rapport annuel et le Plan stratégique national de Madagascar (2024), la Stratégie de développement agricole (2025) et le Projet de croissance rurale et de gestion des terres de Madagascar (CASEF) ont promu la réforme agraire et les pratiques durables. Cependant, des actions ciblées supplémentaires de gestion des catastrophes (GC) et de réduction des risques de catastrophe (RRC) sont nécessaires pour protéger les moyens de subsistance et les systèmes alimentaires ruraux.

Existant, tels que le Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET), fournissent des informations fondamentales sur les risques et un suivi de la sécurité alimentaire qui peuvent être améliorés et plus largement intégrés dans la planification sectorielle. En améliorant les systèmes d'alerte précoce, en renforçant les capacités locales et en réduisant la vulnérabilité financière, ces recommandations complètent l'architecture de sécurité alimentaire existante à Madagascar, y compris FEWS NET.

Capacité limitée ou inexiste

Développement précoce des capacités

RECOMMANDATIONS

Pour renforcer la RRC dans le secteur agricole, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Travailler avec le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture afin d'assurer la continuité du Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET).
- ✓ Créer des cartes des risques agricoles et des plans localisés de RRC
 - Aider les gouvernements locaux à produire des cartes détaillées des risques et de l'exposition agricoles et à les utiliser pour éclairer le développement communal, les plans d'aménagement du territoire et la préparation aux situations d'urgence.
 - Appliquer des méthodes de cartographie participative et exploiter des plateformes SIG open source.
- ✓ Créer des banques de semences et des réserves d'intrants communautaires
 - Mettre en place des réserves locales de semences résilientes au climat et d'intrants agricoles essentiels.
 - Relier les réserves aux comités et coopératives communautaires de RRC.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E, F

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h),
(i), (j), (k), (l)

ODD

2, 9, 11, 13, 13, 15, 17

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (c), (d), (e)

Réalisation avec limite considérable

Progrès substantiels avec certaines limites

Capacité avancée

REFORCEMENT DES CAPACITÉS



Plans et Stratégies

RÉSULTATS

L'amélioration des résultats sanitaires à Madagascar nécessite une coordination des services de soins de santé primaires, en particulier dans les fokontany reculés et mal desservis. L'accès limité aux soins de maternité, pédiatriques et d'urgence de base demeure une vulnérabilité exacerbée lors des catastrophes. L'intégration de modèles de services de santé collaboratifs et évolutifs dans tout le pays permettrait de réduire les maladies, de prévenir les décès et d'assurer une continuité durable des soins dans les districts ruraux.

Des modèles déjà utilisés avec succès pourraient offrir des solutions. Les cliniques mobiles et les entrepôts prépositionnés de l'OMS, l'aide humanitaire rapide de Medair en cas de catastrophe et les agents de santé communautaires formés et salariés du modèle Enhance Community Health (ECH) ont tous renforcé l'accès et la préparation à Madagascar. De même, des exemples internationaux comme la Patrouille aérienne civile (PAC) colombienne relie les communautés isolées à des spécialistes de santé bénévoles. Ensemble, ces approches ont fait leurs preuves. L'adaptation et l'extension des modèles de services à la géographie et aux difficultés d'accès de Madagascar pourraient assurer la couverture et la résilience aux catastrophes nécessaires dans les fokontany ruraux.

RECOMMANDATIONS

Pour renforcer le secteur de la santé, les activités suivantes sont recommandées :

- ✓ Développer les cliniques mobiles de l'OMS et élargir le modèle de l'OMS, en les intégrant de manière permanente aux services de santé de district pour fournir sur place des soins de maternité, des soins pédiatriques et des soins médicaux de base.
 - Tirer parti des entrepôts prépositionnés existants de l'OMS et des entrepôts du Programme alimentaire mondial comme centres au niveau du district pour la distribution et le stockage des médicaments, des vaccins et des fournitures d'urgence.
- ✓ Collaborez avec Medair pour étendre les services de santé de base et établir des unités de santé d'urgence mobiles pour combler les lacunes en matière de soins urgents dans les districts dépourvus d'installations fonctionnelles.
- ✓ Développer le modèle ECH en recrutant, formant et rémunérant les agents de santé communautaires dans les fokontany mal desservis.
- ✓ Envisagez des modèles internationaux, tels que le PAC, pour déployer des équipes médicales mobiles dans des communautés géographiquement isolées.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, C, D

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (h), (j), (k)

ODD

3, 11, 16

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (b), (c), (d), (e)

■ Capacité limitée ou inexisteante

■ Développement précoce des capacités

■ Réalisation avec limite considérable

■ Progrès substantiels avec certaines limites

■ Capacité avancée

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



FORMATION ET ÉDUCATION (F&E)

RÉSULTATS

Le BNGRC a réalisé des progrès significatifs dans la conduite d'exercices nationaux en coordination avec des partenaires internationaux. Cependant, il reste nécessaire de renforcer les capacités de formation et de préparation au niveau local.

Une initiative de formation et d'éducation (F&E) ciblant les CRGRC, les CDGRC et les CCGRC permettrait aux services locaux de gestion des catastrophes (GC) de jouer un rôle plus actif dans la préparation et la réponse. Elle permettrait également d'identifier les lacunes opérationnelles et d'améliorer la coordination, renforçant ainsi l'engagement et la résilience des communautés lors des catastrophes.

RECOMMANDATIONS

Pour soutenir le BNGRC, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Identifier le personnel au sein du BNGRC pour gérer une initiative locale de T&E axée sur le renforcement des capacités des CRGRC, des CDGRC et des CCGRC.
- Augmenter les exercices de simulation et les exercices basés sur des scénarios entre les organismes d'intervention afin d'améliorer la collaboration et le renforcement des capacités au sein des communautés.
- ✓ Créer un calendrier de formation principal et superviser les canaux de communication et les plateformes de médias sociaux pour accroître la visibilité, faciliter le partage d'informations et optimiser la collaboration.
- ✓ Mettre en œuvre un système de gestion des dossiers numériques accessible à toutes les agences participantes pour suivre les calendriers de F&E, les participants, les évaluations et les leçons apprises à des fins d'examen et de mises à jour en temps réel.
- ✓ Assurer un cadre de reporting standardisé en matière de F&E pour une collecte de données cohérente, englobant des indicateurs clés, des observations et des mécanismes de rétroaction pour les évaluations formelles des performances et les rapports après action.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, F

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i),
(j), (k), (l), (m)

ODD

4, 11, 16, 17

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (c), (d), (e)

Capacité limitée ou inexiste

Développement précoce des capacités

Réalisation avec limite considérable

Progrès substantiels avec certaines limites

Capacité avancée

[CETTE PAGE A ÉTÉ LAISSÉE INTENTIONNELLEMENT VIERGE.]



AGC

GESTION DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION



GESTION DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION

Les capacités de Madagascar en matière de communication et de gestion de l'information sont limitées.



La gestion des catastrophes est une démarche fondée sur les risques. À ce titre, la capacité des parties prenantes à générer, gérer et partager les informations relatives aux risques et aux incidents est essentielle. Cette analyse s'est penchée sur les systèmes, processus et procédures mis en place à Madagascar pour éclairer les activités avant et après une catastrophe : systèmes d'analyse des dangers et des risques ; surveillance et notification ; évaluation des catastrophes ; collecte, gestion et diffusion des informations ; médias et relations publiques.

GESTION DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION



Analyse des risques et des aléas

RÉSULTATS

Les quartiers urbains connaissent une expansion anarchique et incontrôlée. Par conséquent, l'insuffisance des infrastructures et l'accès limité aux services de base accroissent leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles.

La taille et le caractère dynamique des établissements informels nécessitent une évaluation actualisée des risques afin d'allouer les ressources plus efficacement et de mettre en œuvre des stratégies ciblées de gestion des catastrophes (GC) qui atténuent les difficultés supplémentaires. La GC peut concevoir des interventions qui renforcent la résilience des communautés en intégrant les données actuelles sur les vulnérabilités et en comblant les lacunes identifiées en matière de ressources dans les initiatives de planification.

RECOMMANDATIONS

Pour soutenir le DM, les activités suivantes sont recommandées :

- ✓ Réaliser des évaluations complètes et actualisées de l'exposition aux dangers et des risques pour les établissements informels.
- Tenir compte de la densité de population, de la qualité des infrastructures et de l'exposition aux zones à haut risque pour identifier les besoins, l'allocation des ressources et les stratégies de gestion des risques.
- ✓ Impliquer les résidents clés dans le processus de planification de la GC pour garantir que leurs besoins et leurs connaissances uniques sont pris en compte.
- Inclure les connaissances locales et autochtones
- ✓ Mettre en œuvre une formation et des ressources spécialisées en matière de préparation et de réponse à la GC pour les résidents des établissements informels.
- Inclure des ateliers sur la RRC, créer et former sur les plans d'évacuation et maintenir des réseaux de soutien communautaires pour aider et renforcer les efforts.
- ✓ Identifier les emplacements des populations vulnérables/établissements informels qui nécessitent un temps ou une assistance supplémentaire pour l'évacuation.
- Identifier les emplacements où les dangers peuvent avoir un impact sur les voies d'entrée et de sortie.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E, G

Principes directeurs

(a), (b), (c), (e), (f), (h), (i), (j), (k)

ODD

5, 8, 9, 10, 11, 13, 16, 17

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(b), (c), (d), (e)

■ Capacité limitée ou inexiste

■ Développement précoce des capacités

■ Réalisation avec limite considérable

■ Progrès substantiels avec certaines limites

■ Capacité avancée

GESTION DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION



Analyse des risques et des aléas

RÉSULTATS

Le manque de logements formels, des plans d'aménagement du territoire obsolètes et une population urbaine en croissance rapide contribuent à l'expansion des quartiers informels. L'urbanisation croissante a accru la vulnérabilité des populations, déjà en situation d'extrême pauvreté, aux catastrophes naturelles. Cela crée des défis complexes en matière de gestion des catastrophes (GC), en particulier dans les zones densément peuplées et mal desservies.

Malgré les difficultés persistantes, le Projet de Croissance Agricole Rurale et de Gestion des Terres de Madagascar (CASEF) a amélioré le régime foncier et favorisé la productivité agricole dans les régions rurales. En délivrant des certificats fonciers et en réduisant le coût des documents fonciers, le CASEF a élargi l'accès des agriculteurs à la terre. Parallèlement, le projet a promu des pratiques durables et introduit des solutions agricoles innovantes, aidant ainsi les agriculteurs à accroître leurs revenus. Ce projet constitue un modèle solide pour reproduire des réformes similaires à l'échelle nationale, allégeant ainsi les pressions liées à la pauvreté et renforçant la résilience des communautés rurales et urbaines.

RECOMMANDATIONS

Pour aider Madagascar à réduire les risques et à accroître la résilience, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Utiliser les données d'exposition aux dangers issues des évaluations des risques pour piloter les mises à jour des plans d'aménagement et de développement des terres qui reflètent les ressources et les besoins actuels de la communauté.
- ✓ Envisager de reproduire des modèles efficaces comme le projet CASEF dans d'autres régions. Pour améliorer les conditions de vie en milieu rural, privilégier l'extension de la certification foncière, la réduction des coûts de documentation agricole et la promotion de pratiques durables.
- ✓ Utiliser les données sur les risques et la vulnérabilité de ce NDPBA pour soutenir le développement durable et la planification de l'utilisation des terres.
 - Tirer parti des ressources de la RVA pour piloter les mises à jour des plans communautaires sectoriels, y compris la cartographie des risques liés à l'exposition de la population, l'emplacement des infrastructures critiques et l'identification des évacuations/abris.
- ✓ Mettre à jour les plans d'aménagement du territoire urbain pour améliorer la résilience des communautés.
 - Faciliter le partage des plans entre les parties prenantes de GC afin de promouvoir l'intégration des plans, d'allouer des ressources limitées et d'améliorer les processus de collaboration et de prise de décision.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k)

ODD

5, 9, 10, 11, 13, 16

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (b), (c), (d), (e)

■ Capacité limitée ou inexiste

■ Développement précoce des capacités

■ Réalisation avec limite considérable

■ Progrès substantiels avec certaines limites

■ Capacité avancée

GESTION DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION



SURVEILLANCE ET NOTIFICATION

RÉSULTATS

Les systèmes d'alerte précoce aux glissements de terrain (LEWS) constituent une approche innovante de la réduction des risques de catastrophe, notamment dans les quartiers informels vulnérables. La mise en œuvre innovante du LEWS à Medellín, en Colombie, constitue un cas d'école novateur démontrant comment la technologie, l'engagement communautaire et la résilience environnementale peuvent converger pour répondre aux préoccupations urgentes en matière de sécurité.

La conception open source et économique du système, ainsi que ses manuels et schémas accessibles, garantissent sa reproductibilité dans d'autres zones à haut risque à travers le monde. L'approche novatrice du système, combinant technologie de pointe et participation communautaire, renforce son attrait comme modèle pour les régions exposées aux catastrophes.

L'étude de cas LEWS¹ illustre un modèle de préparation aux catastrophes centré sur la communauté. En impliquant les habitants dans la cartographie des risques, l'installation des capteurs et la planification des évacuations, le système favorise la confiance et l'appropriation par les parties prenantes. Cette intégration transforme un outil technique en un cadre socialement intégré, où les connaissances locales améliorent la fonctionnalité et l'acceptation du système.

Capacité limitée ou inexiste

Développement précoce des capacités

RECOMMANDATIONS

Pour aider Madagascar à réduire les risques et à accroître la résilience, les activités suivantes sont recommandées :

- ✓ Investir dans la technologie de surveillance et de communication LEWS, étendre la couverture et l'infrastructure ciblée et traduire les données en capacités EWS complètes.
- ✓ Embaucher des experts en la matière pour l'installation et l'extension du modèle LEWS à des domaines similaires, à des parties prenantes et à des chercheurs qui souhaitent modifier, utiliser et reproduire le système.
- ✓ Personnaliser le LEWS pour répondre aux besoins démographiques spécifiques des communautés et établir des itinéraires d'évacuation balisés dans les quartiers à risque élevé.
- ✓ Promouvoir l'engagement communautaire en impliquant les membres dans la planification, en impliquant les membres dans les processus de planification, de formation et de prise de décision du LEWS, en favorisant l'appropriation et la résilience au niveau local.
- ✓ Effectuer des évaluations régulières des processus de notification et du LEWS afin d'identifier les domaines à améliorer et d'assurer une efficacité continue.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k)

ODD

2, 3, 6, 11, 13, 14, 15

Objectifs décrits dans

Programme d'action de l'Afrique

(b), (c), (e)

GESTION DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION



SURVEILLANCE ET NOTIFICATION

RÉSULTATS

Le renforcement des systèmes d'alerte précoce multirisques (MHEWS) nécessite des investissements continus dans les technologies de communication avancées et l'extension des services aux zones rurales et mal desservies. Des partenariats avec des organisations comme l'Union internationale des télécommunications (UIT) et la Global System for Mobile Communications Association (GSMA) peuvent améliorer la connectivité et soutenir le développement de systèmes d'alerte nationaux capables de diffuser rapidement des alertes publiques. Les collaborations avec le programme Mobile for Humanitarian Innovation (MH4) de la GSMA, ainsi que le développement continu de plateformes comme VIAMO et la ligne d'assistance téléphonique 9-3-0, peuvent accroître encore la portée et l'efficacité des services mobiles.

La mise en œuvre de solutions adaptées et localisées, privilégiant les alertes ciblées et la couverture multirisque, permettra de mieux répondre aux besoins démographiques des différentes communautés. De plus, l'intégration des systèmes MHEWS dans la planification des évacuations, notamment pour les populations marginalisées et rurales, garantira un accès équitable aux informations vitales.

RECOMMANDATIONS

Pour renforcer les capacités du MHEWS, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Continuer à investir dans les technologies de communication avancées pour relever les défis en matière d'accessibilité.
 - Faire appel à l'UIT et à la GSMA pour un soutien technique et un financement potentiel sous forme de subventions.
 - Etablir un partenariat avec le programme MH4 de la GSMA pour soutenir et améliorer les services mobiles.
- ✓ Exploiter des plateformes MHEWS existantes pour établir un système de communication unifié qui atteint efficacement tous les groupes démographiques et délivre des messages ciblés aux populations vulnérables et diverses.
 - Continuer à développer la plateforme VIAMO et l'accessibilité de la hotline 9-3-0.
 - Intégrer les données géoréférencées du registre social unique (RSU) pour étendre la portée et les capacités du système EWS.
 - S'appuyer sur le système d'alerte précoce et d'anticipation du JP pour les sécheresses afin de soutenir une prise de décision rapide et d'élargir sa portée pour couvrir tous les risques.
- ✓ Utiliser le MHEWS pour guider la planification de l'évacuation des voies d'entrée/sortie et garantir que les communautés sont préparées aux catastrophes.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, G

Principes directeurs

(a), (b), (c), (f), (g), (h), (i), (j)

ODD

9, 10, 11, 13, 15, 17

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(b), (c), (e)

■ Capacité limitée ou inexiste

■ Développement précoce des capacités

■ Réalisation avec limite considérable

■ Progrès substantiels avec certaines limites

■ Capacité avancée

GESTION DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION



COLLECTE ET GESTION DES INFORMATIONS

RÉSULTATS

Actuellement, la fragmentation des informations et le manque de coordination entre les régions et les districts créent d'importantes lacunes dans la planification de la gestion des catastrophes (GC) et de la réduction des risques de catastrophe (RRC). Une plateforme d'apprentissage numérique formelle et actualisée peut constituer une ressource cohérente, permettant de décloisonner les institutions et de favoriser une communication ouverte entre les acteurs infranationaux et locaux.

Cette approche collaborative permet d'identifier les risques communs, de partager les meilleures pratiques et d'élaborer des stratégies globales visant à remédier aux vulnérabilités des communautés. L'accès des parties prenantes à des informations fiables et standardisées favorise une prise de décision éclairée et adaptée, contribuant ainsi à une communauté plus résiliente, capable de résister aux catastrophes et de s'en remettre.

Capacité limitée ou inexiste

Développement précoce des capacités

RECOMMANDATIONS

Pour soutenir la planification collaborative de la GC et de la RRC, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Créer un référentiel national centralisé pour consolider et maintenir tous les plans régionaux et de district de gestion des déchets, de réduction des risques de catastrophe, d'utilisation des terres et de gestion de l'eau.
 - Établir des protocoles de données standardisés, des calendriers d'échange d'informations réguliers et garantir l'accessibilité à toutes les parties prenantes.
- ✓ Développer et mettre en œuvre un cadre formel pour la planification collaborative de la gestion des catastrophes et de la réduction des risques de catastrophe afin de garantir que le référentiel centralisé soit utilisé de manière cohérente et efficace dans toutes les régions, tous les districts et tous les ministères.
- ✓ Promouvoir le partage de données entre les entités gouvernementales, les ONG et le monde universitaire afin de renforcer la coordination avec les parties prenantes régionales et internationales.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E, F

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (l), (m)

ODD

5, 6, 7, 9, 11, 13, 14, 15, 16, 17

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (b), (c), (e)

Réalisation avec limite considérable

Progrès substantiels avec certaines limites

Capacité avancée

GESTION DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION



COLLECTE ET GESTION DES INFORMATIONS

RÉSULTATS

Le BNGRC de Madagascar a fait des progrès significatifs dans le développement du numérique Plateformes de gestion des catastrophes (GC). En collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Groupe logistique sectoriel, des mécanismes axés sur le suivi des capacités et de la logistique ont été mis en place. Des programmes pilotes dans les régions prioritaires ont ouvert la voie à une mise en œuvre nationale plus large.

Malgré ces avancées, des difficultés persistent : une mise en œuvre cohérente à l'échelle nationale, des inefficacités en matière de coordination et un manque de données en temps réel pour une intervention rapide. Ces problèmes entraînent des retards dans la mise en œuvre rapide et efficace des interventions d'urgence.

Dans le paysage numérique actuel, les plateformes d'information centralisées constituent des outils précieux pour la gestion des données, permettant aux utilisateurs de surveiller les ressources, de coordonner les stratégies et de communiquer des messages d'urgence critiques au public. Une fois mises en œuvre efficacement, ces plateformes améliorent la prise de décision et renforcent la résilience des communautés.

■ Capacité limitée ou inexiste

■ Développement précoce des capacités

RECOMMANDATIONS

Pour aider le BNGRC à répondre aux exigences de sa mission:

- ✓ Poursuivre la coordination avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Groupe logistique sectoriel en mettant l'accent sur l'amélioration des capacités et du suivi logistique.
- ✓ Établir des protocoles clairs et des canaux de communication entre les parties prenantes de la GC pour garantir une utilisation cohérente de la plateforme et une réponse efficace aux catastrophes.
- ✓ Élaborer et mettre en œuvre un calendrier de maintenance des plateformes, de mise à jour des documents et d'ajout de nouveaux matériaux.
- ✓ Augmenter les investissements dans les infrastructures et la technologie pour soutenir l'évolutivité et la durabilité des plateformes numériques.
- ✓ Assurer la coordination avec les principales parties prenantes ministérielles de GC, les ONG, les CRGRC, les CDGRC et les CCGRC.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E

Principes directeurs

(a), (b), (c), (e), (f), (h), (i), (j), (k)

ODD

5, 8, 9, 10, 11, 13, 16, 17

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (b), (c), (e)

GESTION DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION



COLLECTE ET GESTION DES INFORMATIONS

RÉSULTATS

Le BNGRC accède aux données SIG grâce à des partenariats avec des organisations telles que MapAction , REACH, UNOSAT, le Logistics Sector Group, Foiben-Taosarintanin'i Madagascar (FTM) et des dizaines d'organisations humanitaires internationales actives dans tout le pays.

Toutefois, des défis tels que la qualité incohérente des données, l'interopérabilité limitée entre les systèmes et l'absence de protocoles de partage de données standardisés créent des obstacles à l'accès et à l'utilisation efficace des données en cas de catastrophe.

La consolidation des outils issus de ces partenariats clés en matière de données SIG, ainsi que de la NDPBA, permettra de mieux soutenir l'identification des infrastructures critiques et l'analyse de l'exposition. Cette intégration fournira au BNGRC et aux parties prenantes une vue d'ensemble opérationnelle commune complète en temps quasi réel, fournissant les informations nécessaires à la préparation, à la réponse et au rétablissement après une catastrophe.

Capacité limitée ou inexiste

Développement précoce des capacités

RECOMMANDATIONS

Pour aider le BNGRC à répondre aux exigences de sa mission:

- ✓ Utiliser des systèmes de cartographie basés sur le SIG pour faciliter les évaluations des risques et de la vulnérabilité dans la planification de la gestion des catastrophes et de la réduction des risques de catastrophe.
- Tirer parti des connaissances locales et autochtones dans les évaluations des dangers et des risques.
- Intégrer des éléments de plateformes et d'initiatives telles que MapAction , REACH, PAM/VAM, FEWS Net, Logistics Sector Group, UNDRR et PNUD Madagascar.
- ✓ Intégrer les principaux résultats de la NDPBA et de la RVA dans la planification d'urgence nationale et infranationale, la diffusion des alertes précoces et les outils de communication des risques.
- ✓ Continuer à faire progresser la plateforme numérique du BNGRC pour prendre en charge l'intégration des données en temps quasi réel et garantir l'exactitude et l'interopérabilité avec les systèmes existants utilisés par les principaux partenaires de GC.
- ✓ Générer des cartes locales des dangers et des risques pour faciliter la formation et les exercices basés sur des données et des scénarios.
- ✓ Continuer à développer, adopter et mettre en œuvre des protocoles et des lignes directrices normalisés de partage de données entre les agences.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E

Principes directeurs

(a), (b), (c), (e), (f), (h), (i), (j), (k)

ODD

5, 8, 9, 10, 11, 13, 16, 17

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (b), (c), (d), (e)

GESTION DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION



MÉDIAS ET AFFAIRES PUBLIQUES

RÉSULTATS

Les occasions de recueillir des contributions sont essentielles pour promouvoir la participation du public à la gestion des catastrophes (GC). Des méthodes telles que les réunions publiques, les groupes de discussion et les enquêtes constituent des plateformes précieuses pour recueillir des commentaires. L'intégration de ces contributions dans la planification du BNGRC, du CRGRC, du CDGRC et du CCGRC permettra d'adopter une approche plus globale pour améliorer la préparation et le rétablissement en matière de GC.

En outre, privilégier une communication cohérente des informations essentielles en matière de gestion des catastrophes renforcera l'efficacité des organisations locales, des équipes d'intervention d'urgence et des brigades de bénévoles. Adopter une approche sociétale globale en matière d'engagement et de transparence pour les initiatives conjointes de gestion des catastrophes garantira la pérennité des efforts nationaux et locaux visant à améliorer la résilience des communautés face aux catastrophes.

■ Capacité limitée ou inexiste

■ Développement précoce des capacités

RECOMMANDATIONS

Pour soutenir la gestion des données au niveau national et local, les activités suivantes sont recommandées:

- ✓ Élaborer un plan d'action d'engagement du public qui identifie les moyens de recueillir des connaissances auprès du public et de partager les informations de GC avec lui.
 - Mettre en œuvre des opportunités régulières de participation de la communauté, telles que des réunions publiques et des sondages, afin de recueillir des commentaires qui éclairent la planification de la gestion des déchets et augmentent la participation du public.
- ✓ Etablir et maintenir une communication et un partage des connaissances cohérents entre le BNGRC, le CRGRC, le CDGRC, le CCGRC, les groupes communautaires, les groupes de surveillance ou de planification de quartier, les équipes d'intervention d'urgence communautaires et les brigades de bénévoles.
 - Proposer des formations/ateliers et les intégrer dans les programmes nationaux/locaux de formation et d'éducation.
- ✓ Coordonner des initiatives conjointes avec les parties prenantes locales et les agences non gouvernementales pour contribuer à la planification des catastrophes et aux processus décisionnels éclairés.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

2, 4

Objectifs mondiaux

A, B, E

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (h), (i), (j)

ODD

5, 11, 13, 16

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (b), (c)



NDPBA

DISTINCTION DES MEILLEURES PRATIQUES

Evaluation nationale de référence la préparation aux catastrophes (NDPBA): Madagascar

DISTINCTION DES MEILLEURES PRATIQUES



DISTINCTION DES MEILLEURES PRATIQUES

Reboisement pour la résilience: initiatives pour restaurer les forêts de Madagascar

Autrefois riche en forêts et écosystèmes denses et diversifiés, Madagascar a perdu près de 90 % de sa couverture forestière d'origine en raison d'une déforestation généralisée. Des menaces telles que le tavy (culture sur brûlis), l'exploitation forestière et la production de charbon de bois continuent d'épuiser la biodiversité du pays. En réponse, des coalitions de plus en plus nombreuses mènent des efforts puissants et coordonnés pour restaurer l'environnement tout en améliorant la résilience des communautés.

La restauration des habitats à Madagascar s'accélère grâce à des stratégies fondées sur la nature qui combinent restauration des forêts, utilisation durable des terres et engagement communautaire. Le Plan stratégique 2025-2030 de Wildlife Madagascar ancre ces efforts axés sur des pôles de reforestation et des sites de terrain qui soutiennent la régénération écologique. Les années à venir serviront de tremplin essentiel à la mise en œuvre du plan Wildlife Madagascar et ouvriront la voie à la restauration d'écosystèmes et à la prospérité des communautés.

Des initiatives complémentaires, comme le projet du zoo de Bristol, favorisent la conservation en élargissant les habitats des espèces menacées tout en fournissant des ressources durables bénéfiques à la faune et aux communautés locales. Just One Tree (un seul arbre) revitalise les zones de transition de mangroves nécessaires et recrée des environnements à la biodiversité renouvelée, tandis que les pratiques agricoles durables de Green Again Madagascar (Reverdir Madagascar) restaurent les sols appauvris en nutriments grâce à des matériaux d'origine locale, soutenant ainsi les moyens de subsistance locaux.

Partout au pays, des initiatives locales revitalisent des écosystèmes fragiles. Ces réalisations collectives intègrent non seulement les savoirs locaux et des actions efficaces, mais créent également des opportunités d'emploi. Elles constituent une force capable de transformer l'avenir de Madagascar vers un avenir de durabilité, de renouveau et de résilience.

CADRE DE SENDAI, ODD ET PROGRAMME D'ACTION DE L'AFRIQUE

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

A, B, D, E, F

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (f), (g), (h), (i), (j), (k),

ODD

3, 6, 7, 9, 11, 13, 15, 16, 17

Objectifs décrits dans le Programme d'action de l'Afrique

(a), (d), (e)

NDPBA

RECOMMANDATIONS NATIONALES

RECOMMANDATIONS NATIONALES

NDPBA

RECOMMANDATIONS NATIONALES



ÉTENDRE LA CARTOGRAPHIE DES ALÉAS ET DES RISQUES POUR LES ZONES INFRANATIONALES ET LOCALES, SURTOUT LÀ OÙ LES CONCENTRATIONS DE LOGEMENTS INFORMELS SE TROUVENT DANS DES ZONES À RISQUE, AFIN DE FACILITER LES MESURES DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ET LES EFFORTS DE PLANIFICATION.

- Mettre en œuvre un système de gestion de données basé sur le SIG pour utiliser et exploiter une image opérationnelle commune qui soutient l'identification des zones à risque élevé, des besoins prioritaires, le suivi des ressources et les impacts des catastrophes afin de promouvoir le développement des capacités de réponse et de rétablissement.
 - Promouvoir un système d'information centralisé et multi-agences pour le partage des données et la transparence afin de garantir que les meilleures et les plus récentes informations sont disponibles pour toutes les parties prenantes. Envisager l'utilisation de DisasterAWARE Pro comme solution provisoire.
 - Intégrer les données, la recherche et la cartographie basées sur le SIG dans les plans de préparation et de réduction des risques de catastrophe.
 - Renforcer les mécanismes de partage et d'information entre le BNGRC, les Comités Régionaux de Gestion des Risques de Catastrophe (CRGRC), les Comités de District de Gestion des Risques de Catastrophe (CDGRC) et les Comités Communaux de Gestion des Risques de Catastrophe (CCGRC) pour mener et intégrer les évaluations des risques dans les efforts de réduction des risques de catastrophe.
 - Examiner les impacts potentiels sur les infrastructures critiques et la production agricole.
- Développer des zones à risque pour les aléas d'origine humaine, y compris les déversements de pétrole (en mer et sur terre), les accidents liés à l'exploitation minière et la contamination de l'eau, afin d'anticiper les impacts potentiels sur la population et la santé environnementale, et de soutenir les efforts d'atténuation fondés sur des preuves.
- Affiner et personnaliser la modélisation des aléas pour anticiper et répondre aux besoins des communautés locales et des populations vulnérables, en veillant à ce que les plans locaux de gestion des catastrophes intègrent les évaluations de l'exposition aux aléas.
- Cartographier les établissements informels et inclure les données de vulnérabilité, telles que l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), l'électricité, l'internet et les infrastructures de transport.
- Faire correspondre les emplacements des aléas avec les infrastructures de transport essentielles d'entrée et de sortie.
- Utiliser les résultats de la NDPBA pour guider de nouvelles avancées en matière de cartographie multi-aléas et d'évaluation anticipée des risques et de la vulnérabilité afin de contextualiser et de prioriser la réduction des risques de catastrophe aux niveaux national et infranational.

CADRE DE SENDAI

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

ODD

2, 3, 6, 11, 13, 14, 15

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E, G

Objectifs définis dans le PAA

(a), (b), (c), (d), (e)

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

2

RENFORCER LA SURVEILLANCE DE TOUS LES DANGERS, LES SYSTÈMES DE COMMUNICATION ET LA CONVERSION DES DONNÉES EN SYSTÈMES ET CAPACITÉS COMPLETS D'ALERTE PRÉCOCE MULTI-ALÉAS (MHEWS).

- Tirer parti des plateformes MHEWS existantes pour établir un système de communication unifié qui atteint efficacement toutes les catégories démographiques et diffuse des messages ciblés aux populations vulnérables et diverses.
 - Continuer à étendre la plateforme VIAMO et l'accessibilité de la ligne d'assistance 9-3-0.
 - Intégrer les données géoréférencées du Registre Social Unique (RSU) pour étendre la portée et les capacités des systèmes d'alerte précoce (EWS).
 - Maintenir et étendre le Système d'Anticipation et d'Alerte Précoce du Programme Conjoint pour les sécheresses afin de soutenir une prise de décision rapide et d'étendre sa portée à tous les aléas. Assurer la collaboration avec les parties prenantes :
 - FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
 - PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement)
 - UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance)
 - PAM (Programme alimentaire mondial) avec les agences gouvernementales malgaches :
 - Direction Générale de la Météorologie de Madagascar, Bureau National de la GRC, et Unité de Soutien à la Prévention et à la Gestion des Urgences
 - Faire appel à l'Union internationale des télécommunications (UIT) et à la Global System for Mobile Communications Association (GSMA) pour un soutien technique et un éventuel financement par subvention.
- S'associer au programme Mobile for Humanitarian Innovation (M4H) de la GSMA pour soutenir et améliorer la pénétration des services mobiles vitaux pour la préparation, la réponse et le rétablissement, en particulier dans les zones mal desservies.
- Collaborer avec la GSMA pour obtenir de l'aide dans la sécurisation de partenariats public-privé afin d'améliorer la portée des systèmes d'alerte précoce, dans le cadre de son mandat de soutien à l'Initiative des Nations Unies «Alertes précoce pour tous» (EW4All).
- Soutenir l'expansion de l'utilisation par l'UNICEF des données démographiques socio-économiques géoréférencées (disponibles dans le Registre Social Unique) pour atteindre davantage les populations vulnérables avec les EWS.
- Inclure des considérations pour des messages ciblés pour diverses parties des populations affectées, telles que les personnes âgées, les femmes et les filles, les enfants et les jeunes, les peuples autochtones et les personnes handicapées.
- Identifier et cartographier les emplacements des populations vulnérables/établissements informels qui pourraient nécessiter un temps ou une assistance supplémentaire pour l'évacuation.
- Travailler avec le Programme Alimentaire Mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour assurer la continuation du Réseau des Systèmes d'Alerte Précoce contre la Famine (FEWS NET).

CADRE DE SENDAI**Priorités d'action**

1, 2, 3, 4

ODD

6, 9, 10, 11, 13

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E, G

Objectifs définis dans le PAA

(b), (c), (e)

Principes directeurs 4.4)

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

3

PROMOUVOIR DES STRATÉGIES COMPLÈTES POUR SURVEILLER, GÉRER ET ATTÉNUER LES IMPACTS DES CYCLONES TROPICAUX, DES INONDATIONS, DES CHALEURS EXTRÊMES, DES GLISSEMENTS DE TERRAIN ET DES FEUX DE FORêt.

- Développer la formation du personnel, en coordination avec d'autres agences gouvernementales et institutions universitaires, pour améliorer les capacités de collecte et d'analyse de données, y compris la cartographie et la modélisation des risques, afin de constituer un cadre d'analystes expérimentés en gestion des catastrophes.
- Utiliser le modèle numérique d'élévation/terrain (DEM) de la NASA pour augmenter la précision de la cartographie des inondations et surveiller les changements du littoral.
 - Les données de la NASA sont librement accessibles sans restriction ; un identifiant Earthdata est requis pour télécharger les données et utiliser certains outils avec toutes leurs fonctionnalités.
 - Des formations et des tutoriels sont disponibles sur le site web.
- Exploiter des connaissances des communautés locales sur les aléas locaux, y compris leurs observations, leurs expériences et leurs efforts d'atténuation, pour améliorer la préparation et la planification des évacuations.
 - Mobiliser les comités communaux de gestion des risques de catastrophe (CCGRC) pour identifier les dirigeants communautaires possédant ces connaissances.
 - Intégrer ces connaissances dans la planification, les exercices et les opérations de réponse.
- Offrir des incitations aux propriétaires, aux résidents, aux entreprises et à l'industrie pour qu'ils mettent en œuvre des mesures d'atténuation des risques. Inclure des améliorations non structurelles qui améliorent le drainage, réduisent l'érosion des sols et protègent les pentes végétalisées.
- Renforcer les protections des environnements côtiers de basse altitude en mettant en œuvre des stratégies visant à réduire l'érosion, l'inondation côtière, l'intrusion d'eau salée et le recul du littoral.
 - Travailler avec la coalition de la Global Mangrove Alliance (GMA) sur ses initiatives communautaires à Madagascar.

CADRE DE SENDAI**Priorités d'action**

1, 2, 3

ODD

2, 3, 6, 11, 13, 14, 15

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E

Objectifs définis dans le PAA

(a), (b), (c), (d), (e)

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

4

DÉVELOPPER UNE STRATÉGIE D'URBANISME AXÉE SUR LES CATASTROPHES POUR SE CONCENTRER SUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES (RRC) ET LES MESURES DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE POUR LES HABITATS INFORMELS DANS LES ZONES À RISQUE DE CATASTROPHES.

- Institutionnaliser des politiques de développement intégré et d'aménagement du territoire qui tiennent compte de l'exposition aux risques et de la vulnérabilité des populations locales.
- Modéliser le programme «Roofs to Reefs» à la Barbade, qui relie le logement, la gestion de l'eau, l'utilisation des terres, la biodiversité et la conservation marine en une seule stratégie nationale de résilience :
 - Promouvoir la rénovation et la reconstruction des maisons pour résister aux ouragans et aux inondations.
 - Promouvoir l'intégration des énergies renouvelables (par exemple, les toits solaires).
 - Soutenir le reboisement, la restauration des zones humides, la protection des mangroves et la réhabilitation des récifs coralliens.
 - Mettre l'accent sur les solutions basées sur la nature pour réduire l'érosion, amortir les ondes de tempête et améliorer la résilience des pêcheries.
 - Gérer le drainage, le ruissellement et la santé des bassins versants grâce à des pratiques d'utilisation durable des terres.
 - Investir dans les infrastructures vertes (fossés végétalisés, récupération des eaux de pluie, surfaces perméables).
- Surveiller les données sociales, culturelles, démographiques et économiques pour évaluer et anticiper les changements locaux en matière de vulnérabilité et de contraintes de ressources qui pourraient entraîner des conflits ou une augmentation des risques.
- S'assurer que les ressources de soins de masse et de services d'urgence sont régulièrement examinées et realignées pour soutenir les zones de forte vulnérabilité et de faible capacité d'adaptation.
- Engager les Comités Communaux de Gestion des Risques de Catastrophes (CCGRC) dans la planification pré-catastrophe pour identifier les défis et les solutions proactives.
 - Inclure les ONG et les groupes de la société civile de confiance dans les communautés informelles.
 - Établir des points focaux de quartier ou des leaders d'évacuation dans les zones informelles.
 - Inclure les connaissances locales d'experts.
- Etablir des dispositions formelles pour aider les populations touchées par les catastrophes en matière de transport lié à l'évacuation et à l'hébergement.
 - Dresser une cartographie des actifs de transport (par exemple, bus, bateaux, camions communautaires, véhicules privés).
 - Elaborer des protocoles d'accord avec les opérateurs de transport (par exemple, les bus scolaires, l'armée, les ONG, les compagnies de bus privées).
- Collaborer entre le BNGRC, les Comités Régionaux, de District et Communaux de Gestion des Risques de Catastrophes (CRGRC, CDGRC, CCGRC) pour s'assurer que les plans de gestion des catastrophes (GD) tiennent compte des complexités et des impacts en cascade potentiels lors des urgences dans les communautés densément peuplées et les zones urbaines.
- Travailler avec les Ministères de la Planification, du Logement et des Travaux Publics, de l'Environnement et du Développement Durable, de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers, et les organisations internationales telles que l'OIM, le HCR, le PNUD et ONU-Habitat pour intégrer la planification inter-agences et le soutien à la réponse pour les populations vulnérables.

CADRE DE SENDAI

Priorités d'action

1, 2, 4

ODD

6, 7, 11, 13, 14, 15, 16

Objectifs mondiaux

A, B, C, D

Objectifs définis dans le PAA

(a), (b), (c), (d), (e)

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

5

RENFORCER LA PRÉPARATION AUX CATASTROPHES POUR LES POPULATIONS VULNÉRABLES.

- Utiliser les résultats de l'évaluation des risques et de la vulnérabilité de la NDPBA pour identifier et évaluer les disparités en matière d'accès au logement, à l'éducation, à la santé, à l'eau potable et à l'assainissement qui peuvent exacerber la susceptibilité aux impacts des catastrophes.
- Mettre l'accent sur l'expansion des capacités d'alerte précoce complètes et multirisques dans les communautés pauvres et isolées, y compris des stratégies qui ne nécessitent pas d'alimentation électrique externe continue, telles que les sirènes et radios solaires, les alertes visuelles et les systèmes communautaires.
- Prioriser l'emplacement des entrepôts de secours et les stratégies d'intervention d'urgence, d'évacuation, de prise en charge de masse et de livraison de ressources à proximité des zones vulnérables fréquemment exposées aux aléas.
 - Prendre en compte l'accessibilité, les lignes d'approvisionnement, les zones de rassemblement, les itinéraires d'évacuation et les besoins potentiels en nourriture et en abri pour anticiper les besoins et prépositionner les ressources.

CADRE DE SENDAI**Priorités d'action**

1, 2, 3, 4

ODD

4, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 15

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E, F

Objectifs définis dans le PAA

(a), (c), (d), (e)

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

6

PROMOUVOIR LA PRISE DE DÉCISION FONDÉE SUR DES PREUVES ET LE PARTAGE DES CONNAISSANCES EN CRÉANT UN RÉFÉRENTIEL NATIONAL CENTRALISÉ QUI STOCKE TOUS LES PLANS COMMUNAUX DE GESTION DES CATASTROPHES, D'UTILISATION DES TERRES ET DE GESTION DE L'EAU.

- Identifier un mécanisme ou bureau principal dans le BNGRC ou la CPGU pour maintenir les données de gestion des catastrophes.
- Encourager le partage des données entre les entités gouvernementales, les ONG et le milieu universitaire pour renforcer la coordination avec les parties prenantes régionales et internationales.
- Synchroniser les plans GC et RRC du niveau local au niveau national pour maintenir les services critiques et soutenir la préparation, l'intervention et les opérations de récupération afin d'améliorer la résilience nationale.
 - Effectuer un exercice de simulation : Un exercice d'intervention coordonnée pour pratiquer la coordination en temps réel à l'aide de plans synchronisés.
- Élaborer et mettre en œuvre des campagnes publiques ciblées pour promouvoir les ressources, en s'assurant que le public sait où trouver de l'information fiable.

CADRE DE SENDAI**Priorités d'action**1, 2, 3, 4**ODD**5, 6, 7, 9, 11, 13, 14, 15, 16, 17**Objectifs mondiaux**A, B, C, D, E, F**Objectifs définis dans le PAA**(a), (b), (c), (e)**Principes directeurs**(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k), (l), (m)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

7

PROMOUVOIR DES APPROCHES PARTICIPATIVES AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE DE LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE.

- Faire participer les dirigeants communautaires aux connaissances locales/traditionnelles dans l'évaluation des risques, la planification, l'atténuation et les efforts d'intervention.
- Mobiliser activement les représentants des groupes vulnérables, y compris les minorités autochtones et ethniques, les femmes et les enfants ruraux, les populations touchées par un conflit, les personnes déplacées et les communautés isolées ou appauvries, pour appuyer l'évaluation des besoins spécifiques à toutes les phases de la gestion des catastrophes.
- Élaborer des plans infranationaux qui reconnaissent les populations locales vulnérables et anticipent de manière proactive les obstacles à la sécurité alimentaire, aux soins de santé, au transport, aux services d'urgence, à l'énergie et à l'eau potable avant, pendant et après les catastrophes.
- Diffuser les cartes des aléas et les résultats de l'évaluation des risques aux dirigeants communautaires pour permettre la validation avec les expériences, défis et capacités locaux.
 - Promouvoir le partage vertical de l'information sur les risques, du niveau communautaire au niveau national, afin d'affiner et d'améliorer continuellement l'évaluation des risques.
- Former et entraîner des équipes d'intervention d'urgence communautaires pour aider à développer des capacités d'intervention rapide, soutenir les communications en cas de catastrophe et informer les résidents sur les dangers locaux potentiels et comment s'y préparer.
- Élaborer, peaufiner et mettre en œuvre des plans d'évacuation pour assurer l'engagement et la résilience de l'ensemble de la communauté.

CADRE DE SENDAI**Priorités d'action**

1, 2, 3, 4

ODD

1, 3, 5, 6, 9, 10, 11, 13, 15, 16, 17

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E, F, G

Objectifs définis dans le PAA

(a), (b), (c), (d), (e)

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k), (l), (m)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

8

MENER UN EXAMEN APPROFONDI DES CODES DE CONSTRUCTION, DES RÈGLEMENTS D'AMÉNAGEMENT ET DES POLITIQUES D'UTILISATION DES SOLS, ET METTRE EN ŒUVRE DES MESURES MISES À JOUR POUR PRÉVENIR UNE EXPANSION SUPPLÉMENTAIRE DANS LES ZONES À RISQUE, EN PARTICULIER LES HABITATS INFORMELS, AFIN D'AMÉLIORER LES RÉSULTATS DES CATASTROPHES.

- Mobiliser les ministères de la Planification, du Logement et des Travaux publics, de l'Environnement et du Développement durable, de l'Aménagement du territoire et des Services fonciers, ainsi que des organisations internationales telles que l'OIM, le HCR, le PNUD et l'ONU-Habitat.
- En accord avec les recommandations pour la résilience des infrastructures de l'UNDRR et du CADRI, établir un système de gestion de base de données numérique pour la résilience des infrastructures au sein du PNRRC afin de numériser les normes de construction, le suivi et le contrôle, et utiliser de manière proactive les données collectées.
- Adopter et appliquer des politiques qui régissent l'expansion urbaine et les habitats informels, notamment
 - Les codes du bâtiment mis à jour
 - Les règlements d'aménagement
 - Les contrôles de l'utilisation des terrains
 - Les mesures de préservation de l'environnement.

CADRE DE SENDAI

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

Objectifs mondiaux

B, C, D, E

Principes directeurs

(a), (b), (c), (e), (f), (g), (h), (i), (j)

ODD

1, 3, 6, 9, 10, 11, 13, 15

Objectifs définis dans le PAA

(b), (c), (d), (e)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

9

ÉVALUER ET S'ASSURER QUE LES COMMUNICATIONS D'URGENCE SONT ACCESIBLES ET ACTIONNABLES DANS LES ZONES RURALES.

- Identifier les lacunes en matière d'éducation, d'alphabétisation et d'accès aux moyens d'information (y compris l'internet, la télévision et la radio) et accorder la priorité aux investissements qui garantissent que les ménages vulnérables peuvent recevoir et comprendre des informations critiques, telles que les avertissements de danger, par le biais de divers canaux de communication.
- Tester les systèmes de messagerie d'urgence dans les communautés isolées et rurales. Envisager d'autres méthodes de communication qui ne dépendent pas fortement de l'accès des ménages à la technologie.
 - Évaluer la sensibilisation de la communauté et la réponse du public aux messages d'urgence pour évaluer l'efficacité des communications.
- Mettre en œuvre des programmes de sensibilisation et d'éducation communautaires axés sur la sensibilisation aux dangers, la préparation aux catastrophes et les pratiques de santé et de sécurité pour renforcer la résilience communautaire.
 - Modéliser le Programme de préparation aux cyclones du Bangladesh (CPP), une initiative conjointe du gouvernement et de la Société du Croissant-Rouge.
 - 76000+ bénévoles communautaires formés à l'alerte précoce, aux premiers secours et à l'évacuation.
 - Réduction des décès dus aux cyclones et aux inondations grâce aux évacuations communautaires et à une intervention rapide.

CADRE DE SENDAI**Priorités d'action**

1, 2, 3

ODD

4, 5, 9, 11, 13

Objectifs mondiaux

B, C, D, E, G

Objectifs définis dans le PAA

(b), (c), (e)

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (f), (g), (h), (i), (j)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

10

ADOPTER UNE STRATÉGIE GLOBALE POUR AUGMENTER LES CAPACITÉS DES INFRASTRUCTURES DANS LES ZONES URBAINES ET RURALES.

- Poursuivre les efforts visant à élargir l'accès aux services de télécommunication dans les régions où la pénétration des technologies de l'information et des communications (TIC) est faible afin de faciliter la diffusion et la réception de l'information en temps opportun.
- Soutenir les améliorations de la qualité et l'expansion du réseau de transport. Les augmentations de la capacité de transport facilitent l'expansion d'autres infrastructures (eau, énergie, TIC), soutiennent une croissance économique durable grâce à une plus grande accessibilité des biens et services, et améliorent les temps de réponse et l'accès aux services d'urgence.
- Augmenter la capacité énergétique grâce à l'expansion des infrastructures dans les zones où l'accès à l'électricité ou à d'autres sources d'énergie est limité.
- En coordination avec le Groupe de logistique sectoriel, cartographier les ressources physiques et humaines des services d'urgence pour déterminer les zones mal desservies.
 - Privilégier l'investissement ou la réaffectation dans les zones qui présentent une fréquence élevée et une exposition à des événements dangereux, ainsi qu'une faible résilience.
- Exploiter les résultats de l'évaluation des risques et de la vulnérabilité, en rapport avec les recommandations pour la résilience des infrastructures de l'UNDRR et du CADRI, afin d'évaluer les disparités dans les capacités locales en matière d'infrastructure, y compris le transport, l'énergie, les communications, les services d'urgence et les soins de santé.

CADRE DE SENDAI

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

ODD

6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 17

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E, G

Objectifs définis dans le PAA

(a), (b), (c), (d), (e)

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

11

MAXIMISER L'IMPACT À LONG TERME DU PROJET NATIONAL D'EAU DE LA BANQUE MONDIALE À MADAGASCAR EN RENFORÇANT LA GOUVERNANCE LOCALE ET L'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE POUR ASSURER UN ACCÈS DURABLE À L'EAU.

- Soutenir les structures de gouvernance locales en fournissant un soutien technique aux conseils municipaux et aux comités de gestion de l'eau pour une surveillance efficace :
 - Fournir des outils et de la formation sur les inventaires d'actifs municipaux liés à l'eau, les évaluations de l'état et l'entretien du cycle de vie.
 - Fournir des outils numériques pour le suivi des pannes, la surveillance de la continuité du service et la maintenance préventive.
- Promouvoir la participation communautaire et la transparence
 - Établir des outils de rétroaction communautaire, y compris des plateformes mobiles comme Taarifa (Open Source), une plateforme gratuite de technologie de l'information et de la communication basée sur les téléphones intelligents utilisée en Ouganda et au Zimbabwe pour aider les citoyens à collaborer avec leurs gouvernements locaux dans le suivi et le signalement des problèmes de prestation de services pour améliorer les services publics tels que la gestion des inondations, la collecte des déchets et l'assainissement.
 - Établir la confiance grâce à une planification participative impliquant un large accès communautaire, des systèmes de règlement des griefs et des campagnes d'information publique.
- Lier à l'atténuation et la conservation
 - Intégrer les plans d'infrastructure hydraulique aux stratégies nationales et municipales d'atténuation.
 - Encourager les pratiques communautaires de conservation de l'eau et de réduction des risques.
- Améliorer la responsabilité financière et opérationnelle de JIRAMA
 - Moderniser les systèmes de facturation et de collecte pour réduire l'eau non génératrice de revenus.
 - Soutenir la mise en œuvre d'audits de performance et de mécanismes de signalement transparents.

CADRE DE SENDAI**Priorités d'action**

1, 2, 3, 4

ODD

6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 17

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E, G

Objectifs définis dans le PAA

(a), (b), (c), (d), (e)

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

12

ÉVALUER TOUTES LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT TERRESTRE POUR LEUR RÉSILIENCE FACE À LA CHALEUR EXTRÊME ET AUX PRÉCIPITATIONS EXTRÊMES, CONFORMÉMENT À LA FEUILLE DE ROUTE NATIONALE DE RÉSILIENCE DES INFRASTRUCTURES DE MADAGASCAR.

- Mettre en œuvre des audits d'intégrité structurelle régulièrement programmés
 - Prioriser les évaluations des routes, ponts et voies ferrées dans les zones exposées aux dangers.
 - Évaluer la durabilité des matériaux de construction sous le stress thermique projeté et les conditions hydrologiques, y compris les vagues de chaleur et la saturation due aux fortes pluies.
- Inspecter et améliorer les systèmes de drainage
 - Créer un plan d'inspection du calendrier et évaluer la pertinence de l'infrastructure de drainage et de gestion des eaux pluviales en fonction de l'intensité des précipitations actuelles et futures.
 - Identifier les blocages, les écarts de capacité et les lacunes de maintenance qui augmentent le risque d'inondation.
- Faire la superposition des données sur les aléas avec des cartes d'infrastructures
 - Intégrer les couches de danger SIG (par exemple, plaines inondables, îlots de chaleur urbains, zones sujettes aux glissements de terrain) dans les inventaires nationaux des transports pour identifier les segments vulnérables.
 - Coordonner avec le CERVO du BNGRC et la CPGU pour assurer l'intégration des données dans la base de données nationale sur les risques.
 - Utiliser DisasterAWARE pour prendre en charge les exigences de cartographie.
- Projets pilotes de rétrofit
 - Lancer des projets pilotes dans les corridors vulnérables en utilisant des matériaux adaptés au climat tels que l'asphalte résistant à la chaleur, le revêtement perméable et les remblais surélevés ou renforcés.
 - Documenter les leçons tirées de l'ingénierie, des finances et des institutions pour éclairer la planification nationale des investissements.
 - Moderniser les segments de transport à risque élevé avec des matériaux et des techniques adaptés à la topographie et aux perspectives climatiques de Madagascar.

CADRE DE SENDAI**Priorités d'action**

1, 2, 3, 4

ODD

6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 17

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E, G

Objectifs définis dans le PAA

(a), (b), (c), (d), (e)

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

13

ADOPTER UNE STRATÉGIE GLOBALE POUR AUGMENTER LES CAPACITÉS D'INFRASTRUCTURE DANS LES COMMUNAUTÉS VULNÉRABLES ET ISOLÉES.

- Travailler avec des entités gouvernementales nationales et infranationales, des ONG, des hôpitaux et cliniques privés, et des partenaires non traditionnels pour accroître la disponibilité de personnel médical qualifié et de ressources.
- Soutenir les améliorations de la qualité et l'expansion du réseau de transport. Les augmentations de la capacité de transport facilitent l'expansion d'autres infrastructures (eau, énergie, TIC) et soutiennent une croissance économique durable grâce à une plus grande accessibilité des biens et services et améliorent les temps de réponse et l'accès aux services d'urgence.
- Augmenter la capacité énergétique grâce à l'expansion des infrastructures dans les zones où l'accès à l'électricité ou à d'autres sources d'énergie est limité. Un accès accru à l'électricité facilitera l'accès à l'information.
- Augmenter les investissements dans l'amélioration des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement, y compris le confinement et le traitement des eaux usées pour accroître l'accès aux capacités d'eau potable, réduire l'exposition aux maladies et accroître la résilience.
- Évaluer les obstacles à la production alimentaire et aux chaînes d'approvisionnement pour accroître la connectivité, améliorer le stockage et le transport, et réduire les pertes post-récolte qui menacent la sécurité alimentaire.

CADRE DE SENDAI**Priorités d'action**

1, 2, 3, 4

ODD

6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 17

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E, G

Objectifs définis dans le PAA

(a), (b), (c), (d), (e)

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

14

ÉVALUER ET MODERNISER L'INFRASTRUCTURE ÉNERGÉTIQUE POUR LA SÉCURITÉ ET LA DURABILITÉ.

- Cartographier l'état actuel de l'infrastructure énergétique existante conformément aux recommandations pour la résilience des infrastructures de l'UNDRR et du CADRI.
 - Utiliser les données pour évaluer la vulnérabilité et la résilience des systèmes d'infrastructure énergétique afin d'identifier les zones les plus à risque et de prioriser les interventions.
- Moderniser et améliorer l'infrastructure hydroélectrique existante pour accroître l'efficacité et réduire les pertes.

CADRE DE SENDAI

Priorités d'action

1, 2, 3, 4

ODD

6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 17

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E, G

Objectifs définis dans le PAA

(a), (b), (c), (d), (e)

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

15

RENFORCER LA CAPACITÉ DES SERVICES D'INTERVENTION D'URGENCE POUR RÉPONDRE DE MANIÈRE EFFICACE ET EFFICIENTE AUX BESOINS DE LA COMMUNAUTÉ ET FOURNIR EN TEMPS OPPORTUN UNE ASSISTANCE VITALE.

- Plaidoyer pour la construction de casernes de pompiers pour accueillir les communautés immédiates qu'elles desservent.
- Tirer parti de la capacité actuelle des casernes de pompiers et des besoins en équipement grâce à des partenariats nationaux et internationaux.
- Développer les cliniques mobiles de l'OMS et élargir le modèle de l'OMS, en les intégrant définitivement dans les services de santé des districts pour fournir sur place des soins de maternité, pédiatriques et médicaux de base.
 - Exploiter les entrepôts prépositionnés de l'OMS et des entrepôts du Programme alimentaire mondial en tant que centres au niveau des districts pour la distribution et le stockage des médicaments, vaccins et fournitures d'urgence.
- Élargir le modèle d'amélioration de la santé communautaire (Enhance Community Health ou ECH) en recrutant, en formant et en rémunérant des agents de santé communautaires (ASC) dans les fokontany mal desservis.
- Collaborer avec Medair pour étendre les services de soins de base et établir des unités mobiles de soins d'urgence afin de combler les lacunes en matière de soins urgents dans les districts dépourvus d'installations fonctionnelles.
 - Envisager des modèles internationaux, comme le concept de patrouille aérienne civile colombienne (PAC), pour fournir des ressources spécialisées en santé dans les régions éloignées et vulnérables.

CADRE DE SENDAI**Priorités d'action**

1, 2, 3, 4

ODD

3, 11, 17

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, F

Objectifs définis dans le PAA

(a), (b), (c), (d), (e)

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (h), (j), (l), (m)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

16

ALLOUER ET PRIORISER LES FONDS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS CROISSANTS DE LA BNGRC.

- Investir dans le renforcement global des capacités pour assurer des mécanismes de communication et de coordination en temps opportun, améliorer la collaboration croisée entre les partenaires nationaux et internationaux, et promouvoir les activités de renforcement de la résilience communautaire.
- Inclure des voies de financement pour l'équipement, les infrastructures, la formation et le renforcement des capacités.
- Élargir la capacité de formation et de préparation au niveau local.
 - Créer une initiative de formation et d'éducation (F&E) axée sur les CRGRCs, CDGRCs et CCGRCs pour donner à la gestion locale des catastrophes (GC) les moyens de jouer un rôle plus actif dans la préparation et l'intervention.
 - Identifier le personnel du BNGRC pour gérer les initiatives locales de F&E axées sur le renforcement des capacités pour les CRGRCs, CDGRCs et CCGRCs.
 - Augmenter les exercices de simulation et basés sur des scénarios entre les organismes d'intervention pour améliorer la collaboration et le renforcement des capacités dans les communautés.
 - Créer un programme de formation principal et superviser les canaux de communication et les plateformes de médias sociaux pour accroître la visibilité, faciliter le partage d'informations et optimiser la collaboration.
 - Mettre en œuvre un système de gestion des dossiers numériques accessible à toutes les agences participantes pour suivre les calendriers, les participants, les évaluations et les leçons apprises des F&E pour les examens et les mises à jour en temps réel.
 - Assurer un cadre normalisé de rapports sur les F&E pour une collecte de données cohérente, englobant des mesures clés, des observations et des mécanismes de rétroaction pour les évaluations formelles du rendement et les rapports après action.
- Se concentrer sur le renforcement de la logistique et des redondances pour assurer un soutien continu aux activités humanitaires et livrer des fournitures de secours en cas de catastrophe lors d'une intervention d'urgence.
- Planifier les interventions en fonction des impacts prévus pour les aléas futurs.

CADRE DE SENDAI**Priorités d'action**1, 2, 3, 4**ODD**3, 11, 13, 17**Objectifs mondiaux**A, B, C, D, E**Objectifs définis dans le PAA**(a), (d), (e)**Principes directeurs**(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k)

RECOMMANDATIONS NATIONALES

17

RÉÉVALUER LES PROGRÈS RÉALISÉS VERS LES OBJECTIFS DE RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE ET DE RÉSILIENCE.

- Mettre à jour la NDPBA tous les 3 à 5 ans, y compris les analyses ERV et AGC, pour suivre les progrès réalisés dans la réduction des vulnérabilités, l'augmentation des capacités d'adaptation, et renforcer les capacités de gestion des catastrophes pour soutenir la réduction des risques de catastrophe et les objectifs de développement durable de Madagascar afin d'avoir une nation plus résiliente.

CADRE DE SENDAI**Priorités d'action**

1, 2, 3, 4

ODD

6, 7, 11, 13, 14, 15, 16

Objectifs mondiaux

A, B, C, D, E, F, G

Objectifs définis dans le PAA

(a), (b), (c), (d), (e)

Principes directeurs

(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k), (m)

PLAN SUR 5 ANS

RECOMMANDATIONS NATIONALES MADAGASCAR



ANNÉE 1	ANNÉE 2	ANNÉE 3	ANNÉE 4	ANNÉE 5
RECOMMANDATION 1 Étendre la cartographie des aléas et des risques pour les zones infranationales et locales notamment là où les concentrations d'habitats informel se trouvent des zones d'aléas, afin de faciliter les mesures de renforcement de la résilience et les efforts de planification.				
RECOMMANDATION 2 Renforcer la surveillance tous risques, les systèmes de communication et la traduction des données en systèmes d'alertes précoce (MHEWS) et capacités complètes.				
RECOMMANDATION 3 Promouvoir des stratégies complètes pour surveiller, aborder et atténuer les impacts des cyclones tropicaux, inondations, extrême chaleur, glissements de terrains, et feux de forêts.				
RECOMMANDATION 4 Développer une stratégie d'urbanisme informée sur les catastrophes, axée sur la RRC et des mesures de renforcement de la résilience pour l'habitat informel dans les zones exposées aux catastrophes.				
RECOMMANDATION 5 Renforcer la préparation aux catastrophes pour les populations vulnérables.				
RECOMMANDATION 6 Promouvoir la prise de décision fondée sur des données probantes et le partage des connaissances en créant un dépôt national centralisé qui stocke tous les plans communaux de gestions de catastrophes, d'aménagements du territoire et de la gestion de l'eau.				
RECOMMANDATION 7 Promouvoir des approches participatives au niveau communautaire en matière de gestion des risques de catastrophe.				
RECOMMANDATION 8 Mener un examen approfondi des codes du bâtiment, des réglementations de développement et des politiques d'utilisation des terres, et mettre en œuvre des mesures actualisées pour empêcher toute nouvelle expansion dans les zones exposées aux aléas, en particulier l'habitat informel, afin d'améliorer les bilans des catastrophes.				

PLAN SUR 5 ANS

RECOMMANDATIONS NATIONALES MADAGASCAR



ANNÉE 1	ANNÉE 2	ANNÉE 3	ANNÉE 4	ANNÉE 5
	RECOMMANDATION 9 Évaluer et s'assurer que les communications d'urgence sont accessibles et exploitables dans les zones rurales.			
	RECOMMANDATION 10 Adopter une stratégie globale pour augmenter les capacités d'infrastructure dans les zones urbaines et rurales.			
	RECOMMANDATION 11 Maximiser l'impact à long terme du Projet national d'eau de la Banque mondiale à Madagascar en renforçant la gouvernance locale et l'engagement communautaire pour assurer un accès durable à l'eau.			
	RECOMMANDATION 12 Évaluer toute l'infrastructure de transport terrestre pour sa résilience à la chaleur et aux précipitations extrêmes conformément à la Feuille de route nationale pour la résilience des infrastructures de Madagascar.			
	RECOMMANDATION 13 Adopter une stratégie globale pour augmenter les capacités d'infrastructure dans les communautés vulnérables et isolées.			
	RECOMMANDATION 14 Évaluer et moderniser l'infrastructure énergétique pour la sécurité et la durabilité.			
	RECOMMANDATION 15 Renforcer la capacité des services d'intervention d'urgence à répondre efficacement aux besoins de la communauté et assurer la fourniture en temps opportun d'une assistance vitale.			
RECOMMANDATION 16 Allouer et prioriser les fonds pour répondre aux besoins croissants du BNGRC.			RECOMMANDATION 17 Réévaluer les progrès réalisés vers les objectifs de RRC et de résilience.	



NDPBA

PROFILS DE RISQUES RÉGIONAUX DE MADAGASCAR

RESULTATS DES EVALUATIONS INFRANATIONALES

PROFILS DE RISQUES RÉGIONAUX

Le rapport infranational, résumé pour chaque région, offre une compréhension plus détaillée du risque au niveau communal à Madagascar. Ceux-ci sont fournis séparément du présent rapport (lien ci-dessous), et incluent les facteurs de vulnérabilité, la capacité d'adaptation et la résilience ; une comparaison de chaque département dans l'ensemble du pays ; et des recommandations stratégiques, fondées sur des données et réalisables.

Télécharger ici:

https://www.pdc.org/wp-content/uploads/NDPBA_MDG_Subnational_Profiles_Merged_French.pdf



RÉFÉRENCES

BIBLIOGRAPHIE

1. African Risk Capacity Limited. (2023). *Madagascar has contingencies to aid its swift recovery from devastating impacts of tropical cyclones*. <https://reliefweb.int/report/madagascar/madagascar-has-contingencies-aid-its-swift-recovery-devastating-impacts-tropical-cyclones>
2. African Union. (2017). *Programme of Action for the Implementation of the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015-2030 in Africa*.
3. African Union Commission. (2015). *Agenda 2063 : The Africa We Want* (p. 172). African Union Commission.
4. Agence française de développement (AFD). (2021). *MADATLAS Project—An Academia Partnership for Sustainable Regional Development*. <https://www.afd.fr/en/carte-des-projets/madatlas-project-academia-partnership-sustainable-regional-development>
5. Anticipation Hub. (2024). *Anticipating tropical cyclones in Madagascar : Start Network's experience*. <https://www.preventionweb.net/news/anticipating-tropical-cyclones-madagascar-start-networks-experience>
6. Arciprete, C., & Leander, S. S. (2022a). *Gender Inequalities in Madagascar Policy Brief*.
7. Arciprete, C., & Leander, S. S. (2022b). *Gender Inequalities in Madagascar Policy Brief*.
8. Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC) & National Disaster and Risk Management Office. (n.d.). *From climate information and services to Disaster Risk Reduction : Case of Madagascar*.
9. Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC) & National Disaster and Risk Management Office. (2020a). *Manual for Broadcasting Cyclone Alerts Madagascar*.
10. Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC) & National Disaster and Risk Management Office. (2020b). *Timeline-Driven Information Flow SOP : Describes Tsunami Event Response When, What, Who, How, and To Whom Event Description WHEN (Time after EQ)*.
11. Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC) & National Office for Risk and Disaster Management. (2016). *National Disaster Risk Management Strategy 2016-2030*.
12. Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse É. à M. (CREAM). (n.d.). *Monograph of the Region Anosy*.
13. Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse É. à M. (CREAM). (2013a). *Monograph of the Alaotra Mangoro Region*.
14. Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse É. à M. (CREAM). (2013b). *Monograph of the Atsimo Andrefana Region*.
15. Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse É. à M. (CREAM). (2013c). *Monograph of the Atsimo-Atsinana Region*. <http://www.monographiemada.com/>
16. Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse É. à M. (CREAM). (2013d). *Monograph of the Atsinana Region*.
17. Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse É. à M. (CREAM). (2013e). *Monograph of the Betsiboka Region*.
18. Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse É. à M. (CREAM). (2013f). *Monograph of the Boeny Region*.
19. Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse É. à M. (CREAM). (2013g). *Monograph of the Bongolava Region*.

RÉFÉRENCES

BIBLIOGRAPHIE

20. Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse É. à M. (CREAM). (2013h). *Monograph of the Diana Region*.
21. Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse É. à M. (CREAM). (2013i). *Monograph of the Haute Matsiatra Region*.
22. Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse É. à M. (CREAM). (2013j). *Monograph of the Ihorombe Region*.
23. Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse É. à M. (CREAM). (2013k). *Monograph of the Itasy Region*. <http://www.monographiemada.com/>
24. Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse É. à M. (CREAM). (2013l). *Monograph of the Region Analamanga*.
25. Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse É. à M. (CREAM). (2013m). *Monograph of the Region Analanjirofo*.
26. Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse É. à M. (CREAM). (2013n). *Monograph Region Amoron'i*.
27. Centre for Research on the Epidemiology of Disasters (CRED) & World Health Organization (WHO). (2023). *Emergency Events Database EM-DAT*.
28. Colonel Remi Rolland Andriamanalinarivo, Lieutenant-Colonel Aritiana Fabien Faly, & Julot Herman Randriamanalina. (2018). *Madagascar, a country resilient to the effects of hazards and protected from damage for sustainable development*. https://www.preventionweb.net/files/66376_f346finalrandriamanalinamadagascarr.pdf
29. Development Intervention Fund, M. (2005). *Disaster-resistant schools : A tool for universal primary education*.
30. Economic Community of West African States (ECOWAS). (2022). *ECOWAS Regional Climate Strategy (RCS) and Action plan (2022-2030)*.
31. Education Policy and Data Center. (2018). *Madagascar : National Education Profile*.
32. Emergency Telecommunications Cluster (ETC) United Nations World Food Programme. (2021). *Antananrivo and Anstirabe, Madagascar*. www.ETCcluster.orgGlobal.ETC@wfp.org
33. Faramalala, R. (2016). *Implementation of Disaster and Risk Management Policy in the East-Cost of Madagascar* (Jurnal Kebijakan Dan Administrasi Publik, Vol. 20, Issue 1, pp. 84–94). <http://journal.ugm.ac.id/jkap>
34. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2023). *Subregional southern Africa – Climate hazards: Urgent call for assistance*. <https://doi.org/10.4060/cc6031en>
35. ForestWatch. (2023). *Madagascar*. <https://www.globalforestwatch.org/dashboards/country/MDG/?category=undefined>
36. Global Facility for Disaster Reduction and Recovery, The World Bank. (2017). *Building Disaster Résilience in Sub-Saharan Africa Program : Result Area 5 Africa Disaster Risk Financing Initiative*. <https://understandrisk.org/event/understanding-risk-finance-conference/>
37. Government of Madagascar. (n.d.). *Madagascar's Intended Nationally Determined Contribution National Context and Priorities*.
38. Government of Madagascar. (2016). *LAW No. 2015-03 relating to the National Policy for Risk and Disaster Management*.

RÉFÉRENCES

BIBLIOGRAPHIE

39. Government of Madagascar. (2017). *Third National Communication to the United Nations Framework Convention on Climate Change*.
40. Government of Madagascar. (2019). *DECREE N°2019-1949 establishing the organization, attributions and operation of the Emergency Management Prevention and Support Unit (CPGU) at the Prime Minister's Office*.
41. Government of Madagascar. (2022). *Second Nationally Determined Contribution of the Republic of Madagascar under the Paris Agreement*.
42. Government of Madagascar. (2025). *National Anti-Corruption Strategy 2025-2030*.
43. Government of the Republic of Madagascar. (2019). *Decree No. 2019—1949, Emergency Management Support Unit*.
44. Harifidy, R. Z., & Hiroshi, I. (2022). *Analysis of River Basin Management in Madagascar and Lessons Learned from Japan* (Water (Switzerland), Vol. 14, Issue 3). MDPI. <https://doi.org/10.3390/w14030449>
45. Integrated Food Security Classification Framework (IPC). (2019). *IPC Analysis of acute food insecurity*.
46. International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank. (2023). *Unlocking the Potential of Women and Adolescent Girls : Challenges and Opportunities for Greater Empowerment of Women and Adolescent Girls in Madagascar*.
47. International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC). (2014). *Madagascar : Country Case Study Report IFRC-UNDP Series on Legal Frameworks to support Disaster Risk Reduction* (4122730422). www.drr-law.org.
48. International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC). (2022a). *Emergency Plan of Action*.
49. International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC). (2022b). *Madagascar Country Plan*.
50. International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC). (2023). *Operation Update 5 Madagascar: Tropical Storms and Cyclones Emergency Appeal*.
51. International Fund for Agricultural Development (IFAD). (2023). *Madagascar*. <https://www.ifad.org/en/web/operations/w/country/madagascar>
52. International Organization for Migration (IOM). (2018). *Challenges, issues and policies : Migration, environment and climate change in Madagascar*. www.iom.int
53. International Renewable Energy Agency. (2023). *Energy Profile Madagascar*.
54. IOM Madagascar. (2023). *Madagascar Crisis Response Plan 2023*.
55. Lemur Conservation Network. (2023). *How Climate Change is Impacting Madagascar*. <https://www.lemurconservationnetwork.org/learn/conservation-threats-and-solutions-for-lemurs/how-climate-change-is-impacting-madagascar/>
56. Médecins du Monde. (2023). *Madagascar : A humanitarian emergency driven by the climate crisis*. <https://reliefweb.int/report/madagascar/madagascar-humanitarian-emergency-driven-climate-crisis#:~:text=Madagascar%20has%20been%20dealing%20with,system%20and%20poor%20screening%20abilities>
57. Ministry of Environment and Sustainable Development (MEDD). (2021a). *Madagascar National Adaptation Plan Climate Change (PNA)*.

RÉFÉRENCES

BIBLIOGRAPHIE

58. Ministry of Environment and Sustainable Development (MEDD). (2021b). *National Plan for Adaptation to Climate Change (PNA) Madagascar*.
59. Ministry of Health Madagascar Ministère de la Santé Publique. (2020a). *Epidemiological situation of the measles in Madagascar*.
60. Ministry of Health Madagascar Ministère de la Santé Publique. (2020b). *Epidemiological situation of the plague in Madagascar*.
61. Ministry of the Interior and Decentralization. (2016). *Decree no. 2019-1954*.
62. Ministry of the Interior and Decentralization. (2019). *Decree No. 2019—1958; National Risk and Disaster Management Office (BNGRC)*. www.DeepL.com/pro
63. Monograph of the Region Analamanga. (2013). *Monograph of the Androy Region*.
64. Nachmany, M., Fankhauser, S., Davidová, J., Kingsmill, N., Landesman, T., Roppongi, H., Schleifer, P., Setzer, J., Sharman, A., Singleton, C. S., Sundaresan, J., & Townshend, T. (2015). *Climate Change Legislation in Madagascar—Global Climate Legislation Study : A Review of Climate Change Legislation in 99 Countries*. www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/legislation/
65. National Assembly & Government of Madagascar. (2015). *Law No.2015-031 on the National Policy of Risk Management and Catastrophes*.
66. National Disaster and Risk Management Office. (n.d.). *From climate information and services to Disaster Risk Reduction : Madagascar*.
67. Paolo, I., & Solonavalona, E. R. (2020). *Malagasy Résilience Prevention Mechanism Facing Risks and Disasters*.
68. Regional Inter-Agency Standing Committee (RIASCO). (2017). *Humanitarian Outlook for Southern Africa*. www.unocha.org/rosa
69. SADC Climate Services Centre (CSC), National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), Beijing Climate Centre (BCC), Météo-France, Australian Bureau of Meteorology (BoM), UK Met Office (UKMO), Japan Meteorological Agency (JMA), Korea Meteorological Agency (KMA), & African Centre for Meteorological Application for Development (ACMAD). (2025). *Statement from the Thirtieth Southern African Regional Climate Outlook Forum (SARCOF-30) held in Antananarivo, Madagascar, 28 – 30 January 2025*.
70. Southern Africa Drought Résilience Initiative (SADRI). (2020a). *Drought Résilience Profile : Madagascar*.
71. Southern Africa Drought Résilience Initiative (SADRI). (2020b). *Madagascar Drought Profile Guidance Note*.
72. Southern Africa Drought Résilience Initiative (SADRI) & The World Bank. (2023). *Toward a Drought-Resilient Southern Africa*.
73. Southern African Development Community (SADC). (n.d.). *Drought Résilience Profiles*.
74. Stiftung, B. (2022). *Bertelsmann Stiftung's Transformation Index (BTI) Country Report Madagascar*. <https://www.bti-project.org>.
75. Stockholm International Water Institute. (2024). *Identifying bottlenecks to water governance in Madagascar*. <https://siwi.org/latest/identifying-bottlenecks-to-water-governance-in-madagascar/>

RÉFÉRENCES

BIBLIOGRAPHIE

76. Systematic Observations Financing Facility. (2024). *National Contribution Plan of Madagascar*.
77. *The Humanitarian Platform of the Private Sector of Madagascar*. (n.d.). <http://pshp-mada.org/>
78. The National Assembly, R. of M. (2015). *Law No. 2015-031; relating to the National Risk and Disaster Management Policy*.
79. The National Assembly, R. of M. (2016). *Law No. 2015-031National Policy for Risk Management and Disasters*.
80. The World Bank. (2017). *Madagascar Pilot Program for Climate Résilience Phase I*.
81. The World Bank. (2022a). *Madagascar : \$220 Million to Improve Basic Water and Sanitation Services and Supply*. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/06/20/madagascar-220-million-to-improve-basic-water-and-sanitation-services-and-supply>
82. The World Bank. (2022b). *The World Bank Data*. <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.GROW?locations=MG>
83. The World Bank. (2023). *The World Bank in Madagascar*. <https://www.worldbank.org/en/country/madagascar/overview>
84. The World Bank. (2024). *Madagascar Urbanization Review : Leveraging cities as drivers of growth and structural transformation*. https://www.pseau.org/outils/ouvrages/banque_mondiale_madagascar_urbanization_review_leveraging_cities_as_drivers_of_growth_and_structural_transformation_2024.pdf?utm_source=chatgpt.com
85. UN Data. (2023). *Madagascar*. <https://data.un.org/en/iso/mg.html>
86. UN Office for Disaster Risk Reduction. (2017). *Madagascar sees early warning and preparedness as key to cut disaster risk*.
87. UNESCO Institute for Statistics. (2023). *Madagascar*. <https://uis.unesco.org/en/country/mg>
88. UNICEF. (2024). *Enhancing the Social Register's contribution to climate disaster risk reduction in Madagascar*.
89. UNICEF Data. (2023). *Madagascar*. <https://data.unicef.org/country/mdg/#child-health>
90. UNIDO. (2023). *Madagascar Country Context*. <https://www.unido.org/who-we-are/unido-worldwide/africa/offices/madagascar/country-context>
91. United Nations Development Programme. (2024a). *Inclusive insurance and risk financing in Madagascar : Snapshot and way forward*. https://irff.undp.org/sites/default/files/2024/Nov/12-madagascar_0.pdf
92. United Nations Development Programme. (2024b). *Inclusive insurance and risk financing in Madagascar : Snapshot and way forward*.
93. United Nations Office for Disaster Risk Reduction Regional Office for Africa (UNDRR-Africa). (2024a). *Hitting the ground before disaster strikes : The evolution of DRR in Madagascar*. https://www.undrr.org/news/hitting-ground-disaster-strikes-evolution-drr-madagascar_0
94. United Nations Office for Disaster Risk Reduction Regional Office for Africa (UNDRR-Africa). (2024b). *Shifting from disaster response to preparedness in Madagascar*. https://www.undrr.org/news/shifting-disaster-response-preparedness-madagascar_0
95. United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) & United Nations Development Programme (UNDP). (n.d.). *Connecting Business Initiative (CBI)*. <https://www.connectingbusiness.org/>

RÉFÉRENCES

BIBLIOGRAPHIE

96. United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA). (2020). *Connecting Business Initiative Progress Report*.
97. United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA). (2023a). *El Niño, Positive Indian Ocean Dipole Forecast and Humanitarian Impact*. www.unocha.orgwww.reliefweb.int
98. United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA). (2023b). *Madagascar Drought 2018-2023*.
99. United States Agency for International Development. (2023). *Madagascar-Drought & Tropical Cyclone Fact Sheet*.
100. United States Agency for International Development (USAID). (n.d.-a). *Hay Tao Fact Sheet*.
101. United States Agency for International Development (USAID). (n.d.-b). *Mikjay Factsheet*.
102. United States Agency for International Development (USAID). (2014). *Madagascar Environmental Threats and Opportunities Assessment*.
103. United States Agency for International Development (USAID). (2017). *Madagascar—At a Glance*. <https://2017-2020.usaid.gov/madagascar/madagascar-glance#:~:text=Antananarivo%20is%20the%20capital%20and,than%20two%20dollars%20per%20day>
104. United States Agency for International Development (USAID). (2019). *Climate risks in Food for Peace géographies : Madagascar*.
105. United States Agency for International Development (USAID). (2020). *Madagascar : Land Tenure And Property Rights Profile*.
106. United States Agency for International Development (USAID). (2021). *Risk and disaster management plans improve résilience to climate change in Madagascar*. <https://ncbaclusa.coop/blog/risk-and-disaster-management-plans-improve-résilience-to-climate-change-in-madagascar/>
107. United States Agency for International Development (USAID). (2023a). *Madagascar—Country Profile*. <https://www.land-links.org/country-profile/madagascar/#:~:text=The%20island%20is%20characterized%20by,and%2021%20percent%20is%20forest>
108. United States Agency for International Development (USAID). (2023b). *The Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET)*.
109. United States Agency for International Development (USAID). (2024). *Madagascar Drought and Tropical Cyclone Program Map : USG Response to Drought and Cyclones*.
110. Wild Madagascar. (2023). *Geography of Madagascar*. <https://www.wildmadagascar.org/overview/geography.html>
111. World Bank. (2021). *Madagascar : Global Health Security Index*.
112. World Bank. (2023). *Tackling Food Insecurity : Stories of résilience from Madagascar, the Central African Republic, and Egypt*. <https://reliefweb.int/report/madagascar/tackling-food-insecurity-stories-résilience-madagascar-central-african-republic-and-egypt>
113. World Bank Group. (2023). *COUNTRY PARTNERSHIP FRAMEWORK FOR REPUBLIC OF MADAGASCAR*.
114. World Food Programme. (2024). *Madagascar Annual Country Report 2024 Country Strategic Plan*.

RÉFÉRENCES

BIBLIOGRAPHIE

115. World Food Programme (WFP). (2023a). *Madagascar Country Brief*. www.wfp.org/countries/Madagascar
116. World Food Programme (WFP). (2023b). *WFP races to cushion people from looming drought in Southern Africa in largest cash payout to date : Madagascar*.
117. World Food Programme (WFP). (2024). *Madagascar Country Brief*.
118. World Health Organization. (2023). *Mobile clinics fill health care gap : Madagascar*.
119. World Health Organization (WHO). (2021). *Health & Climate Change Country Profile : Small Island Developing States Initiative*. <https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/345482/WHO-HEP-ECH-CCH-21.01.08-eng.pdf?sequence=1>
120. World Meteorological Organization. (2024). *New project will strengthen early warnings for floods and flash floods in Southwest Indian Ocean*. <https://wmo.int/media/project-update/new-project-will-strengthen-early-warnings-floods-and-flash-floods-southwest-indian-ocean#:~:text=The%20Southwest%20Indian%20Ocean%20project,the%20hydrometeorological%20forecasting%20models>
121. World Wildlife Fund. (2023). *Madagascar*. <https://www.worldwildlife.org/places/madagascar#:~:text=Madagascar's%20climate%20is%20tropical%20along,dry%20forests%2C%20plateaus%20and%20deserts>
122. Zy, R., Harivel, M., Harifidy, R. Z., & Ravaonjalitera, R. S. (2021). Understanding Of Disaster Risk Management In Madagascar. *Monthly Journal by TWASP, USA | 1 NORTH AMERICAN ACADEMIC RESEARCH (NAAR) JOURNAL*, 4(10), 1–10. <https://doi.org/10.5281/zenodo.5562328>



**Meilleures solutions.
Moins de catastrophes.**

Un monde plus sûr..

**1305 N. Holopono Street | P: (808) 891-0525
Suite 2, Kihei, HI 96753 | F: (808) 891-0526**



@PDC_Global



/PDCGlobal



www.pdc.org/ndpba



ndpba@pdc.org